



Novembre 2020

Vers un retour du combat de haute intensité



Association loi 1901, le **G2S** est un groupe constitué d'officiers généraux de l'armée de Terre ayant récemment quitté le service actif.

Ces derniers se proposent de mettre en commun leur expérience et leur expertise des problématiques de Défense, incluant leurs aspects stratégiques et économiques, afin de partager leur vision des perspectives d'évolution souhaitables.

Groupe de liaison G2S

1, place Joffre

BP 23

75700 Paris SP 07

Réalisation :

THEATRUM BELLI
BP 20228
45161 OLIVET CEDEX

Directeur : Stéphane GAUDIN
Courriel : contact@theatrum-belli.com
Site : THEATRUM-BELLI.COM
Twitter : @TheatrumBelli

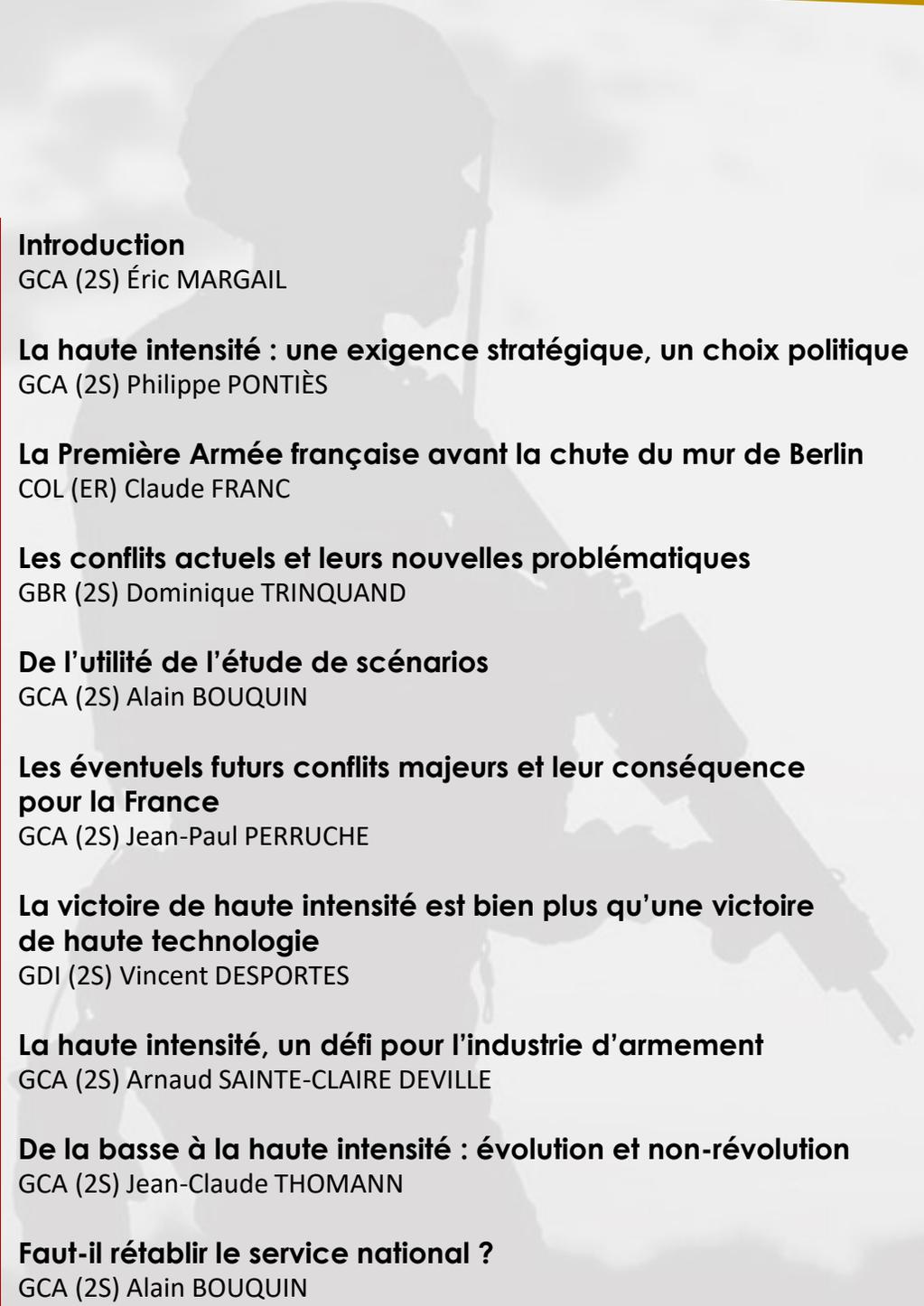
Impression :

SGA/SPAC/Pôle graphique de Paris

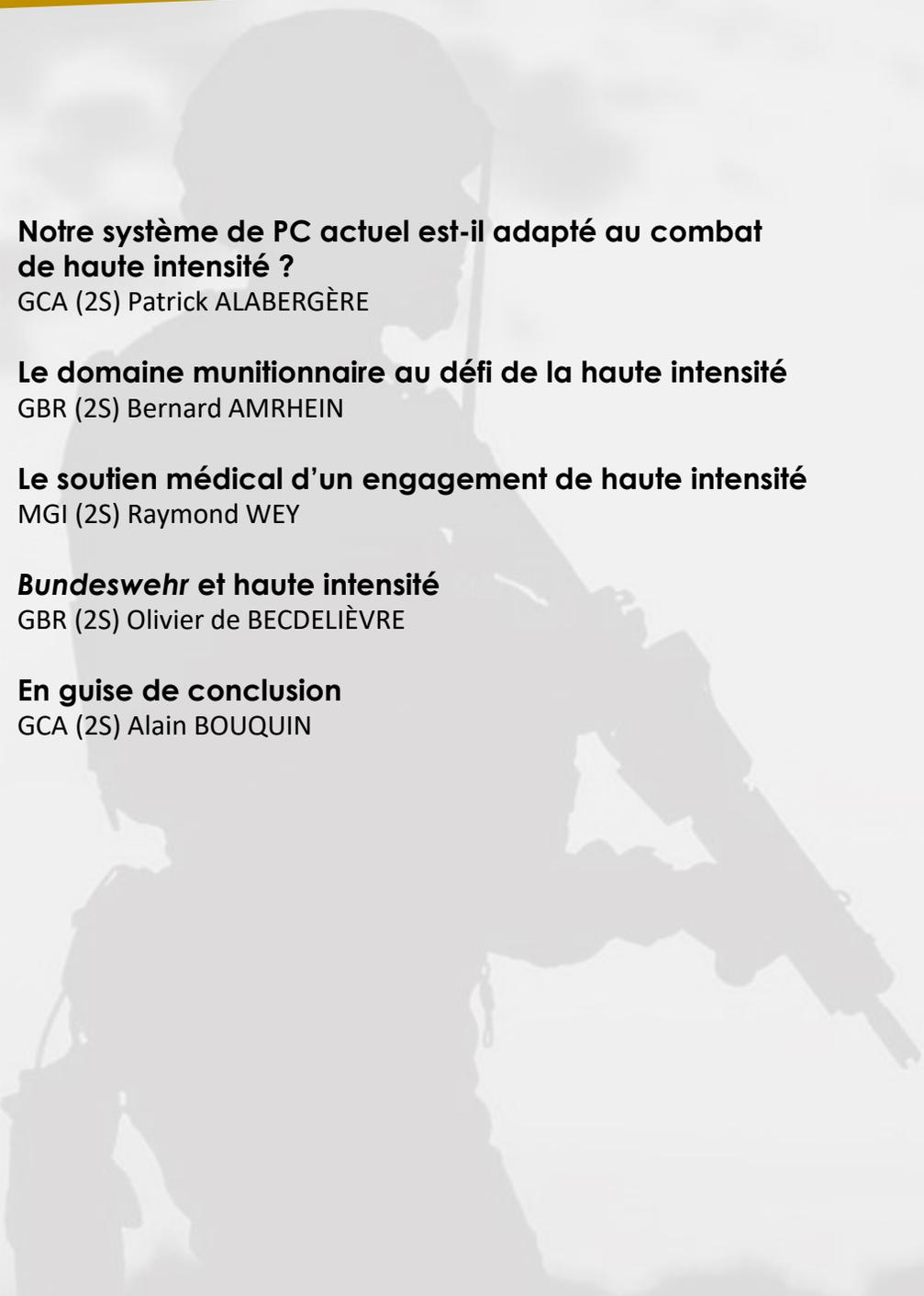
Novembre 2020, tous droits réservés.

G2S

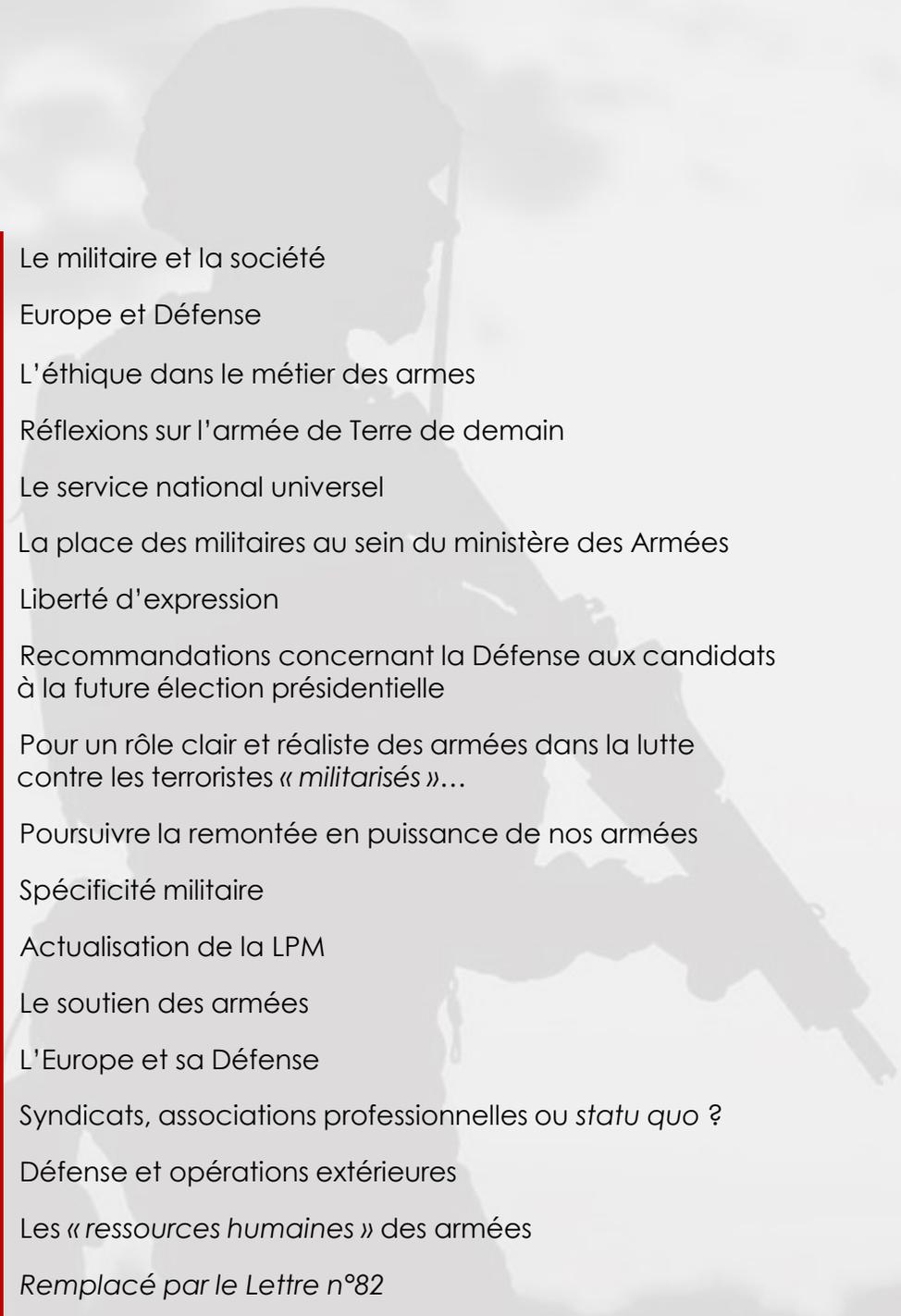
SOMMAIRE

- 
- 7 Introduction**
GCA (2S) Éric MARGAIL
- 11 La haute intensité : une exigence stratégique, un choix politique**
GCA (2S) Philippe PONTIÈS
- 15 La Première Armée française avant la chute du mur de Berlin**
COL (ER) Claude FRANÇ
- 23 Les conflits actuels et leurs nouvelles problématiques**
GBR (2S) Dominique TRINQUAND
- 35 De l'utilité de l'étude de scénarios**
GCA (2S) Alain BOUQUIN
- 39 Les éventuels futurs conflits majeurs et leur conséquence pour la France**
GCA (2S) Jean-Paul PERRUCHE
- 47 La victoire de haute intensité est bien plus qu'une victoire de haute technologie**
GDI (2S) Vincent DESPORTES
- 57 La haute intensité, un défi pour l'industrie d'armement**
GCA (2S) Arnaud SAINTE-CLAIRE DEVILLE
- 67 De la basse à la haute intensité : évolution et non-révolution**
GCA (2S) Jean-Claude THOMANN
- 75 Faut-il rétablir le service national ?**
GCA (2S) Alain BOUQUIN
- 81 Et si l'arrière craquait ?**
GCA (2S) Jean-Tristan VERNA
- 93 Menaces oubliées, savoir-faire négligés...**
GCA (2S) Alain BOUQUIN

SOMMAIRE

- 
- 97** **Notre système de PC actuel est-il adapté au combat de haute intensité ?**
GCA (2S) Patrick ALABERGÈRE
- 105** **Le domaine munitionnaire au défi de la haute intensité**
GBR (2S) Bernard AMRHEIN
- 113** **Le soutien médical d'un engagement de haute intensité**
MGI (2S) Raymond WEY
- 117** ***Bundeswehr* et haute intensité**
GBR (2S) Olivier de BECDELIÈVRE
- 123** **En guise de conclusion**
GCA (2S) Alain BOUQUIN

Dossiers précédents

- 
- 25 Le militaire et la société
 - 24 Europe et Défense
 - 23 L'éthique dans le métier des armes
 - 22 Réflexions sur l'armée de Terre de demain
 - 21 Le service national universel
 - 20 La place des militaires au sein du ministère des Armées
 - 19 Liberté d'expression
 - 18 Recommandations concernant la Défense aux candidats à la future élection présidentielle
 - 17 Pour un rôle clair et réaliste des armées dans la lutte contre les terroristes « *militarisés* »...
 - 16 Poursuivre la remontée en puissance de nos armées
 - 15 Spécificité militaire
 - 14 Actualisation de la LPM
 - 13 Le soutien des armées
 - 12 L'Europe et sa Défense
 - 11 Syndicats, associations professionnelles ou *statu quo* ?
 - 10 Défense et opérations extérieures
 - 9 Les « *ressources humaines* » des armées
 - 8 *Remplacé par le Lettre n°82*
 - 7 Le politique et le militaire
 - 6 Quelques réflexions sur la réserve
 - 5 Prospective / Dissuasion
 - 4 ONU / Europe de la Défense
 - 3 OPEX / Forces classiques – forces spéciales
 - 2 Équation financière / Investissements / Rupture
 - 1 Forces (aéro)terrestres / Territoire national / Engagements terrestres





Introduction

Le titre de cet important dossier consacré aux conséquences d'un éventuel retour au combat de haute intensité ne doit pas être détourné ou mal interprété.

Notre propos n'est pas de nous inventer un nouvel ennemi apte à justifier des efforts budgétaires supplémentaires pour y faire face. Nous souhaitons avant tout éclairer le lecteur sur un contexte géopolitique fortement dégradé, dont les conséquences pourraient être désastreuses pour un pays qui ne s'y préparerait pas.

Même si la situation n'a plus rien à voir, nous qui dans nos premières années d'engagement, avons tourné nos regards sur nos frontières de l'est, savons pleinement que rien n'est jamais définitivement acquis.

Comme à l'accoutumée, les articles qui suivent sont le reflet de la pensée de leur auteur et ne sauraient en aucun cas être assimilés à une pensée monolithique « *armée de Terre* ».

Nous connaissons suffisamment bien nos successeurs pour savoir qu'eux aussi ont une nette conscience du contexte géostratégique dans lequel s'inscrit la France. Ils ont toutes compétences pour y répondre au mieux des intérêts de notre Nation.

La haute intensité – Un essai de définition

Engagement majeur, engagement de haute intensité. De quoi parle-t-on réellement ? Ces termes qui appartiennent au langage militaire, sans toutefois y recouvrir une définition précise, peuvent apparaître à nos concitoyens comme une notion floue. Il convient donc en introduction de ce dossier de préciser ce que pourrait être un tel type d'engagement.

L'appellation « *haute intensité* » est vraisemblablement l'enfant de la pratique consistant à contourner les réalités incommodes ou effrayantes par des ellipses ou des périphrases.

Or, de quoi s'agit-il ? Évoque-t-on un sévère accrochage, pendant quelques heures, d'une unité engagée en opérations extérieures ? Ou bien envisage-t-on plutôt une large bataille de chars et d'artillerie, semblable à celles que la seconde guerre mondiale a inscrites dans notre imaginaire ?

En réalité, il s'agit bien ici de la guerre. Ce mot que nous avons écarté de notre langage depuis le conflit algérien, il y a soixante ans, à l'exception d'une courte réapparition, au début des années 90, à l'occasion de la première guerre du Golfe.

Le propos de ce dossier est donc d'envisager la perspective d'un conflit armé conséquent, que l'on considérera, pour notre réflexion, conduit hors du territoire national.

Certes, notre expérience des opérations extérieures doit servir de base à notre réflexion, mais il convient d'aller au-delà pour un conflit qui pourrait présenter quatre caractéristiques dont les conséquences majeures seront abordées dans les différents chapitres de ce dossier :

- son ampleur par la quantité de forces déployées ;
- sa violence, impliquant des pertes à un niveau inconnu pour notre pays, du fait d'un adversaire lourdement équipé, fortement motivé et pouvant agir selon des références culturelles ne correspondant pas à notre éthique ni au droit de la guerre ;
- son caractère multinational, avec les atouts mais aussi les contraintes et les fragilités qu'entraîne cette configuration ;
- ses effets très importants sur le territoire national, tant en termes de sécurité, que par la mise en place d'une forme « *d'économie de guerre* » partielle, touchant les secteurs nécessaires au soutien de l'engagement (armement, transport, santé, information...).

Lourdes pertes, « *coup de collier* » budgétaire et industriel, menaces sur le territoire national, nous sortons là de toute situation connue depuis le milieu du siècle dernier. Pour s’y préparer, autant qu’il en soit possible, il convient de bien en circonscrire le cadre de l’action, dans toutes ses dimensions. C’est l’objet des pages qui suivent.

Bonne lecture.

GCA (2S) Éric MARGAIL





La haute intensité : une exigence stratégique, un choix politique

La probabilité d'un éventuel conflit majeur engageant la France augmente dans un monde où la diplomatie recule. Comme le souligne le GCA (2S) Philippe PONTIÈS s'y préparer nécessite un engagement de toute la Nation.

S'exprimant sur notre stratégie de défense et de dissuasion le 7 février dernier, le Président de la République a souligné combien « les grandes ruptures de ce monde nous obligent à penser sans tabou ce que pourraient être les guerres de demain, [...] » et rappelé la nécessité « (d)'un outil de défense complet, moderne, puissant, équilibré, mis en œuvre par des armées réactives et tournées vers l'avenir. »

C'est précisément pour éviter de « penser en retard », selon le mot de Marc BLOCH¹ dans *L'étrange défaite*, que les armées ont toujours plaidé, y compris durant la période post-soviétique des dividendes de la paix, pour un modèle

¹ Marc Bloch, « *L'étrange défaite* », Quarto Gallimard Ed. 2006.

couvrant l'ensemble du spectre capacitaire, conçu non pas pour préparer UNE guerre en particulier, mais LA guerre générique, quels que puissent être ses enjeux, sa forme et son intensité. Si envisager le pire ne nous met pas à l'abri d'une surprise stratégique, la démarche reste néanmoins la meilleure garantie de pouvoir affronter efficacement une gamme complète de situations de crises ou de conflits, des plus exigeantes (conflit majeur) aux multiples formes d'engagements intermédiaires et de basse intensité qui font aujourd'hui le quotidien de nos armées. Devenues la règle de nos interventions au fil du temps, ces dernières ont d'ailleurs fortement pesé sur la définition de notre actuel modèle d'armée.

Or, l'interpénétration des champs de confrontation et la persistance de menaces protéiformes et hybrides identifiées par la revue stratégique de défense et de sécurité se confirment, tandis que la rapidité des mutations stratégiques s'accroît au même rythme que l'imprévisibilité des acteurs. Les armées doivent par conséquent s'adapter à la probable résurgence d'une menace conventionnelle propice aux scénarii de haute intensité. Les enjeux sont nombreux. Pour affronter durablement un niveau de violence élevé face à un adversaire déterminé à vaincre en usant d'une gamme complète de moyens civils, duaux, militaires conventionnels et non conventionnels, les armées doivent durcir leur aptitude à fonctionner dans un mode très dégradé pouvant résulter d'une attrition importante de leurs propres capacités. De même, dans un affrontement appelé à se déployer sur différents milieux (aéroterrestre, maritime, spatial et cyber spatial) et à s'exprimer sur les champs de conflictualité physiques et immatériels (dont celui particulièrement stratégique des perceptions), nos forces doivent être en situation de régénérer rapidement des capacités militaires de haute technologie. Dans cet esprit le principe de résilience, revenu en grâce depuis les attentats de 2015, revêt une importance majeure pour la continuité de l'État, la cohésion de la Nation et l'efficacité de ses forces armées.

C'est une démarche ambitieuse et nécessaire qui suppose réalisme stratégique, volonté politique, y compris dans sa traduction budgétaire, exigence opérationnelle, ambition industrielle et technologique, mais aussi attention particulière portée à celles et ceux qui détiennent, par délégation de la Nation, l'usage légitime de la violence pouvant aller jusqu'à la destruction ou la mort. Bref, il nous faut ajouter des sonorités nouvelles à des constellations déjà connues : l'appel récurrent au retour à un État stratège et protecteur, ces dernières semaines, pourrait être d'ailleurs perçu comme une forme d'avertissement. Dès lors, deux impératifs s'imposent aux décideurs politiques et militaires.

Le premier consiste, selon le mot de Raymond ARON², à apprendre ce qui dure. Nous devons, et l'État en tout premier lieu, retrouver le sens du temps long. Celui

² Raymond ARON, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy Ed. 1992.

d'une approche critique des constantes et des ruptures historiques et culturelles qui expliquent bien des crises actuelles et cette réalité selon laquelle, au-delà des alliances, les États n'ont avant tout que des intérêts propres. À nous de projeter nos ambitions sur le long terme, dans une analyse objective et exhaustive du monde tel qu'il devient.

Le Président de la République n'a pas dit autre chose en affirmant le 7 février : *« ce qui doit nous guider (...) c'est l'anticipation des menaces à venir et l'adaptation continue aux nouveaux modes de conflictualités. »*

Pour les armées, il s'agit de rappeler sans cesse les vertus d'un modèle complet, allant au-delà de la consolidation des cinq fonctions stratégiques identifiées par la Revue stratégique et du renforcement de leur aptitude à renseigner et commander, entrer en premier sur un théâtre d'opération, combattre et protéger mais aussi soutenir et durer. Car c'est précisément l'oubli des récurrences de l'histoire qui explique la crise d'anticipation dont notre pays souffre aujourd'hui. Préparer la haute intensité suppose un État stratège pour se doter des voies et moyens permettant à la Nation et aux armées de prendre l'ascendant sur l'adversité dans des configurations oubliées et selon des modalités à réinventer.

Le deuxième impératif prolonge la pensée de Raymond ARON, en exigeant précisément de comprendre ce qui change. La complexité caractérise notre modernité ; la dominer suppose des grilles de lecture revisitées. Pour Edgar MORIN³, *« la crise sanitaire actuelle révèle une fois de plus la carence du mode de connaissance qui nous a été inculqué, qui nous fait disjoindre ce qui est inséparable et réduire à un seul élément ce qui forme un tout à la fois un et divers. »* Raison de plus pour porter une attention particulière à la formation de nos futurs chefs militaires et les armer pour répondre avec pertinence aux nouvelles exigences stratégiques comme aux impératifs tactiques. *« Quelle gymnastique d'assouplissement cérébral, surtout, s'interroge Marc BLOCH⁴, ne serait pas nécessaire pour faire, assez large, la part de l'imprévu, c'est-à-dire, avant tout, de l'ennemi ? »*

Le monde change en boucles courtes. Durcissement des rapports de force, volatilité des situations, intimidation stratégique, crispations identitaires, érosion des systèmes de sécurité collective en caractérisent les tendances. Les armées s'attachent à réinventer les réponses à apporter à ce futur : la réappropriation de la haute intensité en est l'un des éléments clés. Son traitement dans le champ très mouvant et incomplètement maîtrisé de l'immatériel et celui, riche d'incertitudes, de l'intelligence artificielle et de l'informatique quantique, constitue un axe d'effort en complément de la poursuite des actions déjà engagées dans les domaines des espaces numériques et exo-atmosphérique. *« Mise en ordre des*

³ Edgar MORIN, in *Le Monde* 19 et 20 avril 2020.

⁴ Marc BLOCH, *ibidem*.

données, sélection des problèmes, détermination des régularités et des accidents », Raymond ARON⁵ nous oriente sur l'approche qui doit guider notre réflexion collective. On peut y ajouter « *l'acceptation des risques en fonction des probabilités* ».

Par nature, la haute intensité donne tout son sens au caractère global de la défense. Y réfléchir requiert une claire compréhension des systèmes interétatiques en devenir, de nouvelles approches doctrinales pour organiser la liberté d'action du chef stratégique, la convergence des efforts de la Nation entière, l'économie des moyens dans un affrontement pouvant impliquer des masses importantes et des ressources comptées, la nécessaire autonomie du chef tactique dont la capacité d'initiative est essentielle au succès dans des scénarii favorisant une combinaison mouvante, permanente et imprévisible de la part humaine, de la technologique, du physique et de l'immatériel.

Ambition légitime et nécessaire, le renforcement de la capacité de nos armées à faire face à un engagement de haute intensité relève avant tout d'une grande clairvoyance et d'une volonté politique forte qui engage la Nation tout entière. Mais au-delà, la seule preuve d'amour attendue en la matière reste le niveau d'engagement budgétaire et sa constance. Relisons une dernière fois Marc BLOCH pour qui « *...il n'est pas de salut sans sacrifice ; ni de liberté nationale qui puisse être pleine, si on n'a travaillé à la conquérir soi-même.* »⁶

⁵ Raymond ARON, *ibidem*.

⁶ Marc BLOCH, *ibidem*.



La Première Armée française avant la chute du mur de Berlin

La perspective d'un affrontement avec le bloc soviétique est aujourd'hui bien oubliée. Pourtant, toute une génération de Français s'y sont préparés. C'est ce que nous rappelle le colonel (ER) Claude FRANC au travers de l'évocation de son principal outil militaire.

Si le concept de guerre de haute intensité refait aujourd'hui son apparition dans le paysage stratégique français, il est bien sûr évident qu'il ne s'agit aucunement de revenir trente années en arrière et de repenser un modèle stratégique de nos jours, complètement dépassé et ne correspondant absolument plus à la situation actuelle. Néanmoins, dans toute démarche prospective, il est bon de partir du connu, pour envisager l'inconnu. C'est à ce titre qu'il peut ne pas être tout à fait incongru, de se remémorer ce qu'était l'engagement de la Première Armée en réserve de l'Alliance sur le théâtre Centre-Europe, il y a trente ans, d'autant plus que l'image qui en a survécu a été largement déformée par le temps, et qu'elle s'est trouvée en partie dénaturée, quand elle n'a pas été caricaturée.

Il s'agit donc de présenter brièvement la place et le rôle du corps de bataille français il y a trente ans, et d'estimer les enseignements à en tirer pour demain. Cet article s'attachera donc à exposer rapidement ce qu'était la Première Armée, quelles étaient ses missions – il sera expliqué pourquoi sa mission était duale – et quelle était la nature de son engagement.

La Première Armée, il y a trente ans

La Première Armée regroupait l'ensemble des forces terrestres françaises appelées à être engagées sur le théâtre Centre-Europe, en cas de conflit majeur entre les deux Blocs Est et Ouest, c'est-à-dire entre l'OTAN et le Pacte de VARSOVIE (PAVA). Son engagement était couplé à celui de la Force Aérienne TACTique (FATAC) dont le PC pouvait d'ailleurs lui servir de PC de dévolution, en cas de destruction du sien. Il s'agissait bien d'un engagement aéroterrestre, et nullement d'un engagement uniquement terrestre : en plus de sa casquette de FATAC, le général aviateur concerné portait le titre, donc la casquette, d'adjoint au général Première Armée.

Celle-ci se composait de trois Corps d'armée (CA), stationnés en temps de paix dans le quart Nord-Est de la France pour deux d'entre eux, et en Allemagne fédérale pour un autre. Ces trois CA alignaient au total six divisions blindées (DB), deux Divisions d'Infanterie (DI) motorisées, et deux divisions mises sur pied par les Écoles d'application. À cet ensemble, il convient d'ajouter les éléments organiques, peu nombreux au niveau de l'Armée des Systèmes d'information et de commandement (SIC) et la totalité des moyens de défense sol-air moyenne portée, mais beaucoup plus étoffés au niveau des CA, ainsi que trois brigades logistiques. Ces moyens n'avaient pas d'autre hypothèse d'emploi que l'engagement majeur en Centre-Europe.

La Force d'action rapide (FAR), mise sur pied en 1984, comprenait, quant à elle, cinq divisions qui, à côté d'autres hypothèses d'emploi, notamment outre-mer, était placée sous le commandement de la Première Armée, en cas d'engagement majeur (dans cette hypothèse, la 11^e Division parachutiste (DP) recevait un rôle particulier consistant à « *assurer la liberté d'action des liaisons gouvernementales⁷ à PARIS et en région parisienne.* »

Dès lors que la Première Armée s'engageait « *tous moyens réunis* », cet ensemble représentait une force de l'ordre de 200 000 hommes, 1 500 chars, 400 hélicoptères et 500 pièces d'artillerie.

⁷ Selon les termes du Plan Général d'Opérations (PGO) de la Première Armée.

Les missions de la Première Armée

Plutôt que de missions au pluriel, il conviendrait mieux de parler d'une seule mission à deux volets, puisqu'il ne s'agissait pas d'exécuter soit l'une, soit l'autre, mais bien, les deux simultanément.

S'opposer à une agression

Le premier volet se place dans le cadre de la mission des forces de l'Alliance atlantique en Centre-Europe, s'opposer à une agression du Pacte de VARSOVIE.

En 1966, le général DE GAULLE décidait de retirer ses moyens militaires du commandement intégré de l'OTAN. La France demeurait évidemment membre de l'Alliance, mais ses moyens militaires n'étaient donc plus déployés en premier échelon, à hauteur du Rideau de Fer, dans un « *créneau* » spécifique. Mais, si l'engagement des armées françaises n'était plus automatique, il était néanmoins régi par l'application d'accords d'états-majors : les accords AILLERET-LEMNITZER (passés entre le CEMA français et le *SACEUR* pour les principes) et VALENTIN-FERBER (passés entre le commandant de la Première Armée et le *CINCENT*⁸ pour les modalités). C'est ainsi que, sur décision nationale, la Première Armée, comme la FATAC, pouvaient être placées sous le contrôle opérationnel du *CINCENT*, pour exécuter des missions fixées par ce dernier, et agréées par les autorités nationales, le CEMA.

La Première Armée devenait ainsi une réserve du théâtre Centre Europe, et en fait même, « *la* » réserve, la seule force équivalente étant constituée par le 3^e CA américain, stationné aux États-Unis, et dont l'acheminement sur le théâtre nécessitait un délai d'un mois, ce qui n'était peu compatible avec la notion d'attaque brusquée du Pacte, qui avait cours à l'époque.

Il faut préciser que les commandements alliés subordonnés à *CINCENT*, Groupes d'armées ou Corps d'armée, ne disposaient eux-mêmes que de peu de réserves. Celles-ci leur étaient pourtant nécessaires pour pouvoir, le cas échéant, conduire des contre-attaques d'ampleur limitée et rétablir ainsi la cohérence de leur dispositif, sans attendre que la situation soit compromise au point de justifier l'engagement d'une force telle que la Première Armée. Ils auraient donc aimé pouvoir disposer d'un « *droit de tirage* » sur les forces françaises et engager une division ou un corps d'armée, en fonction des besoins liés au déroulement de la

⁸ Commandant en chef du secteur Centre-Europe.

bataille et de ses aléas. Mais cette possibilité ne leur fut jamais accordée, compte tenu du second volet de la mission de la Première Armée.

La participation à la dissuasion nationale

Ce second volet de la mission de la Première Armée prend place dans le cadre de la stratégie nationale de dissuasion, plus précisément, dans celui du rétablissement du processus de la dissuasion, puisque, dès lors qu'une offensive des forces du PAVA aurait menacé notre territoire, cette situation aurait signifié un échec – provisoire – de cette stratégie et, partant, de la dissuasion.

L'engagement de la Première Armée constituait le premier acte de ce processus et tirait son sens et sa logique de sa place dans ce processus. Acte majeur signifiant la volonté française de « *ne pas subir* », il était primordial qu'il fût bien compris en ce sens par l'adversaire.

Si la contre-attaque de la Première Armée réussissait, si l'offensive ennemie se trouvait bloquée, au moins temporairement, le résultat militaire attendu pour la manœuvre de l'Alliance était atteint. Pour les autorités nationales (et également pour les Alliés), ce succès signifiait un gain de délais et le retour à l'action politique.

Vient alors le facteur fondamental : qu'il y ait réussite ou échec, l'adversaire devait être convaincu que, s'il poursuivait ou relançait son offensive, la France n'aurait pas d'autre recours que de passer au deuxième stade du processus, à savoir, la décision du chef de l'État de la mise en œuvre du feu nucléaire préstratégique (initialement très mal nommé « *tactique* »). Pour qu'il n'y ait aucun doute à ce sujet, il était essentiel que l'ensemble des moyens militaires classiques dont disposait la France aient été engagés, et que l'accès au territoire national se trouve ainsi libre et ouvert.

C'est pour cet ensemble de raisons que l'engagement de l'ensemble Première Armée-FATAC devait être massif, et ne pas s'effectuer à grande distance des frontières nationales.

Même aujourd'hui, il est essentiel d'insister sur un point qui n'a pas toujours été bien compris à l'époque : l'engagement isolé de telle ou telle grande unité française, loin de nos frontières, n'aurait revêtu strictement aucun sens au regard de notre stratégie nationale de dissuasion, et c'est pourquoi, cette option n'a jamais été envisagée.

Ce concept d'emploi des forces françaises ne correspondait pas exactement aux souhaits des commandements de nos Alliés, qui se trouvaient engagés dans une

autre logique, celle de la « *Bataille de l'avant* ». Ils l'avaient cependant bien compris, et intégré dans leurs raisonnements, en dépit des apparences.

C'est sur ces bases que les commandants successifs de la Première Armée ont toujours conduit leur action, de façon à satisfaire tout à la fois, les attentes de l'Alliance, et les impératifs de notre stratégie de dissuasion nationale.

Nature de l'engagement de la Première Armée

La nature de l'engagement de la Première Armée répondait à des critères très particuliers, du fait des contraintes du contexte stratégique de l'époque.

Le premier critère est lié à la multiplicité des hypothèses d'emploi. Contrairement aux corps d'armée alliés, dont la zone d'action est unique et qu'ils occupent dès le temps de paix (le « *créneau* »), la Première Armée pouvait, quant à elle, se trouver engagée en différents points du théâtre, selon les aléas du déroulement de la bataille.

Pour gagner la zone d'engagement qui lui serait désignée, la Première Armée aurait eu à effectuer une projection, certes de portée limitée, quelques centaines de kilomètres, au-delà des frontières (mouvement auquel il convient d'ajouter ceux depuis les zones de desserrement des garnisons). Ce mouvement aurait mis en jeu près de 200 000 hommes et des dizaines de milliers de véhicules et engins.

Au cours de ces mouvements initiaux, comme au cours de la phase d'engagement, les corps d'armée devaient être soutenus par une chaîne logistique déployée depuis le territoire national. Il s'agit là d'une deuxième différence notable avec les corps d'armée alliés dont l'infrastructure logistique était déployée dès le temps de paix, sous forme de dépôts et d'installations positionnés à l'intérieur même de leur zone d'engagement, alors que les CA français devaient recourir à une logistique de corps expéditionnaire sans solution de continuité, et dont les lignes de communication se trouvaient cisailées par une coupure majeure, le Rhin.

Les Grandes Unités (GU) de la Première Armée devaient effectuer leurs mouvements initiaux, puis se déployer sur un territoire et dans des zones déjà fortement et densément occupées par les forces alliées. Il fallait donc obtenir que ces dernières leur « *fassent de la place* » — et notamment libérassent un certain nombre d'axes en nombre suffisant — ce qui supposait l'accord et la coopération de nombreux commandement territoriaux et opérationnels alliés, ainsi que l'établissement au sein de ceux-ci, d'un réseau de liaisons aussi denses que fiables. Dernière difficulté, toutes ces opérations se seraient situées et déroulées dans le

cadre d'une bataille en cours et d'une situation tactique qui ne pouvait être qu'extrêmement confuse.

C'est la raison pour laquelle le simple fait de gagner sa zone d'engagement et de s'y déployer représentait pour la Première Armée une opération particulièrement complexe, qui ne pouvait en aucun cas être improvisée. C'est ainsi que cette simple phase préliminaire, ainsi naturellement, que les différentes hypothèses d'engagement retenues ont donné lieu à un énorme et intense travail de préparation et de planification des mouvements et des opérations, ainsi qu'une recherche constante de l'opérabilité débouchant sur un entraînement permanent en commun : les années paires étaient consacrées à un cycle d'entraînement sous la direction du *SACEUR*, débouchant sur un exercice de conduite, à son niveau, testant la validation d'une hypothèse d'engagement, retenue (*Exercice CRESTED EAGLE*), tandis que, dans les années impaires, le cycle d'entraînement visait, sous la direction conjointe du CEMA (la cellule Forces Nucléaires de l'EMA étant activée) et du général commandant la Première Armée, à faire roder les liaisons et les procédures nationales par les états-majors concernés, jusque et y compris, celles relatives à la mise en œuvre du feu nucléaire.

C'est à cette tâche intense de planification et d'entraînement, complétée par d'importants et fructueux travaux de doctrine synthétisés lors des « *Journées d'études de la Première Armée* », tenues annuellement sous la forme d'un séminaire des GU, que se sont attelés, durant deux décennies (la Première Armée a été mise sur pied en 1969), les états-majors de la Première Armée et ceux des GU subordonnées (les CA et la FAR essentiellement⁹), dans la plus étroite confiance et collaboration avec les grands commandements territoriaux et opérationnels alliés.

Quels enseignements tirer de cette rétrospective ? Au-delà des nécessaires réappropriations, au niveau tactique, de procédés de combat perdus de vue dans le contexte stratégique actuel (bascules régulières et systématiques de PC, mouvements de grande amplitude en silence, recueil, dépassement et relèves au niveau de la GU, franchissement offensif, définition des contours de la masse de manœuvre ennemie, etc.), il importera, au niveau stratégique, que l'armée de Terre se réapproprie la culture nucléaire qu'elle a perdue — et oubliée — depuis trente ans.

En effet, dès lors que l'on envisage le retour d'opérations de haute intensité, il ne serait pas cohérent, et même coupable, pour l'armée d'un pays dont la stratégie est fondée sur la dissuasion nucléaire, de faire l'impasse sur l'hypothèse d'une menace sur ses intérêts vitaux. Dès lors, le couplage entre la manœuvre

⁹ Le niveau divisionnaire y était partie prenante, jusqu'au moment de la dissolution des divisions type 67 (cinq divisions à trois brigades), et leur remplacement à la fin des années 70, par un échelon divisionnaire qui ne comportait plus de brigades.

aéroterrestre en cours et la dissuasion nucléaire nationale s'imposerait. Il ne s'agit aucunement de vouloir réintroduire un nouveau système d'armes nucléaire au sein des forces terrestres — opération totalement irréaliste et inutilement coûteuse — mais d'adapter la mise en œuvre de l'ASMP-A¹⁰ à ce type d'hypothèse.

En effet, le péché mortel aujourd'hui, consisterait à retomber dans une logique analogue à celle de GAMELIN, il y a quatre-vingts ans : prêter à l'ennemi potentiel les intentions et la manœuvre que l'on souhaiterait lui voir jouer, au lieu de se préparer avec ardeur, à parer celles qu'il serait susceptible de vouloir jouer.

¹⁰ Missile air-sol moyenne portée amélioré.





Les conflits actuels et leurs nouvelles problématiques

Depuis le lointain Extrême-Orient, jusqu'à nos portes, de nombreux conflits larvés sont susceptibles d'un jour dégénérer en conflits majeurs.

À titre d'exemple, le GBR (2S) Dominique TRINQUAND nous propose un petit tour du monde des lieux de tensions aujourd'hui les plus sensibles.

Après la fin de la guerre froide, qui préparait un affrontement majeur, de nombreux conflits ont émaillé la carte du monde : Yougoslavie, Somalie, Soudan, Sahel...Ceux-ci se sont tenus à la périphérie de nos intérêts majeurs et, de fait, ont d'ailleurs été souvent « *délégués* » à l'ONU sous forme d'opérations de maintien de la paix. Depuis, la résurgence ou l'affirmation « *d'États-puissance* » (Russie, Chine, Turquie) a fait apparaître des formes différentes de conflictualité.

Pour l'instant elles ont créé des tensions nouvelles, mais sans conduire à une conflagration majeure. Toutefois le danger d'un dérapage ou d'une escalade n'est pas à exclure. Pour illustrer ces nouvelles formes de conflits, il convient d'envisager les tensions en cours dans trois régions : l'étranger proche de la Russie, la mer de Chine et la Méditerranée avec la Libye.

L'étranger proche russe



Les « *conflits gelés* » ne sont pas seulement une figure liée à la dissolution de l'URSS, avec les cas bien connus de la Transnistrie, du Haut-Karabakh et l'Abkhazie, mais bien l'illustration d'un mode d'action contemporain de la Russie. Il a pour but de garantir un glacis de zones instables mettant la Russie à l'abri de liens géographiques directs avec l'Europe et l'OTAN.

L'Ukraine est à cet égard l'exemple le plus actuel de ce mode d'action. Alors que les pays d'Europe de l'Est occupés par l'Union soviétique constituaient un glacis naturel dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci se réduisit rapidement lors de la chute du mur de Berlin et l'adhésion de ces pays à l'OTAN, puis à l'UE. L'Ukraine et la Biélorussie devinrent les seuls pays importants constituant des « *États tampons* » pour donner un peu de profondeur stratégique à la Russie.

La crise de 2013-2014 est une bonne illustration de la nouvelle méthode utilisée par la Russie. En mars 2014, une insurrection armée non identifiée¹¹ prend le pouvoir dans la région autonome ukrainienne de Crimée et réclame le rattachement à la Russie. Après l'organisation d'un référendum local, la région signe un traité avec la Russie pour sceller son appartenance à la fédération. Le résultat du référendum n'est reconnu ni par l'Ukraine, ni par l'Union européenne. Les révoltes prennent de l'importance dans la région orientale de l'Ukraine, le Donbass, jusqu'à l'intervention de l'armée ukrainienne pour lutter contre une insurrection armée pro-russe. Les premiers combats éclatent alors que les districts (*oblast*) de Donetsk et Louhansk, qui à elles deux forment le Donbass, s'autoproclament « *républiques populaires* » indépendantes, respectivement le 7 et le 27 avril 2014.

Aucun État ne reconnaît ces déclarations d'indépendance, pas même la Russie. Les accords de Minsk et le cessez-le-feu négocié en 2015 n'ont jamais réellement été appliqués, transformant ce conflit en « *conflit gelé* ». En septembre 2019, KIEV parvient elle-même – pour la première fois – à s'entendre directement avec la Russie pour procéder à un échange de prisonniers. L'Ukraine et des représentants séparatistes s'entendent également, le 1^{er} octobre, pour proposer un texte de loi au Parlement ukrainien qui permettrait de mettre en œuvre la formule STEINMEIER (accord d'un statut spécial aux régions séparatistes en échange du retrait des troupes pro-russes). Un autre échange de prisonniers a lieu en décembre 2019 durant lequel plus de 200 personnes sont échangées. Dès lors, l'objectif suivant serait la tenue d'élections libres dans les régions séparatistes, le retrait des troupes russes et un apaisement des tensions à la frontière orientale, avant l'autonomisation progressive de ces provinces.

Dans les faits, récupérer les régions séparatistes semble difficile pour l'Ukraine, qui devrait composer avec une population souvent favorable à la Russie. C'est d'autant plus le cas en Crimée, où la Russie investit massivement, à l'instar d'un gigantesque pont entre la région et le continent russe, inauguré en 2018. La situation est légèrement différente dans un Donbass épuisé par la guerre, où la pauvreté prend le pas sur la crise politique. Depuis le lundi 27 juillet 2020, un cessez-le-feu est en vigueur pour suspendre le conflit militaire entre les forces ukrainiennes et les rebelles soutenus par la Russie. Reste à confirmer si celui-ci sera respecté par les partis.

La Russie craint le rapprochement des anciennes républiques soviétiques avec l'Union européenne, ainsi qu'une éventuelle adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qu'elle voit comme une organisation concurrente. Dès lors, l'influence exercée par la Russie sur les régions séparatistes ukrainiennes est un moyen de peser sur la politique internationale de KIEV, afin de garder

¹¹ Les « *petits hommes verts* ».

l'Ukraine dans la sphère panrusse ou, au moins, maintenir un glacis dans l'Est de l'Ukraine. Après avoir récupéré la Crimée et le port stratégique de SÉBASTOPOL en mer Noire, la Russie veut que la Biélorussie et l'Ukraine continuent à faire tampon.

En septembre 2012, un "briefing paper" de Chatham House soulignait que « *si un pays se dirige vers le système politico-économique de l'Ouest, la Russie le rendra ingouvernable ; si l'Ouest ne parvient pas à un accord avec la Russie sur les questions de sécurité européenne, la Russie rendra l'Europe moins sûre.* » La position allemande et française qui a consisté à refuser la candidature de l'Ukraine à l'OTAN est de nature à atténuer les tensions. Le statut spécial pour le Donbass permettrait de soulager les populations et rassurer MOSCOU. En tout état de cause, l'utilisation des « *petits hommes verts* » et de forces paramilitaires en Ukraine a permis à la Russie de mettre en œuvre sa politique sans provoquer de conflagration majeure.

Le grignotage en mer de Chine

Les revendications chinoises en mer de Chine sont la source de nombreuses tensions entre la Chine et ses voisins, particulièrement le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et le Japon, mais aussi les États-Unis. En effet, cette zone regorge de ressources naturelles et représente aussi un intérêt stratégique de poids avec un tiers du trafic maritime mondial. Depuis 1947, la Chine revendique la souveraineté de la ligne des neuf traits, qui recouvre plus de 80 % de la mer de Chine, ce qui engendre des tensions notamment autour des îles Paracels, des îles Spratleys et des récifs de Scarborough que la Chine est accusée de poldériser et de militariser.

Depuis plusieurs années, les pays voisins ont signalé plusieurs démonstrations de force chinoises autour des îles et îlots contestés avec une grande mobilisation de chalutiers et de bâtiments de guerre pour assoir l'hégémonie chinoise en mer de Chine. Profitant de sa montée en puissance militaire et de l'affaiblissement de la présence américaine dans la région, la Chine a mené au cours des dernières années l'aménagement de plusieurs îlots et récifs, malgré une sentence de la Cour arbitrale de LA-HAYE en juillet 2016. Les États-Unis considèrent la position de la Chine comme contraire au droit de la mer et comme une entrave grave au principe de la liberté de circulation (Convention de *Montego Bay*). Récemment les crispations sont devenues d'autant plus fortes que les États-Unis viennent de renforcer leur présence et, que face à l'expansionnisme chinois, ils multiplient les exercices et les démonstrations de force. De nombreux incidents ont d'ailleurs eu lieu entre des bâtiments chinois et des bâtiments américains dans la zone.

Plutôt que de chercher une confrontation directe avec ses voisins ou avec les Américains, PÉKIN entretient le sentiment d'insécurité dans la région en utilisant les « zones grises » concernant les revendications en mer de Chine et maintient la tension avec ses voisins. La stratégie d'insécurité de PÉKIN est d'autant plus efficace qu'aucun des pays de la zone n'est capable de faire le poids contre la marine chinoise. Seuls les États-Unis pourraient contre attaquer en cas d'agression chinoise en mer de Chine ou contre un pays dont ils assurent la sécurité. La stratégie chinoise vise essentiellement à s'appropriier progressivement des îlots ou des espaces maritimes stratégiques et à les militariser pour asseoir ses revendications territoriales dans la ligne des neuf traits.

Mer de Chine méridionale : le grand bazar



Après la récupération de Macao et Hong-Kong la mer de Chine est l'objet d'un grignotage reposant sur la faiblesse des pays de la zone. L'exemple le plus frappant concerne les Philippines. Les Philippines et la Chine se disputent la souveraineté des îles Spratleys, officiellement en partie dans la Zone économique exclusive (ZEE) des Philippines. Cependant, ces îles ont été militarisé par la Chine et des îlots artificiels ont été construits. La Chine revendique donc la souveraineté de ces îlots en raison de ces constructions sur place. Après avoir aménagé plusieurs récifs dans les îles Spratleys et Paracels, en y installant des pistes d'atterrissage voire des batteries de missiles, l'armée chinoise s'apprêterait à se lancer dans des travaux d'envergure dans les récifs de Scarborough pour y créer un avant-poste. Cet ensemble maritime revendiqué par MANILLE se trouve à 230 km des côtes philippines. Il est passé sous le contrôle de PÉKIN en 2012 quand la marine chinoise y a déployé ses navires sans que les Philippines, sous-équipés, parviennent à les déloger.

En 2013, face à l'empreinte chinoise sur son territoire, le gouvernement philippin de Benigno AQUINO a fait une demande d'arbitrage à la Cours Internationale de Justice de LA-HAYE. La CIJ rend son jugement en 2016 et donne raison à MANILLE. *« Le tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la ligne en neuf traits »,* a statué l'organe des Nations-Unies. Concernant les îles Spratleys, les juges ont estimé *« qu'aucun des éléments revendiqués par la Chine ne pouvait générer une zone économique exclusive, le tribunal a conclu qu'il pouvait — sans délimiter de frontières — déclarer que certaines zones maritimes relèvent de la zone économique exclusive des Philippines, parce que la Chine n'y dispose d'aucun droit. »* Le tribunal n'a pas statué sur la souveraineté des récifs de SCARBOROUGH, mais a estimé que la Chine a bien violé les droits des pêcheurs philippins en imposant un blocus. PÉKIN rejette catégoriquement les conclusions de la Cour internationale de justice (CIJ). Plus récemment, le retour de la flotte américaine en mer de Chine méridionale, mais aussi l'attitude plus conciliante des pays concernés, en particulier les Philippines depuis l'élection de Rodrigo DUTERTE, a conduit PÉKIN à se montrer moins agressif, tout en poursuivant ses opérations dans la zone.

Plusieurs analystes estiment que le changement de position de MANILLE par rapport à la Chine s'explique par le fait que le pays a le pouvoir de punir les Philippines en restreignant le commerce et le tourisme, en interdisant les zones de pêche utilisées par les Philippines et en harcelant ses navires de ravitaillement militaires. L'armée philippine n'est pas équipée pour dissuader l'intrusion chinoise. Dans le même temps, PÉKIN a offert aux Philippines des milliards de dollars d'investissements dans des infrastructures, inhibant ainsi l'une des voix les

plus fortes contre sa position offensive. Rodrigo DUTERTE a minimisé les différends maritimes avec la Chine tout en s'éloignant des États-Unis.

En novembre 2017, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE / *Association of Southeast Asian Nations [ASEAN]*) a accepté le principe de l'établissement d'un code de conduite dans la zone très favorable aux intérêts chinois. Seul le Vietnam manifeste de fortes réserves. De nouvelles constructions chinoises sur les îles Spratleys, en 2019, ont engendré de nouvelles tensions entre les Philippines et la Chine. Selon Antonio CARPIO, ancien juge de la Cour suprême à MANILLE et expert respecté, la finalisation par la Chine de ses bases aériennes et navales est « *pour bientôt* ».

C'est la prochaine étape dans les plans de PÉKIN pour mettre en place une *Air Defense Identification Zone (ADIZ / Zone d'identification de défense aérienne)* en mer de Chine méridionale. Or, cette zone, avertit CARPIO, ne peut exister s'il subsiste à proximité du récif de SCARBOROUGH un « *trou dans la couverture des radars, missiles et avions de combat de la Chine.* » « *SCARBOROUGH est la dernière pièce manquante du puzzle pour les Chinois. S'ils parviennent à mettre en place toutes leurs bases militaires, ils pourront totalement exclure militairement les autres pays de la mer de Chine du Sud.* »

En mars 2020, la marine chinoise a mené des exercices en mer de Chine du Sud, utilisant pour la première fois des points d'appui dans les Spratleys et déployant des bâtiments de garde-côtes près du récif de SCARBOROUGH (qu'elle occupe depuis 2012), une provocation pour les Philippines. Toujours en mars, PÉKIN a installé deux « *centres de recherche* » sur les récifs de Fiery Cross et de Subi situés dans les îles Spratleys (revendiquées par les Philippines et le Vietnam). Officiellement, ces laboratoires seraient sous la juridiction de l'académie des sciences chinoise à des fins de recherche écologique, minérale et géologique. En réalité, soupçonnent des experts, une telle installation pourrait être destinée à des recherches plus « *stratégiques* » concernant la présence dans les fonds sous-marins de pétrole et de métaux rares... Ces deux récifs sont des îles artificielles « *poldérisées* » sur lesquelles les Chinois ont construit, il y a quelques années, des pistes d'atterrissage d'une longueur de 3 000 mètres où des avions de chasse et des bombardiers peuvent atterrir.

Taiwan reste le « *gros morceau* » qui n'est pas encore à portée de la Chine. Après la récupération des enclaves européennes de MACAO et HONG-KONG issues de guerres coloniales, le grignotage de la mer de Chine par un mélange de pressions diplomatiques, commerciales et militaires institue un état de fait chinois dans cette zone périphérique de l'Empire du Milieu. Depuis dix ans, cette méthode porte ses fruits et sans coup férir la Chine est en train de conquérir le contrôle d'une zone essentielle pour elle mais aussi pour la région et le monde.

La Libye et l'interventionnisme turc, la guerre aux portes de l'Europe



Depuis la chute du régime de Mouammar KADHAFI en 2011, la Libye est plongée dans un conflit aux multiples fronts, complexifié par la présence accrue d'acteurs internationaux. La Libye, qui dispose des réserves de pétrole les plus abondantes d'Afrique, est déchirée par une lutte d'influence entre plusieurs pouvoirs aussi bien au niveau international qu'au niveau local. En 2014, les libéraux remportèrent les élections législatives. Toutefois, la nouvelle assemblée (la Chambre des représentants) dut se replier dans l'est du pays, sous la pression de la milice *Fajr Libya*, composée d'éléments proches des Frères musulmans. Ceci conduisit à la formation de deux gouvernements rivaux : l'un, à TRIPOLI dit de « *Salut national* », l'autre établi à TOBROUK et issu du Parlement nouvellement élu. En décembre 2015, sous l'égide des Nations unies, les deux rivaux signèrent les accords de SKHIRAT (Maroc), lesquels prévoyaient l'installation d'un Gouvernement d'accord national (GAN), dirigé par Fayez el-SARRAJ.

Toutefois la Chambre des représentants refusa de reconnaître ce dernier, alors que c'était l'une des conditions préalables à son installation à TRIPOLI.

Depuis, les deux camps s'affrontent dans une lutte pour le contrôle du pays. Plusieurs réunions internationales ont eu lieu pour trouver une solution au conflit et endiguer la spirale de la violence dans laquelle le pays semble s'enfoncer. Cependant la complexité du conflit, la diversité des acteurs impliqués (Turquie, Russie, Égypte, EAU, France, Italie...) et les intérêts divergents (migration, terrorisme, ressources naturelles...) n'ont pour le moment pas permis de trouver une solution durable. Le 21 août, deux communiqués distincts, de Fayez el-SARRAJ et d'Aguilah SALEH (Président de la Chambre des représentants), annoncent un cessez-le feu et la fin des combats sur le territoire ainsi que l'organisation d'élections. La communauté internationale et les acteurs du conflit se sont félicités de cette avancée. Cet événement reste à confirmer par les actes, les précédents cessez-le-feu s'étant souvent soldés par des échecs et le maréchal HAFTAR a déjà fait savoir que ce cessez-le-feu n'était qu'un « *coup médiatique* » organisé alors que le GAN prépare une nouvelle offensive.

Les oppositions libyennes internes s'exacerbent par le renfort qu'elles reçoivent de l'étranger. Le Président turc ERDOGAN, en particulier, a vu dans le conflit libyen une occasion d'obtenir des avantages économiques, mais aussi de soutenir l'idéologie des frères musulmans entretenue par TRIPOLI. C'est donc à la fois une action économique, de politique de puissance extérieure, mais surtout de politique intérieure pour rassembler son électorat nationaliste. En novembre 2019, ANKARA et TRIPOLI signent un accord de « *coopération militaire et sécuritaire* » et un accord de délimitation maritime qui permet à la Turquie de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale, riches en hydrocarbures et convoitées par d'autres pays comme la Grèce et Chypre. Cet accord illégal au regard du droit international a été obtenu grâce à la complicité de Fayez el-SARRAJ¹² et en échange d'un soutien militaire massif. En effet, en janvier 2020, le président ERDOGAN obtient le feu vert des parlementaires pour déployer son armée en Libye.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), ANKARA aurait facilité le départ pour TRIPOLI de combattants venus de Syrie, provenant principalement des rangs de l'Armée syrienne libre (ASL). L'OSDH affirme que la Turquie a également libéré et transféré en Libye des membres de l'organisation État islamique (EI) et d'autres groupes djihadistes. L'envoi de troupes par la Turquie en Libye a inversé les rapports de force dans le conflit.

Grâce à ce nouvel appui, le GAN a pu freiner l'avancée des troupes du Maréchal HAFTAR et reconquérir une partie la côte nord-ouest du pays. Il s'agirait

¹² Dont la famille est d'origine turque.

notamment de 17 000 militants syriens, 2 500 Tunisiens qui ont combattu dans les rangs de l'EI à Idlib et ALEP, et d'autres nationalités, dont des Soudanais. La Turquie a également envoyé de 2 500 à 3 000 officiers et experts militaires pour commander les salles d'opérations des troupes du GAN et piloter des drones depuis la base aérienne MITIGA à TRIPOLI. ANKARA aurait également livré par bateau et par avion des cargaisons d'armes et des équipements de défense anti-aérienne pour renforcer TRIPOLI. Pour le comité du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Libye, le pays est en train de devenir un grand marché d'armes à la suite des violations de l'embargo décrété en 2011.

Les soutiens au profit du « *gouvernement de TOBROUK* » sont plus nombreux, mais semble-t-il moins efficaces à moins que l'intransigeance du Maréchal HAFTAR ne commence à lasser ses alliés ! La Russie avec la société WAGNER, l'Égypte et les Émirats sont les principaux soutiens. Soucieuse de sécuriser ses frontières poreuses, l'Égypte d'Abdel Fattah al-SISSI est un soutien de longue date de Khalifa HAFTAR, qualifié de « *rempart contre le terrorisme* ». Au fil des années, l'Égypte a attribué de nombreux attentats à des combattants islamistes, qui se seraient introduits sur son sol par cette frontière terrestre, et a déjà mené des frappes aériennes au-dessus de la Libye. En juin 2020, après la progression des forces du GAN sur le terrain et le recul de l'Armée nationale libyenne (ANL), le président égyptien a proposé un cessez-le-feu, prévenant que Le Caire se réservait la possibilité d'intervenir militairement pour stopper toute avancée vers l'Est des forces du GAN. Début juin, le parlement de TOBROUK avait demandé au CAIRE de réagir face à l'avancée des Turcs et au repli des forces du GAN à SYRTE. « *Les dangers posés par l'occupation turque représentent une menace directe pour notre pays et pour les pays voisins, surtout pour l'Égypte* », avaient insisté les députés pro-HAFTAR en réclamant une intervention égyptienne. LE-CAIRE considère Syrte, qui ouvre l'accès aux gisements pétroliers libyens et est située à mi-chemin entre TRIPOLI à l'Ouest et BENGHAZI à l'Est, comme une « *ligne rouge* ».

La ville natale de Mouammar KADHAFI est la porte d'entrée des ports exportateurs de pétrole contrôlée par les pro-HAFTAR. Claudia GAZZINI, du cercle de réflexion *International Crisis Group*, avançait en juin que LE-CAIRE souhaitait, à travers cette attitude belliqueuse, adresser un avertissement « *aux Américains* », dont l'attitude sur le dossier reste ambiguë, afin de marquer la menace que représente, d'après l'Égypte, la présence accrue des Turcs dans ce pays. Abdel Fattah al-SISSI s'est entretenu le 20 juillet, peu avant le vote du Parlement sur l'intervention en Libye, avec le président américain Donald TRUMP. Les relations avec ANKARA sont tendues depuis qu'al-SISSI est arrivé au pouvoir, en 2013, après avoir destitué Mohamed MORSI, membre des Frères musulmans, soutenus par ANKARA. LE-CAIRE « *se méfie du GAN et voit l'implication de la Turquie comme une menace sérieuse* », soulignait à la mi-juillet Yezid SAYIGH, directeur de recherche au *Carnegie Middle-East Center*. Son soutien pour HAFTAR vient « *de l'espoir qu'il*

puisse assurer une frontière commune sûre et stable. » Si l'option d'une guerre frontale face à la Turquie paraît peu probable. En revanche, une entrée de l'armée égyptienne en Cyrénaïque n'est pas exclue « pour des raisons d'image et de réputation. »

Le conflit en Libye, avec ses enjeux économiques, mais aussi idéologiques, est une bouilloire aux portes de l'Europe où s'affrontent beaucoup d'intervenants alors que les Européens, premiers concernés en particulier par la menace des Frères musulmans et la continuité territoriale entre le Sahel et la Méditerranée sont absents. Il est devenu pour le Président ERDOGAN un instrument de démonstration de sa capacité d'agir à l'attention de son électorat nationaliste. La faiblesse des réponses à cette politique volontariste pourrait conduire à une extension du conflit en Tunisie et en Égypte alliés de l'Europe dans le combat contre le radicalisme islamiste sur le pourtour méditerranéen. C'est une sorte de stratégie indirecte qu'il ne faut pas sous-estimer.

En résumé

Les tensions en Ukraine, en mer de Chine et en Libye démontrent que les conflits ne sont pas un objet du futur à redouter, mais qu'ils sont actuels. Elles sont un dosage subtil entre volonté et capacité des antagonistes. La possibilité de les maintenir à leur plus bas niveau de conflit dépend de plusieurs facteurs.

Le premier est celui qui permet d'identifier les modes d'action, le second consiste à marquer une ligne à ne pas dépasser et pour assurer la crédibilité de celle-là d'être capable d'escalader. À cette fin, il faut disposer de capacités en renseignement permettant de suivre l'évolution de la crise et de capacités militaires crédibles sur un large spectre, aussi bien dans le domaine du cyber de plus en plus utilisé que dans le domaine des forces classiques et nucléaires.

Compte tenu de l'éloignement progressif, mais continu des États-Unis, la souveraineté européenne est à rechercher dans ces domaines. Tout dépend bien sûr d'une volonté politique exprimée clairement. Dans ce domaine l'Europe a encore beaucoup de chemin à faire, mais la résurgence des tensions et l'attitude de l'administration TRUMP ont probablement été des accélérateurs de la prise de conscience d'une nécessaire souveraineté européenne. Dans ce contexte, la France peut être un moteur de cette souveraineté. À cet effet, elle doit rester en première ligne dans tous les domaines, tout en restant à l'écoute de ses partenaires, pour éviter le péché d'arrogance qui lui est trop souvent reproché.





De l'utilité de l'étude de scénarii

On vient de le lire, l'état du monde d'un point de vue géostratégique est de nature à susciter des inquiétudes. On pourrait se contenter de le déplorer.

Le GCA (2S) Alain BOUQUIN propose pour sa part de s'en inspirer et de s'en servir pour bâtir l'armée française de demain.

À quels cas d'emploi souhaite-t-on se préparer quand on parle de haute intensité ? Cette question doit être investiguée, car dans telles ou telles situations, potentiellement très diverses, il faudra plus de bateaux, plus d'avions ou plus de chars... Il est évidemment impossible de répondre précisément à ces questions capacitaires si on se contente de raisonner la haute intensité de manière strictement générique... Il est donc indispensable de confronter la réflexion à des cas concrets.

La seule méthode qui permette d'appréhender de façon plus opératoire ces problématiques est celle qui consiste à se donner **des scénarii illustratifs** et à les étudier pour en tirer des enseignements de tous ordres. On peut en imaginer de nombreux dans le contexte international actuel : faire face à une invasion des Pays baltes par la Russie, intervenir massivement en Libye, aider la Grèce à faire face à une agression Turque, participer au sein d'une coalition à une action en mer de Chine pour y rétablir le droit international... En première approche, une dizaine de scénarios devraient permettre de couvrir un ensemble de cas assez représentatif des défis géostratégiques du moment.

La première vertu des scénarii, c'est le **dimensionnement**. Chaque cas étudié va montrer des limites capacitaires, indiquer des volumes d'équipements majeurs nécessaires, donner une idée des pertes et des consommations, permettre de construire le soutien adapté...

En pratique le travail sur un scénario est donc un exercice qui doit être conduit dans une logique de fins et de moyens :

- Voilà ce que je voudrais être capable de faire sur le terrain : quels sont les effets que je souhaite pouvoir obtenir sur mon adversaire et sur mon environnement ?
- Et voilà ce dont j'aurais besoin pour y parvenir : quels effectifs, équipements, consommables, logistique, savoir-faire, compétences.

Un autre avantage des scénarios c'est la possibilité d'utiliser **la simulation opérationnelle** (les « *jeux de guerre* ») pour en jouer les différentes phases, et les rejouer dans des configurations différentes. Cela autorise des travaux comparatifs, des choix d'options, entre le souhaitable et le raisonnable...

La simulation est basée sur des modèles mathématiques particulièrement bien adaptés aux combats de haute intensité : calcul de l'attrition, sanction des mauvais choix tactiques, suivi des engagements sur un terrain numérisé... À défaut d'offrir un réalisme total, elle apporte une forme d'objectivité appréciable quand il s'agit de comparer des solutions...

Enfin, les scénarios ont **une vertu éducative** forte : penser à un engagement difficile, y travailler, s'y préparer, c'est le rendre crédible, c'est se familiariser avec les exigences qu'il porte. Le scénario permet de **sensibiliser**.

C'est en étudiant les uns après les autres ces scénarii, probablement au sein d'une équipe dédiée, agrégeant des experts ou chercheurs civils, dans une cellule de planification opérationnelle interarmées, qu'on va finement identifier les défis qu'ils posent, les contraintes de format et de modèles qu'ils génèrent, les impératifs capacitaires qui les sous-tendent... C'est le moyen de se réapproprié une culture de la haute intensité qui peut aujourd'hui faire défaut.

La réflexion que les armées souhaitent conduire sur les conflits de haute intensité peut donc être utilement accompagnée par un travail de prospective opérationnelle, lequel doit impérativement être adossé à une série de scénarii d'emploi variés, crédibles et illustratifs de la situation internationale.

Il reste à savoir si les chefs militaires parviendront à dépasser les réticences des autorités politiques : elles craignent en général que ce genre d'exercice ne débouche sur des besoins opérationnels et capacitaires jugés exorbitants, qu'elles ne pourraient pas cautionner car elles refuseraient de les financer.





Les éventuels futurs conflits majeurs et leur conséquence pour la France

À partir des conditions d'engagement possibles, le GCA (2S) Jean-Paul PERRUCHÉ nous propose une réflexion sur les nombreux facteurs et limites à prendre en compte pour envisager l'outil de défense dont doit se doter la France.

L'espoir d'un monde apaisé dans un multilatéralisme consensuel qui semblait devoir s'imposer à la fin de la guerre froide paraît aujourd'hui bien révolu. Les bouleversements causés par une mondialisation économique non encadrée par une gouvernance politique ont profondément affecté les équilibres sociaux et internationaux. En ont résulté des crises profondes au sein et entre les États, marquées par la résurgence des réflexes identitaires, des nationalismes et du terrorisme. La montée en puissance de la Chine et d'autres pays émergents, défie la domination des États-Unis et plus largement de l'Occident, fait monter les tensions, génère une nouvelle course aux armements et accroît le risque de conflits armés plus durs.

Cette perspective impose de mieux anticiper les situations de conflits de haute intensité, qui pourraient en découler et d'identifier les modes d'action auxquels l'Europe et la France devraient se préparer. La *Revue stratégique* de 2017 fixe un objectif ambitieux : « ...un modèle d'armée complet et équilibré est indispensable ! Ce modèle doit disposer de l'ensemble des aptitudes et des capacités nécessaires pour atteindre les effets militaires recherchés sur la totalité du spectre des menaces et des engagements possibles, y compris les plus critiques. Il doit notamment permettre de s'engager en opérations de haute intensité dans les milieux terrestre, maritime, aérien, et d'agir dans l'espace numérique. » Il reste à expliciter comment satisfaire cet objectif dans le contexte sécuritaire actuel.

Nature des futurs conflits pouvant donner lieu à des affrontements de haute intensité

Un conflit majeur se caractérise par l'importance des enjeux qui le sous-tendent, mais aussi par la dimension et la nature des affrontements armés auxquels il donne lieu. Il y a généralement un lien direct entre l'importance des enjeux et l'intensité des conflits armés. La haute intensité d'un conflit a une valeur relative, qui n'a pas de définition précise, mais nous considérerons ici que ce terme s'applique à des confrontations entraînant la mise en œuvre de moyens performants en qualité (technologie) et importants en quantité. À noter que la conduite d'un combat de haute intensité par une seule partie (États-Unis en Irak en 1990 et en 2003) est un avantage décisif de supériorité militaire, mais ne caractérise pas un conflit majeur et ne permet pas forcément d'atteindre l'objectif politique. Le rapport de forces entre adversaires reste donc un critère essentiel d'appréciation de l'intensité d'un conflit armé.

S'agissant des enjeux, ceux-ci doivent être d'abord appréciés en fonction de leur importance géopolitique. Le déclenchement de conflits armés de grande ampleur résulte toujours de la conviction fondée ou non, rationnelle ou idéologique, d'au moins une des parties, que la guerre est le meilleur (voire le seul) moyen de gagner des avantages significatifs par rapport à une situation, du moment ou prévisible, jugée insatisfaisante ou dangereuse. L'estimation des bénéfices espérés lors d'une entrée en guerre par ceux qui la déclenchent l'emporte toujours sur les risques encourus et son coût.

Dans les régimes autoritaires ou dictatoriaux, l'enjeu d'une guerre externe peut être le maintien au pouvoir des dirigeants. Quoiqu'il en soit, un seul pays qui déclenche une guerre en contraint généralement plusieurs autres, adversaires ou

alliés à s'y engager, même s'ils ne le souhaitent pas. L'issue de la guerre devient alors un enjeu pour tous.

Mais les conflits armés suivant leur propre dynamique, des conflits au départ mineurs, peuvent dégénérer en conflits de haute intensité par un effet d'engrenage. Ce fut le cas des deux conflits mondiaux du XX^e siècle.

Quant à la forme des futurs éventuels conflits armés majeurs, depuis la période post-HIROSHIMA et NAGASAKI et la fin du monopole nucléaire américain, le coût d'une guerre totale entre puissances nucléaires est devenu rédhibitoire. C'est pourquoi ces armes ont été considérées jusqu'ici comme des moyens défensifs « *sanctuarisant* » les intérêts vitaux et notamment le territoire des pays qui en possèdent, (effet dissuasif) et non comme des moyens de supériorité opérationnelle. Leur miniaturisation envisagée par certains pays, pourrait théoriquement leur donner une fonction opérationnelle, mais avec un risque important de dérive incontrôlable. C'est pourquoi un conflit majeur de haute intensité avec emploi d'armes nucléaires est quasiment exclu entre puissances nucléaires sur leur territoire, mais également peu probable sur des théâtres extérieurs par crainte d'un engrenage « *clauswitzien* » (la guerre conduit toujours aux modes d'action extrêmes). Le contexte sécuritaire mondial qui découlerait de la prolifération des armes nucléaires pourrait certainement remettre en cause cette improbabilité, mais la nature de tels conflits laisserait alors peu d'enjeu aux affrontements opérationnels classiques et donc à leur intensité. À l'époque de la guerre froide, la phase des combats conventionnels n'était considérée que comme le prélude ou la phase initiale d'une confrontation nucléaire. Elle ne fut donc jamais engagée.

Dans le contexte sécuritaire post-guerre froide, les grandes puissances sont intervenues dans les nombreux pays en crise ou défailants avec de puissants moyens conventionnels pour renverser des régimes jugés hostiles ou malfaisants (Afghanistan, Kosovo, Irak, Libye...) lutter contre le terrorisme ou pour aider des alliés stratégiques (Syrie), mais en évitant des confrontations directes (Syrie, Ukraine...). Les modes d'action indirects ou plus discrets (hybrides, forces spéciales, cyber...) ont été privilégiés jusqu'ici, mais compte tenu de l'évolution des rapports de forces et la contestation du « *leadership* » américain, le retour de scénarios d'affrontements de haute intensité dans des territoires extérieurs de type Corée (1950) ou Irak plus récemment, ne sont pas à exclure.

Des affrontements conventionnels de haute intensité pourront donc se produire entre des armées conventionnelles de puissances moyennes non-nucléaires (Irak, Turquie, Iran, Arabie saoudite...) qui disposent de capacités militaires de plus en plus puissantes et sophistiquées, soutenues par des puissances extérieures (nucléaires ou pas) avec des moyens conventionnels. Ils sont aussi envisageables entre grandes puissances et puissances moyennes ; la première guerre du Golfe

(1990/91) peut en donner une première représentation. Par exemple, un conflit entre la Turquie et la Syrie soutenue par la Russie ou un conflit préventif entre les États-Unis (aux côtés d'Israël) et l'Iran avant que ce pays ne se dote de l'armement nucléaire, sont des scénarios envisageables. Des engagements de pays européens dans des opérations de stabilisation ou de neutralisation face à des éléments fortement armés de pays de leur voisinage (Afrique, Moyen-Orient) le sont également.

Représentation de la haute intensité dans les conflits du XX^e siècle

C'est à partir de scénarii déduits des situations décrites ci-dessus, dont la liste n'est évidemment pas exhaustive, que l'on peut anticiper la forme que pourraient prendre les affrontements armés dans les conflits majeurs du futur et la place que pourrait ou devrait y tenir la France. C'est une tâche difficile et incertaine, mais néanmoins nécessaire. Comme le disait le Général EISENHOWER : « *Les plans sont généralement inutiles, mais la planification est indispensable !* »

Certains paramètres, comme les cadres d'engagement possibles, permettent de mieux analyser les besoins et les contraintes à partir de ces scénarii.

Au sein de l'OTAN

Le contexte politique ayant évolué et la communauté d'intérêts s'étant effritée dans l'Alliance, la perspective d'engagements de l'OTAN en haute intensité paraît peu réaliste à horizon visible (sans être totalement à exclure). Face à une Russie agressive, le déploiement de capacités opérationnelles de l'OTAN est nécessaire dans les pays frontaliers de la Russie pour empêcher que des interventions hybrides russes les déstabilisent et conduisent à un conflit conventionnel de haute intensité contre eux, mais une confrontation de haute intensité entre la Russie et l'OTAN paraît exclue.

Des interventions hors du théâtre européen, de type Afghanistan ou Irak restent possibles, mais de moins en moins probables compte tenu des divergences d'intérêts et d'approche stratégique au sein de l'Alliance. S'y ajoute la contestation quasi systématique du « *leadership* » américain sur les théâtres de crise par la Russie et la Chine qui fait monter le risque d'affrontement entre grandes puissances.

Face aux menaces du Sud, les intérêts en jeu ne sont pas suffisants pour justifier un engagement américain en haute intensité.

Il reste à se demander si, compte tenu de l'évolution des rapports de forces entre les États-Unis, la Chine et la Russie, des situations pourraient se présenter dans l'avenir où des alliés européens devraient être en mesure de produire l'effort principal sur un théâtre face à un adversaire puissant dans le cadre de l'OTAN ? Cette éventualité semble peu crédible en l'état actuel de la structure intégrée de commandement de l'OTAN dont le principe de base est le *leadership* américain. L'Opération HARMATTAN contre la Libye en 2011 a montré qu'elle était déjà difficile à réaliser dans des opérations de moyenne intensité.

En outre, en l'état actuel du différentiel de puissance militaire entre les États-Unis et leurs alliés, le rôle des Européens dans les interventions de l'OTAN est toujours subsidiaire par rapport à l'engagement américain qui lui reste décisif, ainsi que l'ont montré les opérations post guerre froide (Golfe 1990, Bosnie-Herzégovine 1995, Kosovo 1999 ou Afghanistan à partir de 2002). Dans ces situations, les Européens avaient un rôle d'accompagnement politique relativisant l'importance de leurs capacités opérationnelles (80 % des frappes sur la Serbie et le Monténégro en 1999 étaient américaines et les deux tiers du contingent déployé en Afghanistan étaient américains). Peu d'alliés se sont engagés dans de véritables opérations de guerre en Afghanistan. Cette situation ne favorise guère la préparation des alliés européens à la haute intensité.

Avec les Européens dans le cadre de l'UE ou en coalition ad-hoc

Cette option n'est réaliste que pour des crises impliquant directement les intérêts de tout ou partie des pays européens, et n'affectant pas les intérêts américains. Il s'agit donc de situations générant des opérations de faible intensité (cf. les opérations de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) jusqu'ici) ou aux enjeux relativement faibles pour les grandes puissances. Il se pourrait néanmoins que la montée des périls à l'Est et au Sud de l'Europe et le renforcement des armements et des capacités militaires de nombreux pays dans les États périphériques, conduisent à des situations où des pays européens devraient s'engager dans des opérations de haute intensité. Cette perspective justifie la création d'une capacité opérationnelle européenne crédible (armée des Européens ?) qui n'existe pas aujourd'hui mais qui seule pourrait relever ce défi. Ici encore, la coalition de plusieurs pays semble incontournable.

Dans le cadre de l'ONU

Les structures de commandement politiques et opérationnelles de l'ONU ne sont pas adaptées à des engagements de haute intensité. C'est pourquoi cette organisation cherche toujours à déléguer (à partir d'une résolution) la conduite des opérations à risques à une autre organisation internationale ou à un groupe de pays volontaires. Dans ce dernier cas, la responsabilité des opérations incombe implicitement à une nation-cadre, qui doit alors à elle seule en garantir le succès. On voit mal la France prendre une telle responsabilité dans les années à venir.

La France en autonomie

Le contexte sécuritaire mondial rend cette hypothèse peu crédible, En outre, même si la France dispose encore d'un spectre capacitaire relativement complet, l'accroissement des potentiels militaires (quantitatifs et qualitatifs) dans les pays environnant l'Europe et au-delà, sont tels, que sa capacité à livrer seule contre eux des opérations de haute intensité paraît limitée.

À l'évidence, le cadre d'engagement est un élément conditionnant pour évaluer les capacités à réaliser par la France dans la perspective d'engagements de haute intensité. Dans le contexte actuel, l'engagement en coalition semble obligatoire, le cadre européen devant être privilégié compte tenu des intérêts communs créés dans l'UE.

Toute étude sur des engagements de haute intensité doit aussi inclure les paramètres suivants :

- l'identification des buts de guerre et la mise en cohérence entre effets politiques attendus et objectifs pour les armées dans les principaux scénarios de confrontation de haute intensité envisageables, prenant en compte les potentiels de forces militaires des adversaires éventuels de la France sur les théâtres d'engagement les plus vraisemblables ;
- l'adéquation des formes de guerre aux buts de guerre : de la stratégie à la tactique et aux technologies (coût/performance des facteurs de supériorité opérationnelle) ;
- la nature et l'étendue des zones de guerre ;
- la multiplicité des domaines de combat (Terre, Air, Mer, Cyber, Espace...) ;
- le volume de troupes et de moyens à engager dans les différents types de scénarios par rapport aux effets escomptés ainsi que la durée et le coût des opérations ;

- la problématique de la logistique ;
- les conséquences humaines et matérielles (pertes au combat, infrastructures) en regard du soutien à attendre de la population ; effets médiatiques des opérations militaires.

Comme on peut le voir, si la France doit se préparer à participer à des opérations de haute intensité qui restent possibles, la difficulté est bien d'évaluer la dimension de son effort pour s'y préparer. Ces paramètres et leurs interactions doivent être analysés et approfondis (par les états-majors compétents) afin de définir le rôle, les modes d'action et les capacités militaires nécessaires à développer par la France face à ces situations et les mettre en cohérence avec ses ambitions politiques.

Problématique des ambitions et des engagements possibles de la France dans le contexte de conflits majeurs et de haute intensité

S'agissant de sa défense, la capacité nucléaire de dissuasion de la France la protège certainement d'un conflit armé majeur sur son territoire avec des puissances extérieures. Cela ne suffit pas à la protéger contre des menaces hybrides et des déstabilisations internes de toute nature, mais qui ont peu de chance de requérir l'engagement de capacités militaires de haute intensité.

En revanche, la défense des territoires français d'outremer loin de la métropole mérite un suivi particulier de l'évolution des menaces par zone conduisant à la définition d'un ensemble de capacités spécifiques et de modes d'actions cohérents avec les capacités économiques et les ambitions politiques de la France. Par ailleurs, les intérêts vitaux de la France ne se limitent pas à son territoire et sa population et concernent notamment son influence politique que justifie sa position de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU), son approvisionnement en ressources et la protection de ses intérêts économiques.

Seule puissance nucléaire de l'Union européenne *post-BREXIT*, son engagement dans la construction d'une indispensable Europe puissance, implique qu'elle joue un rôle moteur dans la mise sur pied d'une capacité opérationnelle conventionnelle de l'Europe apte à la haute intensité, capable notamment de dissuader les intentions agressives de la Russie contre les pays d'Europe orientale, celles d'autres adversaires en Méditerranée et en Afrique et de protéger ses intérêts en Asie.

Si la *Revue stratégique* de 2017 donne des références précises sur la nature des menaces, les besoins de défense et les ambitions de la France, elle n'en fournit pas (contrairement au *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2013*) sur les contrats opérationnels, les volumes de forces et de moyens nécessaires à réaliser par chaque armée, notamment pour les engagements de haute intensité. Il revient donc au militaire à partir de scénarios réalistes d'informer régulièrement les dirigeants politiques sur les capacités et limites des Armées afin d'assurer leur adéquation avec les objectifs envisagés par lui.

Le temps n'est plus où les capacités militaires de la France pouvaient être dimensionnées en fonction de celles de ses ennemis voisins ; la difficulté des temps actuels est précisément le manque de repères concrets pour effectuer ce dimensionnement. Les capacités économiques sont un facteur déterminant qui doit servir à la mise en cohérence des capacités avec les ambitions politiques de nos gouvernants.

La préparation à la haute intensité et la recherche de la supériorité conventionnelle sont indispensables pour dissuader des adversaires potentiels agressifs. L'équilibre des forces est essentiel en un temps où les interventions militaires redeviennent un moyen d'action des diplomaties. Se préparer à la haute intensité est sans doute le meilleur moyen de prévenir la guerre.



La victoire de haute intensité est bien plus qu'une victoire de haute technologie

Le GDI (2S) Vincent DESPORTES nous appelle à ouvrir les yeux sur ce monde dangereux où la technologie, pas plus que la ligne Maginot hier, ne saurait nous dispenser d'un sursaut pour surmonter notre faiblesse actuelle.

Un nouveau courant dans la pensée militaire invite à ne plus focaliser la réflexion sur nos seules opérations extérieures actuelles et leurs micro-tactiques, mais à dépasser cette obsession pour oser regarder l'avenir... et la guerre en face. Cette attitude est la prise en compte raisonnable d'une réalité nouvelle.

En effet les orages s'accumulent à nouveau à l'horizon, la menace grandit mais, comme bien souvent, nous regardons ailleurs, à nos pieds, parce que nous refusons de voir et qu'il est plus confortable de se préoccuper de ce que nous maîtrisons.

Or ceci, en réalité, n'est pas un problème militaire. Une armée n'est jamais que le reflet de la Nation dont elle est l'ultime garant. Que celle-ci comprenne la nécessité de la puissance, et elle se donnera les moyens, matériels et moraux, de survivre à la menace. Qu'elle se berce d'illusions et d'insouciance, et viendra un jour où la vague brutale qu'elle a volontairement ignoré la submergera. Comme après chaque défaite, on recherchera les causes et les coupables, en se

tournant naturellement vers Balard. Celui qui maniait l'épée sera voué aux gémonies par ceux-là même dont l'aveuglement coupable fut la raison première du désastre, qu'ils soient les néo-fanatiques civils du pantalon garance en 1914, ou la classe politique inconsciente et frileuse trop restrictive des budgets militaires dans les années 1930.

Le problème de la guerre qui vient n'est pas militaire parce qu'il est d'abord politique, diplomatique et sociétal. Ce sont dans ces champs que se joue la pérennité ou la mort des nations. Mais c'est au militaire de le rappeler, haut et fort : nous n'avons moralement plus le droit de ne pas envisager le retour, peut-être proche, de la « *grande guerre* », celle de la survie et de la haute intensité.

Sedan, comme toujours, n'est que le coup de grâce

Les temps que nous traversons devraient nous rappeler, hélas, les années 1930, celles où le monde, celles où la France font l'autruche malgré l'évidence de la guerre à venir. Ne rien faire — ou si peu — en espérant esquiver ! Voilà qui inexorablement, de 1933 à 1940, nous conduit au drame de 1940. Malgré tous les héroïsmes et les initiatives heureuses, cette horrible campagne de France, nous ne pouvions la gagner, même si notre armée avait accumulé les exploits... et ce fut loin d'être le cas.

En 1936, la France a joué son sort ; en 1938, le dernier coup de semonce ne la réveille pas ; en 1940, il est trop tard. Notre destin s'est noué pendant sept années d'insouciance, scellé par trop de renoncements politiques, de tergiversations diplomatiques, de dogmatisme militaire pour qu'il fut possible, en quelques semaines, de forcer le destin des peuples qui s'abandonnent. Vraisemblable adepte de SUN TZU, HITLER n'a engagé la bataille que lorsqu'il savait l'avoir déjà gagnée : face à un adversaire dont il connaissait la veulerie, il a créé en sept années de stratégie acérée les conditions de notre inévitable défaite. Le SEDAN de mai 1940 ne fut que le coup de grâce, à nouveau, comme celui de septembre 1870.

La France doit effectivement penser « *conflit majeur de haute intensité* », mais en se rappelant sans cesse que lors des trois dernières occasions où elle dut conduire ce type d'affrontement contre un adversaire apparemment de son niveau, elle a perdu. Sans discussion en 1870. Sans discussion en 1940. Et elle ne dut sa Marne de septembre 1914 qu'à un concours exceptionnel de circonstances, dont la pugnacité du roi Albert 1^{er}, la « *désobéissance du général Von KLUCK*¹³ » et la

¹³ Pour adopter l'expression de Charles DE GAULLE.

solidité de JOFFRE alliées à la bravoure patriotique du soldat français. À chaque fois, la défaite fut actée bien avant le premier coup de canon.

La qualité de ce dernier n'est pas négligeable, mais la victoire ou la défaite n'en sont pas la conséquence : elles sont le fait des Nations et non des armées — reflet de celles-ci —, et se jouent sur le long terme, très en amont du « *premier sang* ».

La technologie n'exerce qu'une influence marginale sur les victoires

Bien sûr, la performance des équipements joue un rôle... mais il n'est pas majeur. Il faut tordre le cou à cette idée que la victoire de haute intensité est une victoire de haute technologie. Celle-ci n'a qu'un effet marginal. D'ailleurs, les champs de guerre montrent depuis longtemps la décroissance du rendement des armes : des systèmes d'armes toujours plus sophistiqués y produisent des résultats toujours plus décevants. Rien d'étonnant : la supériorité technologique n'a d'impact que sur les deux premiers niveaux (technique et tactique) de la guerre, alors que, si la bataille se gagne à ces deux niveaux, la guerre se gagne aux trois autres, l'opératif, le stratégique et le politique.

Comme la guerre est avant tout un affrontement dialectique, la puissance y est contournée, la profondeur stratégique — spatiale, matérielle et morale — s'avérant beaucoup plus déterminante que la qualité de l'épée. Le cas de la deuxième guerre mondiale parle de lui-même. Les équipements allemands y ont toujours été — parfois très nettement — supérieurs à ceux des armées adverses, qu'il s'agisse de la Pologne, de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis ou de l'URSS. De la même manière, la *Wehrmacht* a généralement fait montre d'une maestria tactique largement supérieure à celle de ses opposants. Et pourtant le *III^e Reich* s'est effondré.

L'exemple américain est tout aussi édifiant. Lors de la guerre du Vietnam, la puissance et la technologie de haute intensité développées par les États-Unis ne sont jamais parvenues à interrompre le fonctionnement de la piste Hô-Chi-Minh et à faire plier la volonté de conquête du Nord. Même si celui-ci a enduré un tonnage de bombes plusieurs fois supérieur à celui déversé sur l'Allemagne entre 1940 et 1945, jamais la résilience de la population nord-vietnamienne n'a été atteinte. Sur ce théâtre, les États-Unis ont gagné chaque bataille de haute intensité jusqu'à ce qu'ils perdent la guerre.

Hélas, les enseignements des conflits sont vite oubliés tandis que politiques et militaires retombent facilement dans la fallacieuse idée qu'il est toujours possible,

avec un surcroît de technologie, de trouver la martingale, de commander enfin à la guerre pour la forcer à produire les effets stratégiques espérés. Les contre-exemples de l'Irak puis de l'Afghanistan sont fascinants. Rarement, des conflits auront connu une telle dissymétrie dans l'ordre des moyens, quantitativement et qualitativement. Jamais n'a été déployée, à un tel niveau de sophistication, la puissance militaire américaine. Jamais n'ont été observés un tel différentiel technologique... et une telle difficulté à l'emporter.

Aussi, dans les réflexions qui s'ouvrent, il est vital de ne pas confondre la guerre avec les outils de celle-ci. Les armes ne sont jamais que les instruments de la bataille, le succès « *dans la bataille* » ne se transformant d'ailleurs jamais naturellement en succès « *dans la guerre* ». Si la technologie joue un rôle direct au combat, elle ne décide pratiquement jamais de l'issue d'un conflit parce qu'elle n'est qu'une des dimensions de l'efficacité stratégique : la technologie influe sur le "*warfare*", pas sur le "*war*". C'est pourquoi la supériorité conférée par la technologie est toujours dominée par les contextes sociaux, culturels, stratégiques et politiques. C'est aussi pourquoi le rendement des armes sera toujours moins la conséquence de leur puissance que des conditions de leur emploi. Toute victoire continuera à relever d'abord de facteurs non militaires. Il y a un demi-siècle, le général BEAUFRE¹⁴ écrivait : « *La force n'a pas fini de jouer son rôle dans les dures compétitions internationales, mais son succès dépend surtout des conditions psychologiques et politiques nécessaires pour décupler les effets de la force pure.* » C'est toujours vrai.

Le piège de l'aveuglement : que l'année 1940 soit à jamais gravée dans nos esprits

Jamais la France, jamais l'Europe, jamais l'Occident ne se remettront de notre chute de 1940. De cette honteuse défaite de « *haute intensité* », parfaitement évitable, il faut se rappeler les racines, profondes et anciennes. Car les mêmes causes produiront demain les mêmes dramatiques effets. On peut comprendre, bien sûr, l'immense fatigue morale et matérielle entraînée pour la France par le premier conflit mondial et les racines du « *pacifisme ancien combattant* ». On peut comprendre que ce pays martyrisé n'ait eu comme seule obsession que de refuser la guerre, mais on doit reprocher à sa classe politique de ne lui avoir dit que ce qu'il voulait entendre sans avoir le courage de l'alerter sur les périls graves que cette attitude lui faisait courir. Nous avons-nous-même réalisé les conditions de notre défaite.

¹⁴ Général BEAUFRE, *L'expédition de Suez*, Grasset, 1967.

Refuser de comprendre ce que veut l'Autre

HITLER n'a pas surpris son monde, loin de là. Sa philosophie et sa stratégie générale, il les décrit sans aucune ambiguïté dans *Mein Kampf* : « *Le Reich doit se donner pour tâche de faire arriver les Allemands à une position dominante... de la nécessité de ce peuple naîtra son droit moral d'acquérir des terres étrangères... l'ennemi impitoyable du peuple allemand est et reste la France.* » Pour mener à bien cette vision, « *l'Allemagne ne doit pas retomber dans l'erreur commise avant la guerre [1914-1918] de se faire un ennemi du monde entier ; elle doit distinguer quel est son plus dangereux ennemi pour lui porter des coups en concentrant toutes ses forces contre lui.* » DE GAULLE, qui a lu *Mein Kampf* dès 1933, n'a d'ailleurs pas manqué d'alerter sa hiérarchie et les politiques. En vain.

Cette vision et cette stratégie, HITLER les met en œuvre de manière systématique, quasiment sans à-coups, dominant toujours davantage des démocraties molles trop éprises de leur bien-être. Les États-Unis font preuve d'un isolationnisme criminel, la Grande-Bretagne s'illusionne à dessein sur les menées réelles du *Reich* tandis que la France se terre dans un somnambulisme dont elle espère que rien ne viendra la sortir. Quand une puissance, l'Allemagne hier, la Chine aujourd'hui, énonce clairement sa volonté de puissance et de domination, il est préférable d'en prendre acte avant qu'il ne soit trop tard : ce n'est pas anodin de voir le pays où est née la stratégie se donner comme objectif officiel de devenir avant 2049 la première puissance économique et militaire du monde. N'ayons pas à dire demain : effectivement, nous le savons !

Voir l'Autre détruire son système de défense et ne rien faire

Pour imparfait qu'il fut tant dans sa conception (sans l'Allemagne, partie prenante pourtant essentielle !) que dans sa lettre, le Traité de VERSAILLES avait l'avantage d'enserrer l'Allemagne entre des États ayant intérêt à contenir son expansion et dont la puissance militaire globale dominait immensément celle du possible agresseur. La stratégie suggérée par le Maréchal FOCH aurait dû fonctionner... à condition d'en respecter l'esprit. Pas à pas entre 1936 et 1939, HITLER ruine VERSAILLES en menant de front le réarmement de l'Allemagne et le démantèlement de la coalition imaginée contre lui, ne se risquant à un conflit armé qu'après avoir à son profit renversé les données initiales. Avant l'assaut, grâce à l'aveuglement de ses futures victimes, il crée les conditions de l'inévitable victoire, le Pacte germano-soviétique constituant le dernier atout maître faisant définitivement basculer la situation politico-militaire.

La France a pourtant continué à baser sa défense sur une politique d'alliances qu'elle a laissées se déliter en s'affaiblissant parallèlement d'un appareil militaire incapable d'offensive et ne pouvant donc assurer les garanties dont il était le socle. Tout pousse aujourd'hui à faire le parallèle entre ces menées allemandes du *Reich* et celles de la Chine et de la Russie cherchant par tous les moyens à diviser les pays européens et à affaiblir l'Alliance atlantique.

Préserver les équilibres militaires globaux

L'équilibre initial des forces établi par le traité de VERSAILLES était clairement à l'avantage des démocraties puisqu'il permettait d'envisager en 1920 la réunion de plus de 400 divisions contre une Allemagne isolée et presque désarmée. Fin 1938, après MUNICH, l'Allemagne peut pourtant compter sur plus de 200 divisions avec les siennes, celles de l'Italie, de la Hongrie et de la Bulgarie. La France, avec l'Angleterre, ne peut plus alors aligner qu'un peu plus de 100 divisions, auxquelles il convient d'ajouter la centaine de ce qui restait de la *Petite Entente* et des Balkans. En théorie, la partie demeurait égale mais elle bascule définitivement lorsque nous manquons fin août 1939 la coalition fondamentale, la Russie apportant alors dans la corbeille adverse ses 100 divisions.

Quand l'Allemagne attaque la Pologne, la France, l'Angleterre et la Pologne peuvent théoriquement rassembler 140 divisions... mais, en quinze jours, les quarante divisions polonaises disparaissent sous les coups de la première *Blitzkrieg*. Chaque conquête accroît en outre la puissance allemande : en Tchécoslovaquie, la *Wehrmacht* recueille le matériel de 40 divisions puis celui d'une vingtaine en Pologne. Les jeux sont faits. Nous restons seuls avec un faible appui britannique, ne pouvant compter que sur notre armée « *démodée, engourdie et bureaucratique, un commandement non éprouvé, un moral sans grandeur, un esprit public ignorant de la gravité de l'heure*¹⁵. »

Savoir remonter en puissance

Aujourd'hui, le monde réarme. Jamais les dépenses militaires — sauf en Europe — n'ont été aussi élevées depuis la fin de la guerre froide. Pour sa part, sur un rythme tranquille de 6 à 7 % par an, la Chine a multiplié par cinq son budget militaire en quinze ans, passant de 40 milliards de dollars en 2006 à 180 en 2020 :

¹⁵ Général André BEAUFRE, *Le drame de 1940*, réédité chez Perrin, 2020 : excellent ouvrage, que tout homme politique et tout officier devrait avoir lu. L'essentiel des chiffres rapportés dans cet article en sont issus.

ce n'est probablement pas pour le seul plaisir d'organiser d'époustouflantes démonstrations de force sur la place Tian'anmen ! Partout dans le monde les usines d'armement tournent à plein. Comme en Allemagne à partir de 1938 où HITLER met tout à profit pour accroître son potentiel et compenser par du matériel moderne l'absence de stocks de mobilisation. À partir de 1936, malgré les mises en garde de la hiérarchie militaire, la Nation refuse à son armée les budgets dont elle a absolument besoin pour effectuer sa remontée en puissance ; le ministère des Finances impose son carcan et ne lâche rien.

Même après que la France eut déclaré la guerre à l'Allemagne, pendant tout l'hiver 1939-1940, le Grand Quartier Général (GQG) se bat pour sauver ses moyens face à de multiples parties prenantes jugées en haut lieu bien plus nécessaires. Peine perdue. En mai 1940, les effectifs des armées sont inférieurs à ce qu'ils étaient en 1917. Notre armée de l'Air souffre d'un manque cruel d'aéronefs mais, si nous construisons 60 avions par mois en septembre 1939, nous n'en construisons pas un de plus, en rythme mensuel, en avril 1940. La production d'armement d'octobre 1939 chute brutalement ; la courbe remonte mais, pour beaucoup de matériels, elle est inférieure en mai 1940 à ce qu'elle était en septembre 1939.

Il faut dire que, au plus haut niveau, personne n'escomptait la guerre avant au moins 1941 ou 1942 et que cette grande armée était bien dispendieuse ! Mais qu'a coûté en retour à la France le manque de courage politique, son aveuglement et son mépris des priorités ? C'était hier, mais ne nous voilons pas la face : l'armée française d'aujourd'hui manque terriblement de muscle et de capacité d'encaisse et c'est dès maintenant que doivent se prendre les décisions budgétaires pouvant la rendre apte aux affrontements majeurs qui se profilent.

Lutter contre le dogmatisme militaire

L'armée de 1940 est celle du refus de la guerre, une armée entièrement tournée vers la défensive, une armée forgée par la lassitude née de quatre longues années de guerre, une armée en adéquation avec une opinion publique que ne veut surtout pas brusquer le politique trop soucieux du présent et pas assez de l'avenir. Certes, dans une démocratie, il est difficile d'aller contre l'opinion publique, mais quand vous refusez l'idée même de la guerre, vous vous condamnez à en être la victime !

Bien sûr, en deuxième rang, les militaires portent une part certaine de responsabilité car ils auraient dû être les sentinelles attentives, volontaires et vocales de l'agora : quand il s'agit de guerre, c'est un de leurs rôles pour la Nation. Certains peu nombreux – Charles DE GAULLE en tête – avaient perçu d'emblée

l'engrenage stratégique et le piège doctrinal mortels dans lequel nous nous étions enfermés, mais cette clairvoyance fut systématiquement étouffée par la suffisance des hiérarques militaires et la veulerie des politiques.

Car l'armée française de 1940, frappée par la sclérose qui touche les armées victorieuses, est aussi celle du dogmatisme étroit et de l'aliénation stratégique, celle qui, ivre des « *fruits vénéneux de la victoire*¹⁶ », en tire une doctrine dogmatique et erronée. Sûre de son affaire, délaissant le stratégique pour ce qu'elle pense être l'excellence technique, elle se contente de bétonner sur des centaines de kilomètres, reproduisant ce qui avait marché un quart de siècle plus tôt à VERDUN : défense ferme, front continu, colmatage des brèches, Infanterie arme maîtresse, feu centralisé, discipline rigide. Bouffie de certitude, elle ignore les réalités et méprise les indices, pourtant parfaitement visibles lors de la campagne de Pologne : les rythmes et les effets nouveaux rendus désormais possibles par une arme blindée autonome alliée à une artillerie mobile jumelée à une aviation d'assaut.

Nul n'ignore le sort de l'excellent ouvrage du lieutenant-colonel DE GAULLE : sa traduction devient, dès 1934, le livre de chevet d'HITLER qui l'annote de ses "*Sehr gut!*" et de ses "*Sehr fein!*"... mais pas celui du général GAMELIN, le commandant en chef des armées françaises, qui, en communion avec le vainqueur de VERDUN et ceux de la Grande Guerre, fait peser sur la pensée militaire une chape de plomb. La directive qu'il signe personnellement est limpide : « *Tout article et toute conférence sur ces sujets [motorisation et mécanisation] devront être communiqués à l'état-major de l'armée à fin d'autorisation !* »

Lors de la campagne de Norvège, premier galop d'essai en avril 1940, notre infériorité militaire apparaît écrasante. HITLER, qui hésitait à lancer son offensive contre la France, sait désormais qu'il ne risque rien. En mai 1940, le commandant BEAUFRE constate avec effroi depuis le grand état-major la dislocation de nos forces. Frappé par leur incapacité manœuvrière, il décrit : « *L'Armée française ne constituait qu'un vaste outil inefficace, incapable de réactions rapides et d'adaptation, absolument inapte à l'offensive, donc à la manœuvre... En face d'un adversaire habile et manœuvrier, notre armée ne pouvait répondre par aucune contre-manœuvre, même quand elle avait la supériorité... La machine était vieille, rouillée et poussive : une nouvelle Marne était donc impossible.* »

Depuis 1940, l'armée française a peu dégusté « *les fruits vénéneux de la victoire* », mais depuis un quart de siècle elle se consacre — et c'est normal — à un seul type de combat : celui des petites opérations, sans menace aérienne, où elle excelle. Elle a largement perdu les savoir-faire qu'elle maîtrisait lorsqu'elle se préparait à l'affrontement de grandes unités en « *haute intensité* ». Si, frappée par un adversaire parfaitement préparé et entraîné à ce type de combat, elle ne veut pas

¹⁶ Général BEAUFRE, *Le drame de 1940*.

être pétrifiée puis disloquée en quelques jours, elle doit donc prendre conscience de la différence abyssale entre ces deux types de guerre et en tirer toutes les conséquences.

* * *

Ainsi, le constat est accablant. Le 10 mai 1940, on l'a vu, avant le premier coup de feu, le destin de la France était déjà fixé ; il était d'ailleurs définitivement scellé dès le 23 août 1939 au soir lorsque les délégations anglaise et française quittèrent Moscou sans avoir, par inconscience politique, obtenu le seul accord à même alors de prévenir le deuxième conflit mondial. Le 1^{er} septembre, les chars allemands fonçaient sur VARSOVIE, la France s'installait dans la « *Drôle de guerre* » en espérant encore que, par miracle, elle pourrait au mieux éviter l'affrontement, au pire qu'elle l'encaisserait et saurait, avec l'aide de la providence, rejouer plus tard une deuxième Marne, comme en 1918. Somnambule condamnée, elle marchait, aveugle, vers son inéluctable gouffre.

Cette chute, elle peut la revivre à nouveau demain si elle oublie que le désastre de mai 1940 s'était forgé de presque vingt années de faillites politiques, morales, doctrinales et techniques. Elle peut éviter de la revivre si, dès à présent, en toute conscience, elle se donne les moyens de la prévenir. Survivre à la catastrophe qui s'érige à bas bruit exige certes une réflexion militaire sur les nouveaux visages de la guerre qui vient. Mais cela exige surtout la construction des conditions sociétales, diplomatiques et politiques qui permettront au mieux de l'éviter, au pire d'y survivre. Car, si ce sont les armées qui gagnent ou perdent les batailles, ce sont les Nations qui gagnent ou perdent les guerres.

Mettons un terme à nos illusions mortifères. Dans le gigantesque affrontement qui se prépare entre l'Amérique et la Chine nous sommes seuls et faibles. Les États-Unis ne seront jamais plus l'assurance-vie qu'ils ont été. Notre garantie, nous ne la trouverons que dans notre réveil stratégique et l'autonomie militaire de l'Europe qui doit au plus vite construire « *sa* » défense en ne comptant que sur « *ses moyens* » : la défense de l'Europe par l'Europe et pour l'Europe. C'est, en fait, une question de survie nationale.





La haute intensité, un défi pour l'industrie d'armement

Notre industrie d'armement peut-elle demain répondre aux besoins d'un engagement majeur ?

Oui, nous dit le GCA (2S) Arnaud SAINTE-CLAIRE DEVILLE, mais à condition de réellement anticiper nos besoins dès à présent.

La guerre de haute intensité se caractérise par la nécessité de mobiliser en nombre suffisant et dans la durée des matériels performants et fiables, servis par des soldats entraînés et moralement prêts.

Si les forces morales restent un facteur indispensable de succès, il n'en demeure pas moins que pour faire et gagner cette guerre, il faut suffisamment d'hommes, mais aussi d'équipements, de munitions et de pièces détachés pour « *tenir la distance* ». S'il est du devoir du chef militaire de garantir à ses soldats dans la durée, en quantité et en qualité, les équipements qui lui permettront de dominer l'adversaire, ce défi majeur ne peut être relevé que par la mobilisation collective de plusieurs acteurs parmi lesquels l'industrie d'armement joue un rôle essentiel.

En partant du cadre conceptuel fixé par les choix politiques exprimés à travers le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013, la *Revue stratégique*

de 2017 et la Loi de programmation militaire (LPM) 2020-2025, il est intéressant d'identifier les défis posés à l'outil industriel pour répondre aux deux objectifs suivants, que l'on pourrait caractériser ainsi :

- il s'agit d'abord de « *gravir la marche* », qui permet de passer de la Situation opérationnelle de référence (SOR) à l'Hypothèse d'engagement majeur (HEM) ;
- il s'agit ensuite de « *rester sur le palier* » sur une certaine durée.

Autrement dit, comment, à partir des exigences de l'opérationnel, l'industrie de défense peut-elle contribuer à la remontée en puissance (la marche) puis contribuer au maintien de l'effort (le palier) ?

Il semble en effet à la fois plus réaliste et pédagogique de partir du contrat opérationnel donné à l'armée de terre évitant ainsi l'écueil de se perdre dans de multiples hypothèses d'engagement débridées et « *hors sol* ».

C'est aussi une sorte « *d'opération Vérité* » pour atteindre un objectif qui reste somme toute modeste puisqu'il s'agit de déployer « *une capacité de commandement terrestre de niveau corps d'armée, et les moyens organiques de nature à permettre d'assumer les responsabilités de nation-cadre correspondant au niveau divisionnaire (systèmes de commandement, renseignement, logistique...)* » incluant « *jusqu'à deux brigades interarmes représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres, mettant en œuvre près d'un millier de véhicules de combat*¹⁷. »

Quelle exigence opérationnelle ?

L'exigence opérationnelle pourrait se résumer en une seule phrase ; « *je veux disposer dans un temps contraint d'une quantité donnée de matériels performants sur la durée.* » La performance est à comprendre selon les termes suivants :

- **Supériorité** opérationnelle qui permet de surclasser l'adversaire.
- **Résilience**, qui garantit à la fois la fiabilité mais aussi la capacité à combattre en mode dégradé.
- **Adaptabilité**, qui offre la possibilité de faire évoluer le matériel face à la réalité des opérations.
- **Soutenabilité**, à comprendre comme la capacité à être réparé et à être remplacé (défi des pièces détachées et de la production) ; comme la capacité à être employé (défi des munitions).

¹⁷ Cf. p16, Rapport Annexe LPM 2019-2025.

Quels sont les défis à relever pour l'industrie d'armement ?

Gravir la marche

Pour « *gravir la marche* », l'intensité de l'effort se mesure au regard de la quantité de matériel à mettre en ligne par rapport à la durée de la montée en puissance.

Illustrons le défi de la quantité par quelques chiffres à grosses mailles, qui soulignent l'écart pour passer de la SOR¹⁸ au HEM. Voici pour quelques équipements majeurs, le nombre de matériels déployés pour la SOR puis celui à déployer pour le HEM :

- LECLERC : 20¹⁹ vs 140 ;
- 10 RC (demain JAGUAR) : 30²⁰ vs 130 ;
- Véhicules de combat d'Infanterie²¹ (VBCI / VAB demain VBCI / GRIFFON / SERVAL) : 150 vs 800.

Le délai de remontée en puissance souhaitée, bien que formellement non évoqué dans la LPM, est communément fixé à six mois.

Force est de constater que les contrats de soutien actuels, s'ils permettent d'assurer celui de la SOR et sont en train de s'adapter pour augmenter le taux d'entraînement des forces, sont aujourd'hui dans l'incapacité de soutenir cet effort. À titre d'exemple, sans préparation ni anticipation, l'élongation pour être en mesure de soutenir un engagement majeur serait d'environ 36 mois pour le cas du LECLERC...

Le délai de réaction en vue d'un engagement majeur est directement lié à la démarche d'anticipation mise en œuvre. En liaison avec l'armée de terre et la DGA, il faut **dès le temps de paix** par exemple :

- spécifier le niveau d'engagement attendu (heures consommées, coups tirés) ;
- réaliser les simulations de flux et calculer les stocks nécessaires ;
- identifier les goulots résultants, tant sur les stocks que sur les capacités industrielles ;
- mettre en place les contrats correspondants ;

¹⁸ Il s'agit de la SOR réelle correspondant à l'engagement en 2020 des forces terrestres en opérations et dans les BOA (Bases opérationnelles avancées) (RCI/FFDJ/EAU).

¹⁹ En considérant le peloton déployé dans les pays baltes et l'escadron déployé aux EAU.

²⁰ En considérant les engins projetés au Mali, au FFDJ et en RCI.

²¹ Ces 800 véhicules de combat d'infanterie sont à comprendre selon une acception plus large ; il s'agit de véhicules blindés autres que les chars incluant des véhicules spécifiques pour l'infanterie mais aussi des véhicules porteurs de systèmes d'armes comme des véhicules PC.

- mettre en place des stocks en particulier pour des articles à long cycle de production²² (stocks semi-finis ou composants NTI3 par exemple) ;
- anticiper l'adaptation des capacités industrielles.

La préparation industrielle d'un engagement majeur consiste en effet essentiellement à dimensionner correctement les flux et les stocks, et à les « *pré-contractualiser* », puisqu'il s'agit de s'appuyer ici sur les Maîtres d'œuvre industriels (MOI) et leurs sous-traitants de rang 1 ou 2. Le fait que certains matériels soient plus anciens rend plus complexe cette « *réservation de capacité* » puisque les moyens de productions sont spécifiques, peuvent dater et être en faibles nombres.

Revenons sur la notion de performance telle qu'elle a été explicitée ci-dessus, en commençant par le volet technologique.

Un des premiers défis à relever bien connu du monde capacitaire est celui de la spécification au juste besoin. Celle-ci doit permettre, sans céder à la « *surtechnologie* », de concilier les impératifs de supériorité opérationnelle avec ceux de la résilience, tout en essayant de résoudre la difficile équation entre le nombre et la qualité à l'aune de nos moyens budgétaires. Pour reprendre les mots du CEMAT²³, il faut trouver « *le plus juste équilibre technologique pour assurer notre supériorité opérationnelle.* »

Seul un dialogue encore plus étroit entre les militaires, la DGA et l'industriel peut permettre d'atteindre cet objectif ambitieux mais dimensionnant. Est-il ainsi raisonnable de vouloir équiper un parc complet de véhicules d'un dispositif coûteux qui sera utilisé dans moins de 1 % des cas du profil d'emploi ? À l'exemple de ce qui est développé sur le programme SCORPION, l'aptitude à combattre selon différents stades de mode dégradé est indispensable. La recherche de modes alternatifs qui d'emblée permettent de s'affranchir du risque de ne pouvoir utiliser certaines technologies facilement contestées par l'adversaire doit être également poursuivie²⁴.

La performance d'un matériel terrestre doit également s'apprécier par rapport à ses capacités d'adaptation. Tous les conflits montrent qu'on ne dispose jamais *ab initio* de l'engin idéal.

Disposer d'une réserve de masse suffisante et d'une architecture suffisamment ouverte pour intégrer des kits développés à l'aune des premiers retours d'expérience contribue par exemple à favoriser cette adaptabilité à la réalité des engagements. Sur la durée, ce besoin peut aussi conduire à la conception et au

²² À l'exemple des ébauchés de tubes de canon.

²³ Allocution du CEMAT à l'IFRI mars 2020.

²⁴ Comme par exemple le développement de techniques de navigation non liées au GPS (centrales inertielle).

développement de nouveaux matériels nécessitant de disposer d'une Base industrielle et technologique de défense (BITD) solide²⁵.

Rester sur le palier

En supposant que l'effort de remontée en puissance permette de « *gravir la marche* », il faut maintenant « *rester sur le palier* ». Deux nouvelles exigences sont à satisfaire :

- maintenir : ce qui implique pour l'industriel de disposer de capacités de réparation ;
- remplacer : ce qui implique pour ce dernier de disposer de capacités de production.

Les capacités industrielles de réparation, combinées avec celles de l'armée de terre, doivent permettre de réduire le temps d'indisponibilité du matériel.

Celles de production doivent répondre à une demande pour reconstituer à la fois des matériels détruits comme des sous-ensembles endommagés.

Pour l'industriel, il s'agit donc d'optimiser ses capacités à réparer/échanger avec celles pour produire avec le but de minimiser le temps de privation de jouissance du matériel pour l'opérationnel.

Cet objectif ambitieux nécessite d'anticiper sur les plans technique, industriel et contractuel dès le temps de paix :

- en disposant de différents scénarios fournis par l'opérationnel permettant de construire les flux de pièces détachées, de matériels détruits à remplacer, de munitions consommées ;
- en investissant sur la maîtrise technique des plateformes, qui implique dès leur entrée en service :
- une veille très fine des faits techniques pour débayer les problèmes au fur et à mesure sans attendre le jour de l'engagement ;
- une surveillance de la pérennité des composants et de la capacité des sous-traitants à assurer leur soutien dans la durée,
- en sécurisant des stocks et des capacités à produire, ce qui nécessite de substituer à une logique d'efficience une logique d'efficacité²⁶ ;

²⁵ Pendant la Seconde Guerre mondiale, la BITD des alliés de l'Allemagne était trop étroite ; elle n'aura par exemple pas permis à l'Italie comme au Japon d'améliorer malgré leurs efforts les performances de leurs chars, de leurs navires de guerre et de leurs avions.

²⁶ Un parallèle avec la crise des masques est à ce titre très éclairant et a d'ailleurs été souligné par le CEMAT en audition.

- en préparant et en négociant à l'avance des contrats activables et modulables en tant que de besoin.

Reconfigurer le dispositif de production impose de :

- sécuriser la chaîne d'approvisionnement ('Supply Chain')²⁷ ;
- disposer d'une ressource RH en quantité et en qualité ;
- disposer d'un outil de production (machines-outils, infrastructure...).

De nouveau, l'industriel ne peut agir seul compte tenu des enjeux financiers ; il a besoin de visibilité et d'anticipation avec une prise de risque partagée entre les différents acteurs.

La soutenabilité des matériels, déjà complexe en tant de paix, le devient encore plus dans le cadre d'un conflit majeur. Plus que jamais, elle nécessite de disposer pour chaque matériel d'un maître d'œuvre soutien opérationnel unique :

- responsable unique sur la disponibilité globale du système ;
- unique garant de la configuration (compatibilité définition / stocks / parc en service) ;
- en charge de l'homogénéisation des prestations de maîtrise technique (suivi RETEX, obsolescences) ;
- coordonnant la mutualisation des moyens (gestion des stocks, mise en commun et optimisation des flux fournisseurs).

Des modèles innovants sont également à mettre en œuvre pour augmenter les capacités actuelles tant sur le plan de l'organisation d'une véritable coopération Industries / Régiments (équipes de soutien / maintenance mixtes) que sur la mise au point et le déploiement de nouveaux outils (déjà robustes) comme le télédiagnostic, la réalité augmentée qui permettent de maximiser la capacité opérationnelle en limitant l'impact sur la 'Supply Chain' en base arrière.

La problématique des munitions

L'engagement de la *Task Force* WAGRAM pendant l'opération CHAMMAL a fait redécouvrir que l'emploi de l'Artillerie impliquait des consommations importantes de munitions classiques mais également la nécessité de disposer de munitions guidées permettant des frappes ciblées en milieu urbain.

²⁷ À titre d'exemple le groupe Nexter s'appuie sur un réseau de près de 2 000 fournisseurs ; sur le GRIFFON, s'il conçoit et intègre en liaison avec ses partenaires du GME SCORPION, il fabrique en revanche une très faible part des pièces constitutives du véhicule. Près de 90 fournisseurs constituent la 'supply chain' de Nexter pour ce véhicule.

Le juste équilibre entre la qualité et la quantité doit être dans les esprits pour éviter d'être aspiré dans une spirale ascendante non maîtrisable des coûts de munitions tout en s'assurant de la supériorité opérationnelle nécessaire.

La (re)constitution de stocks de munitions « classiques » permettant de parer dans des conditions jugées acceptables au déclenchement du HEM est indispensable au risque de ne pouvoir satisfaire le critère d'employabilité évoquée ci-dessus. Sur la durée, la problématique de l'approvisionnement en munitions, outre les défis spécifiques de la production (redimensionnement des chaînes, formation d'une main d'œuvre qualifiée...), pose également celui de l'approvisionnement en matière première²⁸.

Un travail commun entre les industriels, la DGA et les opérationnels doit être initié sans tarder pour, à défaut de ne pouvoir constituer les stocks idéaux, dresser un constat des lieux, anticiper et planifier des pistes de remontée en puissance. Il ne faudrait pas, comme le précisait le CEMAT « *perdre la guerre avant de l'avoir livrée parce que l'on sait que nos stocks de munitions sont insuffisants*²⁹. »

Aller plus loin ?

Comme nous venons de le constater, « *gravir la marche* » et « *rester sur le palier* » posent de très nombreux défis pour l'industrie d'armement. Ceux-ci peuvent être, si ce n'est totalement relevés, mais du moins anticipés qu'à la suite d'une analyse partagée entre les opérationnels, la DGA et les industriels.

Est-ce pour autant suffisant ? L'histoire nous montre qu'une remontée en puissance ne se fait pas du jour au lendemain, comme l'a montré la panique qui a saisi les démocraties occidentales à la veille de la Deuxième Guerre mondiale (à la fin des années 1930 pour la France et le Royaume-Uni, au début des années 1940 pour les États-Unis). De même la pleine capacité opérationnelle du complexe de munitions de Roanne ne fut atteinte qu'après la fin de la Première Guerre mondiale. Ces efforts ne purent aboutir qu'avec la mobilisation totale de l'ensemble de l'économie dans ce qu'on appelle « *l'économie de guerre* ».

Ces mesures exceptionnelles d'organisation de l'économie, imposées par l'existence d'un conflit armé de longue durée, se traduisirent par un véritable dirigisme étatique, passant par l'organisation de la production, la mobilisation de la main d'œuvre et le financement de l'effort de guerre.

²⁸ En raison du manque d'acier et de métaux non ferreux, les unités d'artillerie allemande sont très rationnées à partir de 1944. Ainsi à la veille de l'opération *Bagration* (juin 1944), le groupe d'armées centre allemand a 70 000 coups en réserve vs 1 000 000 pour son adversaire soviétique...

²⁹ Audition devant la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale (17 juin 2020).

Est-il concevable aujourd'hui de substituer cette démarche à la logique du marché ?

Est-il réalisable d'imaginer à l'instar des Soviétique pendant l'entre-deux guerres, des usines d'armement et d'automobiles, parfaitement duales³⁰ ?

Au-delà d'une mise en œuvre totalement irréaliste de ce type de mesures dès le temps de paix, il faut en revanche s'interroger à froid sur la capacité légale et contraignante de mobiliser **l'ensemble** des industriels sans attendre le moment où le besoin se déclenche.

Alors que la résurgence de la menace d'un conflit majeur semble être une éventualité partagée par la plus grande partie d'une classe politique, marquée par l'épisode de la crise sanitaire, il peut être opportun, profitant des travaux de revoyure de la LPM, de développer une vraie stratégie industrielle globale. Celle-ci en intégrant un volet « *politique industrielle de défense / économie de guerre* », englobant toutes les activités liées à l'industrie, pourrait permettre de définir de façon collégiale la vision, l'anticipation et la préparation méticuleuse qui apparaissent incontournables pour relever les défis évoqués.

En complément d'un volet purement national, cette stratégie industrielle doit comporter un indispensable volet de coopération en s'inscrivant dans une dimension européenne. La résilience de nos capacités de réparation et de production, au regard des impératifs du HEM, ne consiste en effet pas à fabriquer en France tout ce dont nous avons besoin ou pourrions avoir besoin. Elle repose sur la capacité à redéployer un outil industriel avec agilité rapidement et efficacement vers les besoins devenus critiques à un instant T, en s'appuyant sur une BITD robuste et diversifiée. Celle-ci a été fragilisée par la crise de la Covid-19, du fait des réductions des marchés connexes, qui font peser sur les seules activités de défense l'entretien des compétences et des outils de production, les renchérissant de manière mécanique.

Pour résumer

Ce court survol montre que s'engager dans la durée en un temps limité sur une grande échelle à l'aune de nos contrats opérationnels actuels est un véritable défi pour l'industrie d'armement.

³⁰ L'idée était d'avoir des usines à double usage : tracteurs et/ou blindés tous chenillés ; cette communalité entre le tracteur soviétique et le T34 permit de produire les 105 251 chars soviétiques, prouesse préparée bien avant la guerre.

« *Gravir la marche* » puis « *rester sur le palier* », s'apparente à ce que l'on demande à un sportif lorsqu'il lui faut à la fois travailler en résistance et en endurance.

L'enjeu spécifique de la soutenabilité des matériels dans un conflit de haute intensité est peut-être le maillon faible de la capacité de l'armée de terre à relever le défi global, dont plusieurs enjeux ont été présentés dans ce dossier.

Au-delà des indispensables travaux d'état des lieux et de planification à conduire par le triangle opérationnels-DGA-industriels, cette problématique remet en lumière le caractère éminemment transverse de la défense, souligné par l'ordonnance de 1959, rappelant en particulier la nécessaire mobilisation en tant que de besoin de l'ensemble des acteurs économiques dont industriels à son profit, sous l'autorité d'un État qui sait se montrer stratégique, faisant en particulier sien l'exigence d'anticipation. Le besoin de remontée en capacités étant d'autant plus difficile à surmonter que la décision de préparation est tardive.





De la basse à la haute intensité : évolution et non-révolution

Pour le GCA (2S) Jean-Claude THOMANN la résurgence éventuelle d'un combat de haute intensité, qu'il n'envisage pas à nos frontières, ne remet pas fondamentalement en cause notre outil militaire, qu'il faut toutefois bien évidemment faire évoluer.

L'évolution des conflictualités dans le monde génère beaucoup d'inquiétude chez nos experts militaires car les Européens, nourris au lait des dividendes de la paix, ne semblent guère aptes à affronter des épreuves rappelant celles que leurs aînés de la première moitié du XX^e siècle ont connues, avec l'engagement dans une « *guerre totale* », mobilisant toutes les ressources de la Nation et caractérisée par l'importance colossale des pertes humaines, matérielles et des destructions.

Pourtant, fondées sur le durcissement continu des affrontements, sur les ambitions croissantes d'un certain nombre d'États dans le monde qui « *réarmement* » sans compter et sur le développement prévisible de technologies augmentant les dimensions du futur champ de bataille (cyber, espace, milieu sous-

marin, drones armés) et concomitamment les capacités de destruction ciblées, les analyses convergent pour indiquer que nous entrons dans une nouvelle ère de conflictualités aux développements imprévisibles.

C'est donc bien dans ce cadre qu'il faut inscrire la réflexion sur la nécessité de préparer nos forces et subséquemment notre pays à des conflits dits de haute intensité par opposition à nos engagements récents, caractérisés eux par une asymétrie permettant au différentiel technologique en notre faveur d'imposer tactiquement notre volonté en limitant les effectifs à mettre en œuvre, avec un minimum de pertes humaines et matérielles et en usant de modes d'action réduisant l'emploi de la violence armée en allant parfois jusqu'à privilégier une « *démonstration de force* » devenue un mode d'action en soi.

Le constat est clair : face aux menaces émergentes ou déjà avérées et au changement de paradigme en cours pour les opérations terrestres, notre actuel outil de projection de force et d'intervention armée, pour performant et efficace qu'il soit, doit évoluer pour mieux prendre en compte le désormais inéluctable durcissement des conflits dans lesquels il pourrait être engagé.

Sur le plan technique, les principales questions concernent pour l'armée de terre la révision du dimensionnement de ses capacités de manœuvre, de feu et de soutien, générant probablement des rééquilibrages et un réexamen des priorités au sein de et entre ces différentes fonctions opérationnelles.

En effet, notre armée, organisée en corps expéditionnaire, privilégie la modularité et une extrême flexibilité dans l'emploi de moyens qui mettent l'accent sur la mobilité et la capacité de manœuvre de petites unités opérationnelles au détriment de la puissance de feu et de l'effet de masse que confèrent une artillerie étoffée et un important parc de blindés lourds.

À ce déficit capacitaire, il faut également adjoindre un déficit en moyens de défense sol-air qui avait été rendu acceptable par le caractère asymétrique de la plupart de nos engagements, induisant une absence de menace aérienne, absence plus qu'improbable dans le cadre d'affrontements de haute intensité. Enfin, tout l'art de la guerre se fonde sur des capacités logistiques adaptées au format des forces et à la nature de l'engagement : point n'est besoin d'être grand clerc pour constater qu'en la matière nos capacités seraient plus que sérieusement à corriger, qu'il s'agisse entre autres de l'étendue de nos stocks de munitions ou des capacités du Service de Santé de gérer les afflux massifs de blessés que présuppose un combat de haute intensité.

Notons au passage que les besoins en puissance de feu pour la haute intensité peuvent faire resurgir la question du nucléaire tactique, surtout si, alors qu'on assiste à une prolifération des armes nucléaires, certains États n'hésitent pas à menacer d'en faire usage. Nous avons dans ce domaine un savoir-faire technique,

qu'il serait relativement aisé de remettre en œuvre, si d'aventure nous y étions contraints par des prévisions de rapports de force trop défavorables.

Ainsi des arbitrages délicats devront selon toute vraisemblance s'effectuer au niveau de ressources budgétaires constant, ou au mieux en légère augmentation, du moins tant qu'une menace existentielle prochaine et perçue comme inéluctable ne sera pas là pour rappeler au Politique et à la Nation la nécessité d'un effort résolu pour faire face : notre Histoire est malheureusement là pour en témoigner, ce qui, au demeurant, doit convaincre les chefs militaires de continuer sans relâche à mettre les autorités politiques devant leurs responsabilités.

Ils devront aussi veiller à ce que ne soit pas jetée l'eau du bain avec le bébé, en d'autres termes à ce que les capacités conséquentes réalisées à ce jour pour un certain mode d'intervention ne soient pas bradées au profit de la nouvelle *doxa* de la haute intensité. Comme toujours en France où l'extrémisme cartésien et le dogmatisme conduisent à privilégier le concept sur les réalités, nombreux seront les adeptes de la « *nouvelle pensée* », prêts à détruire un acquis validé au profit de chimères plus ou moins réalisables.

Faut-il rappeler que, dans un passé récent et à la fin du « *monolithisme* » de masse généré par la guerre froide, la nécessité de recourir à la modularité pour exploiter au mieux une ressource opérationnelle professionnalisée rare et coûteuse dans des conflits de basse ou très basse intensité a conduit certains « *penseurs innovants* » à proposer de décliner de manière totalement excessive, voire délirante, cette modularité. Si ces élans ont pu, en phase initiale, être maîtrisés par les tenants du bon sens, il n'en reste pas moins qu'ils ont laissé des traces et conduit lentement mais sûrement sous la pression des contraintes budgétaires et de la mode de l'innovation à la mise au rencart de l'unité de commandement et à une organisation rompant le lien organique entre les forces et leur soutien, toutes choses dont on peut mesurer aujourd'hui objectivement l'inefficience, voire la dangerosité.

Mais si on s'inscrit dans le cadre d'une révision raisonnée et raisonnable du modèle terre actuel, doivent être posées un certain nombre de questions fondamentales qui précèdent les solutions techniques à adopter.

La première de ces questions, la plus décisive, est celle du niveau de nos ambitions opérationnelles pour les forces terrestres : une évolution plus ou moins marquée certes, mais pour quoi faire, contre qui et avec qui ?

Si on considère que toute atteinte à nos intérêts vitaux sur le territoire national par l'emploi direct d'une force armée étrangère est exclue du fait de notre dissuasion nucléaire, dogme qui ne paraît pas devoir être remis en cause à moyen et même long termes compte tenu de son rapport coût-efficacité sans concurrence, dans quel contexte et sur quels théâtres envisage-t-on d'engager nos

forces terrestres ? On reste en fait a priori dans une perspective de projection plus ou moins lointaine de forces, fussent-elles durcies et plus « *musclées* » qu'actuellement. Car les grandes et massives chevauchées de nos frontières à la trouée de FULDA chères à notre ex-1^{re} Armée appartiennent selon toute vraisemblance au passé même si nombre d'enseignements de ce type d'engagement peuvent être retenus pour la conception des modes d'action futurs.

Toutefois, en matière de dissuasion et dans le cas très spécifique de notre pays, nous devons faire face à une problématique particulière qui conjugue impératif de défense du territoire et capacité de projection de forces : il s'agit de la défense de nos territoires ultramarins. Bien que ressortant de nos intérêts vitaux, sont-ils couverts par notre dissuasion nucléaire avec la même « *intensité* » que le territoire métropolitain ? C'est un sujet délicat mais qui ne doit pas être esquivé parce qu'il présente une possibilité certaine d'occurrence à moyen terme et peut être un facteur déterminant pour définir nos capacités d'action futures. En effet la logique voudrait que si, en cas d'attaque d'un ou plusieurs de ces territoires, on hausse le seuil de la riposte nucléaire par rapport à celui du territoire métropolitain, on en déduise la nécessité d'un engagement conventionnel préalable permettant de faire réellement face à l'agression et de l'annihiler. On reste bien alors dans une capacité de projection de forces pour la défense d'un espace restreint qui, quoique musclée, paraît à la mesure de nos capacités nationales potentielles.

Dans le même ordre de questionnement, peut-on, hors impératif de défense de nos territoires d'outre-mer, définir une zone d'engagement plus probable qu'une autre et avec quelles caractéristiques ?

Dans le contexte actuel, les lisières Est et Sud-Est de l'Europe, étendues aux rives du Moyen-Orient, et le bassin méditerranéen de manière globale sont certainement un sujet de préoccupation majeure. Dans cette zone, la probabilité d'engagements symétriques de haute intensité est suffisamment élevée pour justifier pleinement une révision de nos capacités terrestres orientées sur leur durcissement, voire leur renforcement quantitatif. Il reste à définir quelle devrait être notre participation à un engagement qui ne pourrait être que le fait d'une coalition compte tenu des capacités de l'adversaire potentiel et des conditions géopolitiques de cette zone très sensible. C'est bien à l'aune de ce théâtre d'opérations qu'il semble nécessaire d'évaluer en priorité nos besoins qualitatifs comme quantitatifs en matière de forces terrestres.

Par ailleurs continuera à se poser la problématique de nos interventions en Afrique subsaharienne, région dont, pour de multiples raisons, nous ne pouvons pas nous désintéresser. À moyen comme sans doute à long terme, nous y resterons, au minimum comme nation-cadre, dans un contexte d'engagements asymétriques, même si les contournements de notre puissance par le terrorisme ou l'emploi à faible échelle d'armes performantes pourront, comme c'est déjà le cas

aujourd'hui, limiter l'impact de nos actions armées ou mettre en danger localement certaines de nos unités. Les capacités liées à la haute intensité ne paraissent donc pas vraiment décisives à l'horizon visible pour nos interventions dans ces régions du continent africain, même si leur acquisition permettrait d'accentuer la supériorité opérationnelle dont nous bénéficions actuellement.

Enfin, aucune hypothèse ne devant être exclue tant les surprises stratégiques nous commandent de prévoir l'imprévisible, demeure un champ des plus vastes, théâtre actuel comme potentiel de multiples conflits de dimensions variables et dans lesquels nos intérêts stratégiques pourraient justifier une action autre que diplomatique ou économique de notre part, ou, si elle existe un jour, d'une Europe de la Défense dans laquelle nous jouerions un rôle majeur : il s'agit bien du reste du monde au sens le plus large, des pôles aux continents asiatique et américain. Dans tous les cas, pour les forces terrestres, nous serions encore dans une logique de projection, génératrice en elle-même de nombreuses limites capacitaires et induisant obligatoirement une action armée en coalition, ce qui laisse un assez grand degré d'appréciation sur le niveau d'engagement auquel il faudrait consentir au regard de nos intérêts et donc sur le format de forces dont il faudrait disposer pour influencer ou non sur le déroulement des opérations.

Pour conclure ce tour d'horizon des plus sommaires, il apparaît nettement qu'à l'exception de nos territoires ultramarins tous nos engagements terrestres futurs devraient s'effectuer dans le cadre de coalitions, pour en assurer entre autres la légitimité dès lors qu'ils ne ressortent pas de nos intérêts vitaux. Or la « *mort cérébrale* » de l'OTAN, pour durable qu'elle soit, et les balbutiements de l'Europe de la Défense, dont la gestation risque bien de durer encore quelques décennies sauf menace directe provoquant un incontournable besoin d'unité militaire pour les États européens, laissent entrevoir que c'est dans le cadre de coalitions *ad hoc* que pourront s'effectuer de futures opérations terrestres de haute intensité. Ceci posera inéluctablement la question de savoir si de telles coalitions sont capables de frapper vite et fort dès lors qu'une menace directe et sans ambiguïté est décelée. Il s'agit là d'une interrogation majeure dans le contexte des sociétés démocratiques occidentales.

En effet, cette évolution vers l'aptitude à la haute intensité ne devra pas éluder les écueils, beaucoup moins maîtrisables que la réalisation de capacités budgétaires ou matérielles, qu'induisent les caractéristiques de notre société occidentale actuelle. Dans celle-ci, la psychologie collective et individuelle, l'omniprésence médiatique et l'influence croissante des réseaux sociaux, l'évolution des référentiels de valeurs, l'attitude devant la mort sont autant d'obstacles pour l'acceptation des conséquences d'affrontements de haute intensité, marqués inéluctablement par l'importance des pertes humaines et matérielles ainsi que l'ampleur des destructions.

Dans un tel contexte, le recours, à la conscription pour accroître la « *masse de manœuvre* » de nos forces, ne peut qu'augmenter les difficultés inhérentes à la gestion de conflits de haute intensité hors de notre territoire. Même si on peut regretter que notre outil de défense ne mobilise en fait que moins de 0,4 % de notre capital démographique national, force est de constater que cette faible empreinte est une des raisons essentielles pour lesquelles l'engagement de nos forces à un excellent taux d'acceptabilité dans la population. Cette acceptabilité serait certainement remise en cause pour des affrontements de haute intensité mais à un degré bien moindre que s'il s'agissait d'enregistrer des pertes humaines importantes affectant des conscrits.

In fine, quelles que soient les options retenues pour mieux préparer nos capacités d'action militaire au retour de la haute intensité, voire de la guerre, une clé fondamentale pour la réussite de la transformation à conduire réside dans tout ce qui ressort des « *forces morales* ». Dans ce domaine, dont tous les historiens soulignent l'importance incontournable pour l'obtention de la victoire ou du « *succès des armes* », et sans considération de tout ce qui est à entreprendre pour donner à la Nation la résilience indispensable, l'accent devrait être mis sur la capacité des forces à encaisser des chocs majeurs, à gérer pertes humaines et matérielles sans dévier de l'objectif fixé et à poursuivre le combat en mode dégradé dès lors que les outils de la technologie seront défailants ou neutralisés.

C'est bien là un très vaste programme pour la préparation opérationnelle des unités et de leurs chefs ainsi que des PC qui, sur le plan psychologique, vont avoir à maîtriser un univers des plus « *inhumains* », en décalage complet avec les tendances profondes de la société civile à laquelle ils appartiennent. Au-delà des débats sur l'évolution du format et de la nature de nos forces, il s'agit bien là du défi prioritaire et de la « *mère de nos futures capacités opérationnelles*. »

Ainsi peut-on considérer que l'évolution des conflictualités dans lesquelles nous pourrions être engagés à court comme à moyen ou long terme nécessite un renforcement et un durcissement de nos capacités d'action terrestre. Mais à l'exclusion de notre territoire ultramarin et concernant les potentialités d'action de forces terrestres, ces conflictualités, pour graves qu'elles puissent être, ne devraient pas *stricto sensu* affecter nos intérêts vitaux qui restent couverts par la dissuasion nucléaire. Ce n'est donc pas dans un contexte de mobilisation générale de la Nation et de retour à la conscription qu'il faut inscrire nos actions terrestres futures.

Cependant, compte tenu des risques encourus lors des engagements de haute intensité, dans un environnement sociétal et politique marqué par la sacralisation du principe de précaution et la versatilité des opinions publiques, toute participation à des combats de haute intensité sera une épreuve redoutable pour les autorités politiques qui devront assumer pertes et destructions. Alors que

l'action de force en coalition est toujours des plus complexes, cela imposera à nos forces terrestres d'être capables de frapper fort d'emblée et de rechercher la décision du niveau tactique sans dilapider un temps précieux politiquement par des délais de montée en puissance ou de manœuvres préparatoires prohibitifs pour obtenir l'acceptation publique de ces engagements. Il s'agit donc bien, compte tenu de nos limites en matière de réserves humaines et matérielles, de mettre au point un outil d'intervention musclé mais dont l'usage opérationnel ne peut être que limité et circonscrit dans une durée relativement courte.

Tout concourt donc à montrer qu'une évolution de la nature, voire du format de nos forces terrestres est certes nécessaire, mais qu'il ne s'agit pas d'une révolution mettant fondamentalement en cause le modèle actuel comme l'a pu être en son temps le passage de notre corps de bataille à une force de projection. Le défi est bien de conserver des capacités de projection tout en se dotant de moyens et d'une doctrine qui, par leur nature, peuvent rappeler ce qui faisait jadis la puissance de notre corps blindé-mécanisé.





Faut-il rétablir le service national ?

Doit-on rétablir le service militaire pour faire face aux menaces qui montent ? Pour le GCA (2S) Alain BOUQUIN la réponse est clairement non, ce qui n'exclut pas de nous doter d'une organisation solide pour appuyer et relever le combattant de première ligne et pour compenser les pertes.

Historiquement, la conscription a été conçue et mise en œuvre pour répondre aux défis posés par une menace existentielle : la « *Patrie était en danger* », il convenait d'opérer « *une levée en masse* » pour fournir les effectifs militaires nécessaires aux forces de « *la Nation en armes* ».

Mobilisation, gros corps de bataille, espaces d'entraînement, réserves, service militaire, puis national... sont devenus au fil des réformes les rouages majeurs d'une organisation visant à doter le pays d'une armée « *de gros bataillons* » apte à s'opposer à l'invasion du territoire national par un ennemi nombreux et puissant. La conscription était, dans la conscience collective nationale, la réponse incontournable du pays face à la menace d'un conflit majeur.

Mais avec le temps, la conscription est progressivement devenue également **un outil éducatif : le lieu de l'apprentissage de l'esprit de défense**. Elle a ainsi revêtu une double vocation, militaire et citoyenne : elle était l'endroit où on apprenait à se battre pour son pays, mais aussi celui où on découvrait, et on comprenait, pourquoi ce pays méritait qu'on se batte pour lui...

Si on réfléchit à doter à nouveau la France des capacités lui permettant de faire face à un conflit majeur de haute intensité, la question se pose donc presque naturellement : **doit-on rétablir le service national sous une forme militaire ?**

Il semble cependant que les conditions de son utilité aient changé. Et que la double vocation évoquée plus haut ait perdu une partie de son sens...

Aura-t-on besoin d'effectifs ?

Oui, mais pas autant que ce que l'on pense. Les armées contemporaines sont des outils de haute technologie ; les équipements modernes sont devenus très onéreux et leur nombre diminue au fur et à mesure que leur prix augmente. Elles sont ainsi devenues petites par la force des choses, du fait du poids des budgets qu'elles exigent : dans l'armée de terre, ce ne sont pas aujourd'hui les hommes qui font défaut mais les équipements dont il faudrait les doter !³¹

Même si on retrouve de la masse — et cela est hautement souhaitable, ainsi que le rappellent les chefs militaires, car nos armées sont objectivement sous-dimensionnées — même si on double ou on triple les dotations matérielles, on restera sur un format réduit. Il serait d'ailleurs intéressant d'identifier s'il existe un effet de seuil et une taille minimale pour la haute intensité... ce qui est un autre sujet.

Ces **forces réduites** n'ont donc **plus vraiment besoin d'effectifs pléthoriques** : à quoi servent les 800 000 jeunes d'une classe d'âge quand on n'a que 200 chars LECLERC à armer ? On serait très loin de pouvoir donner des emplois de combattants à toute la ressource humaine que permet la conscription. C'est ainsi : la taille des armées est désormais déterminée par la quantité des moyens dont on peut les doter. On ne doit donc pas se leurrer en parlant de masse : on ne retrouvera jamais celle qui fut la nôtre lors des grandes guerres du XX^e siècle car son coût est devenu inaccessible, sauf à accepter un déclassement technologique dangereux...

³¹ C'était déjà le cas dans les années 90, avant la professionnalisation : les besoins en appelés étaient très inférieurs aux ressources fournies par la partie masculine d'une classe d'âge.

La **question des pertes** et de leur remplacement doit en revanche être posée pour la haute intensité. C'est en fait la question de la durée et de l'aptitude à entretenir un effort de guerre de longue haleine. Il faudra probablement évaluer la ressource qui serait nécessaire pour reconstituer des forces ayant subi une forte attrition. En rappelant que le volume total de la force opérationnelle terrestre est aujourd'hui de moins de 80 000 militaires... Les effectifs supplémentaires pourraient également servir à couvrir les missions de défense du territoire.

On peut imaginer diverses pistes : **engagés, réservistes opérationnels, volontaires...**

La priorité semble être d'accroître les effectifs d'engagés, pour atteindre un ratio raisonnable (de l'ordre de 1,2 à 1,3 à estimer finement) entre ressource humaine disponible et postes à honorer.

Il faut certainement aussi travailler sur **une augmentation de la réserve** et sur **une adaptation des conditions de son emploi opérationnel**. Car elle aura sans aucun doute, plus encore qu'aujourd'hui, sa place pour assurer le fonctionnement des bases arrière, reprendre à son compte des missions sur le territoire national, en lieu et place des soldats d'active, mais aussi sans doute pour reconstituer les unités engagées qui subiront une forte attrition. La formation de nos réservistes, leurs équipements et leur concept d'emploi doivent donc être revus avec ces perspectives d'emploi.

L'organisation, les missions et le fonctionnement de la garde nationale des États-Unis pourraient servir de base de réflexion pour une telle réforme...

La composante réserve de type RO2³² (réserve opérationnelle de deuxième niveau) sera la plus à même de combler les pertes subies dans les unités, en raison de la formation récente des personnels concernés. Il faudra cependant les remettre à niveau dans des centres d'entraînement dédiés à concevoir et à organiser en amont.

La réutilisation d'équipements récemment retirés du service peut être également une piste à explorer pour mieux équiper notre réserve, en lui donnant des moyens qu'elle n'a pas aujourd'hui pour remplir des missions sur le territoire national.

L'appel de volontaires est une troisième piste. Mais pour être opératoire, cette piste doit avoir été mise en forme et organisée au préalable. Le temps n'est sans doute plus où il suffisait d'accueillir dans nos casernes des étrangers qui voulaient servir la France attaquée en tant que « *engagés pour la durée de la guerre* » et qui n'avaient aucune formation militaire.

³² La réserve opérationnelle est composée d'une réserve opérationnelle de premier niveau (RO1), regroupant les citoyens français volontaires, issus de la société civile, avec ou sans expérience militaire et d'une réserve opérationnelle de deuxième niveau (RO2) constituée de tous les ex-militaires d'active soumis à une obligation de disponibilité durant les 5 ans suivant leur départ des forces armées.

Et enfin il faut, dans les trois cas, se poser la question de la montée en puissance de cette ressource surnuméraire : doit-elle être permanente ? Ou faut-il prévoir de l'activer en cas de crise ? En espérant que le temps requis pour atteindre son aptitude opérationnelle n'excèdera pas celui de la dégradation de la situation internationale...

Aura-t-on besoin de rusticité, de résilience, d'esprit de défense ?

Ces dispositions collectives resteront indispensables pour que les forces armées conservent leur efficacité dans un contexte de conflit majeur. Or, plus que jamais, les jeunes Français ont besoin de repères et de convictions. Dans un monde qui cultive l'individualisme, le confort, la liberté... il sera vital qu'ils retrouvent les vertus qui ont été celles de leurs aïeux, grognards, poilus ou tirailleurs, si on veut faire d'eux des guerriers aptes à la haute intensité, aptes aux plus grandes épreuves collectives.

Dans des conditions extrêmes, lorsque le sang coulera, lorsque des moyens mécaniques puissants satureront le champ de bataille, lorsque la peur sera revenue, il faudra des hommes et des femmes éduqués à **l'esprit guerrier**. La résilience reprendra sa plus simple signification : rester capables de remplir sa mission quand tout va mal ! Et seuls ceux et celles qui auront des vertus de défense profondément ancrées en eux seront en mesure de pratiquer cette résilience élémentaire. Seuls ceux et celles qui savent pourquoi on combat, et pourquoi on meurt, resteront fermes dans l'enfer que constitue un combat de haute intensité poussé à son paroxysme.

Ces vertus sont connues : courage, esprit de sacrifice, sens du service, don de soi, endurance, rusticité... Elles ne sont pas innées ; il faut les susciter, les motiver, les inculquer, les entretenir. Et c'est précisément le rôle que le service national peut jouer au profit de la jeunesse. C'est dans cette perspective que le rétablissement, sous une forme à définir, d'un service national doit être envisagé.

Le Service national universel (SNU) voulu par le Président peut-il remplir ce rôle ? Cela dépendra de la forme, du contenu, de la durée qu'on lui donnera... Il ne pourra disposer les jeunes Français à combattre dans les environnements les plus violents et les situations les plus désespérées que s'il les prépare à affronter une certaine brutalité, à endurer l'insoutenable, à rester digne dans la tempête. Il doit donc comporter une dose de mise en condition permettant de forger les caractères et de durcir les corps... Il n'est pas certain que le SNU prenne cette

direction... Alors qu'il est rassurant de constater qu'il ne manque pas grand-chose aux jeunes Français pour se réapproprier les vertus guerrières de leurs pères !

Une autre question est celle du « **déficit générationnel** » : le service national est suspendu depuis 1997. Une génération complète de Français (et de Françaises !) a « *échappé* » à cette contrainte et en a perdu les bénéfices. Combien faudrait-il de temps entre un éventuel rétablissement et de réels effets sur la volonté collective de ne pas subir en cas de situation exceptionnelle ou de conflit majeur ?

* * *

La question du rétablissement d'un service national, sous une forme éventuellement militaire, doit donc être examinée avec soin dans le cadre des travaux sur la haute intensité. C'est en fait la question de sa vocation profonde qui doit être posée : outil de **génération de masse militaire** et/ou **outil d'éducation à l'esprit de défense** résilient ?

Ce double besoin appelle peut-être une **double réponse**.

Sur la question des **effectifs**, il est évident que le combat de haute intensité est une activité consommatrice de ressources de toutes natures. Des recomplètements en hommes seront donc indispensables pour durer. Mais **la conscription** est probablement **une réponse trop riche pour le besoin**. Surnombre d'engagés, adaptation de la réserve et dispositif pour les volontaires sont des réponses mieux adaptées et en tout état de cause suffisantes.

Sur le sujet de **la capacité morale du soldat**, et plus globalement du niveau de préparation de nos concitoyens à un conflit majeur (*« dans les cœurs et dans les esprits »*), c'est de toute évidence **une action pédagogique en profondeur** qui est attendue. **Le SNU** a vocation à jouer une large part à cette action. Il est important de s'assurer que ses conditions de mise en œuvre (durée, cadre matériel, matières enseignées, rusticité, mise à l'épreuve...) correspondent bien à un objectif de résilience bâtie sur la volonté et l'endurance insufflées...

Dans ces deux directions, le facteur temps sera déterminant : le sursaut attendu pour redevenir capable de faire face aux grandes épreuves qui peuvent menacer l'existence de la Nation est une urgence, mais les dispositions à prendre n'auront pas d'effets immédiats...





Et si l'arrière craquait ?

Convenons avec le GCA (2S) Jean-Tristan VERNA que tout autant, sinon plus que les armes, ce sont bien les Français qu'il s'agit de préparer aux conséquences d'un éventuel conflit que personne ne veut envisager au sein d'une opinion publique qui pourrait facilement se faire manipuler.

Abstract : Un engagement majeur face à un État « *souverainiste et autoritaire* » mettrait à mal « *les cœurs et les esprits* » de notre société, dès à présent traversée par des courants antagonistes et peu préparée à une prise de risque à l'enjeu contesté. Dans ces conditions, l'engagement des armées devra être rapide et foudroyant, ce qui nécessite d'augmenter son potentiel capacitaire et d'être prudent sur la notion de coalition. Il devra également être accompagné d'une manœuvre tactique de communication, dont la crise sanitaire récente permet de définir un modèle possible.

Comment notre société réagirait-elle, ou plutôt « *interagirait-elle* », face à l'engagement de nos armées dans un conflit de haute intensité ? Telle est la question qui m'est venue à l'esprit au moment où cette « *haute intensité* » devient un thème récurrent dans la prise de parole des chefs militaires et des analystes professionnels.

Il est de bon ton de citer Marc BLOCH et son « *Étrange défaite* ». Comme cela a été développé par une autre contribution à ce dossier, avant 1940, aucun esprit informé et rationnel ne pouvait ignorer la menace évidente que faisait peser l'outil militaire mis sur pied par l'Allemagne nazie. La guerre civile en Espagne avait été là pour l'illustrer. Mais, très majoritairement, « *la société de l'Avant-guerre* » refusa d'envisager cette menace et les mesures préventives qu'elle appelait. La société, c'est-à-dire les citoyens, leurs représentants politiques, et les relais d'opinion les plus influents parmi la presse et l'intelligentsia, qui presque tous trouvèrent leur compte dans « *la drôle de guerre sans coup de fusil.* »

Avant toute chose, comment peut-on caractériser aujourd'hui « *l'engagement majeur* » pour reprendre le terme choisi par le chef d'état-major des armées (*Le Monde*, 14 juillet 2020) ?

Tout d'abord l'ennemi. Ce sera forcément un État, et non plus une nébuleuse terroriste sponsorisée. Un État parmi les quelques-uns que l'on qualifie de « *souverainiste et autoritaire* » et disposant de moyens militaires aussi complets que ceux que nos armées revendiquent. La liste en est courte et connue. Notons au passage que la petite demi-douzaine d'États auxquels tout le monde pense bénéficient en France de nombreux sympathisants, y compris au sein du personnel politique et des relais d'opinion influents.

Ensuite, « *pour quoi combattrons-nous ?* » Sans doute pas pour la survie physique de notre pays et de sa population. L'enjeu visible sera donc limité et géographiquement assez lointain, même si sa valeur réelle devrait être forte en termes économiques (liberté de circulation...), géopolitiques (respect des frontières établies...) ou moraux (respect du droit humanitaire...). Autant dire que cet engagement majeur pourra facilement être qualifié par l'un ou par l'autre d'ingérence malvenue, comme ce fut le cas, dans un autre cadre, lorsque la France proposa, voire imposa, son aide au Liban après les explosions d'août 2020. Quant à l'enjeu humain, peu de chances qu'il soit perçu par l'opinion publique et les médias avec autant d'acuité que lorsque les attentats de novembre 2015 laissèrent 130 corps sans vie dans les rues de PARIS.

Ce « *pour quoi nous combattrons* » fait que nous ne combattrons certainement pas seuls. Nous serons au sein ou à la tête d'une coalition ? Tous ses membres seront-ils en odeur de sainteté auprès de nos compatriotes ? Il y en a au moins un, quasiment incontournable, dont la cote est aujourd'hui au plus bas, alors que peu de gens savent combien il nous aide activement mais discrètement au Sahel.

Enfin, « *à quoi cela ressemblera ?* » À ce dont au fond de nous-mêmes, militaires, n'avons pas totalement fait notre deuil à l'issue de la guerre froide : la vraie guerre, celle de la vraie tactique, feu, mouvement, protection, avec les unités blindées manœuvrant en offensive / défensive, appuyées par des feux puissants, terrestres et aériens, le tout valorisé par les nouvelles technologies du numérique et de la robotique. Une valorisation sur laquelle repose l'espoir de limiter les pertes humaines, directes ou collatérales, et les destructions matérielles, puisque les experts nous disent qu'il y a plus de chance que cela se passe dans une région côtière urbanisée plutôt qu'aux confins du désert de Gobi. Mais des pertes, au minimum des pronostics de pertes alarmants, il y en aura, sans doute frappantes dans les cœurs et les esprits de la population.

Pour terminer, n'oublions pas que les analyses stratégiques traduites dans les livres blancs successifs s'accordent pour établir que cet engagement majeur ne se concrétiserait sur le terrain qu'à l'issue d'une période de crise diplomatique, période indispensable à la montée en puissance du gros de la force à déployer, mais propice à la multiplication des débats biaisés sur l'opportunité, la légitimité, la nature et les risques de l'engagement.

Venons-en maintenant à la société qui serait confrontée à cette « *hypothèse d'un engagement majeur* ». On peut la décrire, de façon sans doute caricaturale, au travers de ses attentes et de ses comportements collectifs actuels.

C'est la société qui vient de traverser la crise sanitaire et ses débats à n'en plus finir, au mieux contradictoires, pour beaucoup sans fondements rationnels, c'est la société qui se mobilise pour la défense de la biodiversité, pour le « *vivre et produire local* », et qui combat les « *200 qui nous empoisonnent* » sans précisément savoir les nommer, c'est la société qui s'enflamme lorsqu'un afro-américain meurt sous les coups de sa police et qui fait de chaque sujet sociétal un combat idéologique et systémique, c'est la société qui se déchire sur le difficile équilibre à trouver à moyen terme entre les nécessités socio-économiques du court terme et les enjeux environnementaux et humains du long terme. Un équilibre où la détermination des court, moyen et longs termes est d'emblée sujet à discussion passionnée.

C'est désormais une société multiculturelle où le débat est permanent, ouvert, souvent non maîtrisé ou maîtrisable, « *viral* » dit-on, avec autant d'experts que d'internautes, et surtout où la parole des experts qualifiés et des responsables en poste n'est ni reconnue d'emblée, ni tout simplement audible.

Cette description de la société est caricaturale car l'opinion publique (la France d'en bas) est assez partagée sur tous ces sujets. En revanche, elle traduit à mon avis le bruit médiatique et la production intellectuelle qui transpirent de la France d'en haut...

« *En face* », qu'en serait-il ? Les sociétés des pays que nous avons en tête possèdent tous une frange contestataire, populaire au mieux, intellectuelle au minimum. Nos médias, nos intellectuels, une partie de notre personnel politique s'en font les relais, à juste titre. Mais force est de constater que ces pays ont une population souvent très homogène sur le plan culturel, pour ne pas dire sur le plan « *ethnique* ». L'opinion publique et ses relais y suivent majoritairement la ligne des responsables politiques.

Cette ligne politique s'appuie de plus en plus sur un récit national puisant au plus profond de leur identité historique, de leur « *nationalisme* », à l'opposé des récits nationaux sur lequel se fondent nos sociétés démocratiques ouest-européennes. La Russie s'inspire autant de Pierre le Grand que des souvenirs du « *bon temps* » de l'Union soviétique ; la Turquie rêve de la zone d'influence ottomane, mais exclusivement en langue turque ! À l'opposé, notre récit national ne débute en fait qu'en 1789, en prenant soin de gommer l'épisode napoléonien, de renier l'expansion coloniale et de ne surtout pas qualifier de « *grande guerre patriotique* » une première guerre mondiale dont les souffrances et les sacrifices sont désormais volontiers imputés aux responsables politiques et militaires français qui y furent confrontés.

Ajoutons pour terminer, que ces pays se sont dotés de moyens, législatifs et techniques, leur permettant de contrôler, voire d'interdire, l'accès de leur population à la presse libre, à internet et aux réseaux sociaux. En dépit d'un arsenal législatif relativement étoffé, mais orienté face à la menace terroriste, on voit mal comment de telles actions pourraient être mises en œuvre en France, à grande échelle et « *pour la durée de la guerre* ». La censure récente de la loi « *AVIA* » par le Conseil constitutionnel augure de l'intensité des débats qu'elles ouvriraient.

Ma conviction est donc que dans « *l'hypothèse d'un conflit majeur* », notre opinion publique, mais également tous les médias et relais d'opinion, ainsi qu'une partie des acteurs de l'action publique, verraient leurs lignes de fractures préexistantes exacerbées à un rythme exponentiel par un débat sur la légitimité de l'engagement, par une profusion incompréhensible de commentaires d'experts autoproclamés et contradictoires, par les "*Fake news*" venant de l'extérieur comme de l'intérieur, par la mise au premier plan émotionnel de situations individuelles dramatiques, mais hélas anecdotiques dans ce contexte. Le risque est qu'un tel emballement de la société soit la source de l'échec de cet engagement avant même qu'il se concrétise réellement sur le terrain. La porte ouverte sur une nouvelle « *étrange défaite* »...

Alors, « *Que faire ?* » pour que les efforts que nos armées produisent pour se préparer à cette hypothèse ne soient pas vains.

Une première réflexion porte sur la période de montée en puissance qui a été évaluée à plusieurs mois. Elle est le fruit d'un compromis construit lors des travaux de livre blanc pour concilier la volonté des armées de conserver un modèle complet capable de répondre à l'hypothèse la plus haute, et l'impossibilité récurrente dans laquelle se trouvaient les décideurs politiques d'accorder d'emblée un niveau de ressources suffisant. On part donc du principe que lorsque les prémices de la crise majeure seront suffisamment explicites, une mobilisation rapide des moyens nationaux permettra d'atteindre en un petit semestre le volume nécessaire de forces et de capacités, petit semestre qui au demeurant serait le cadre des manœuvres diplomatiques ou d'actions militaires préliminaires.

Or, désormais, dans le contexte sociétal analysé plus haut, une telle durée de montée en puissance ouvre la voie à l'emballement médiatique et contestataire, ne serait-ce que parce que reconnaître ce besoin de montée en puissance constitue en soi un aveu de faiblesse ou d'impréparation (*« les masques de la crise sanitaire »*), terreau de tous les fantasmes et commentaires malveillants.

Parler d'engagement majeur de haute intensité nécessite aujourd'hui de réduire cette période préliminaire. Ces dernières années, les armées ont démontré à plusieurs reprises leur capacité à mettre sur pied très rapidement des moyens importants : projection au Mali en 2013, déclenchement de l'Opération SENTINELLE, Opération RÉSILIENCE. Certes, on peut toujours trouver à redire dans les détails et chacun n'a pas eu sa douche chaude dès le premier soir ! La question ne vient pas de la capacité des armées à mobiliser leurs hommes, y compris leurs réservistes. Là où le bât blesse, c'est dans les soutiens : les stocks de munitions, le système de maintenance et sa capacité à se projeter loin rapidement, les goulots d'étranglements des moyens de transport routiers comme aériens, les moyens du service de santé. Une partie de ces difficultés tient à l'absence de choix clair entre la possession de moyens propres aux armées, en régie, et le recours à des opérateurs économiques privés. Plus qu'un choix entre l'une ou l'autre des solutions, c'est la capacité légale et contraignante de mobiliser les industriels qui doit être établie à froid, et non au moment où le besoin se déclenche.

Une fois garantie la capacité à s'engager rapidement, et avec elle l'assurance d'une moindre vulnérabilité aux assauts des réseaux sociaux et des commentateurs en continu, le risque suivant est celui de *« l'enlèvement »*, dont désormais on parle dès les premiers jours de combat, pour peu que ceux-ci s'avèrent difficiles ou tardent à déboucher sur des résultats positifs visibles. Par conséquent, il faudra que les affaires soient rondement menées, donc agir vite et fort !

Face à un adversaire étatique, dans une confrontation de nature symétrique pour les moyens de combat conventionnels, chacun devra accepter que la force soit employée sans retenue, avec des modes d'action offensifs et puissants, y compris par la mise en œuvre de toute la panoplie des moyens de neutralisation et de

destruction. L'engagement en Libye de 2011 est un bon exemple de cette foudroyance, mais l'adversaire était-il vraiment en mesure de répondre ?

Cela suppose, entre autres sujets, que soit rapidement tranchés tous les débats sur l'utilisation offensive des nouvelles technologies : lutte cybernétique, robotique de combat... Au-delà de la prise d'ascendant sur l'adversaire, approche militaire classique, il s'agit de faire la démonstration à notre propre camp que « *ça va marcher, et que de toute façon, c'est bientôt fini !* »

Pour atteindre ce but, il faut que tous les responsables soient dès le début bien alignés sur les objectifs et la façon énergique de les atteindre : politiques, diplomates, militaires. Alignés sur le plan national, mais aussi alignés au sein d'une éventuelle coalition, dont les processus d'analyse et de décision ne doivent pas être lents et compliqués. Inutile d'illustrer le propos par un rappel des mésaventures tragiques de la FORPRONU. Envisager l'hypothèse qu'une part significative de nos moyens militaires seraient utilisés dans un engagement majeur de haute intensité pose donc aussi la question du degré d'autonomie de commandement et d'action que nous devons conserver pour éviter l'engluement dans une coalition peu productive.

De ces deux réflexions, « *pourvoir agir vite et agir fort, avec une panoplie complète de moyens* », découlent une grande partie des besoins que les armées sont en droit d'exprimer pour répondre à l'hypothèse d'engagement majeur, au-delà du seul volume de forces disponibles. Qu'il s'agisse de développer de nouvelles capacités ou d'améliorer celles existantes, ces besoins sont identifiés depuis longtemps. Reste à les concrétiser lors des prochaines étapes de la programmation militaire et de sa traduction politique.

Il est cependant un domaine qui relève avant tout du commandement, mais qui nécessite d'être bien compris par tous : les forces morales des armées, que certains baptisent volontiers de « *capacité de résilience* ».

L'objectif est de maintenir les soldats en dehors du débat sur la légitimité d'un engagement interétatique et les risques humains qu'il comporterait. Outre les seuls militaires, acteurs premiers, cet objectif concerne également ce que j'appellerai « *leur environnement affectif* », c'est-à-dire leurs familles élargies, voire leur cercle d'amitiés.

On se souvient que c'est l'accès à l'information via leurs « *transistors* » qui détermina en grande partie l'attitude des appelés pendant les événements d'avril 1961 en Algérie. Tout récemment, lors de l'épisode de contamination du porte-avions Charles DE GAULLE, on a pu mesurer l'influence des réseaux sociaux et du lien numérique avec les familles dans la perception du risque par l'équipage, en concurrence avec l'action du commandement.

Dans l'hypothèse qui nous occupe, les militaires et leurs familles seront les premières cibles des actions de décrédibilisation et de dramatisation. Même à défaut de ciblage précis, ils constitueront un point de fragilité de la détermination politique à s'engager à tout prix.

Le commandement, à tous les niveaux, sait comme forger les « *forces morales* ». Ce sujet a été abordé en détail dans le dossier du G2S sur *L'éthique du métier des armes*³³.

Les expériences récentes de combat de haute intensité, en Afghanistan et au Sahel, ont rappelé le rôle de la discipline, des procédures partagées, de l'autonomie à donner au chef sur le terrain. Elles ont permis de mieux maîtriser les risques inhérents aux unités composites et à l'effet de sidération puis d'excitation du baptême du feu. Toutefois, même sur ces théâtres d'opérations lointains et quelque peu marginaux aux yeux de l'opinion publique, on a pu voir lors de certains moments difficiles à quel point l'emballlement médiatique et, déjà la désinformation, pouvaient fragiliser la détermination à aller de l'avant. Je pense notamment aux étés 2008 et 2011 en Afghanistan.

Donc, par-delà la constitution classique d'un « *moral d'acier* », je pense qu'il faut réfléchir à la nécessité de protéger les soldats en les isolant de ce risque d'emballlement, quitte à prendre des mesures à contre-courant de tout ce qui a été fait depuis une quinzaine d'années en matière de maintien du lien permanent avec les familles et d'accès à internet. N'oublions pas qu'aujourd'hui, le soldat engagé au Sahel peut faire une « *visio* » avec sa famille ou commander un DVD (*Digital Versatile Disc* / Disque numérique polyvalent) sur AMAZON, presque chaque soir !

Ne pourrait-t-on pas préparer nos soldats (de tout grade !) et leurs familles à un retour au courrier postal classique, par exemple en les y entraînant lors des activités de préparation opérationnelle loin de la garnison, ou à l'occasion des missions sur le territoire national. Nul doute cependant que des actions de ce type devront être bien présentées, et défendues vis-à-vis de tous les intervenants de la condition militaire, désormais nombreux et très actifs au sein et à l'extérieur des armées.

Il va de soi qu'une telle politique d'isolement des soldats ne peut pas s'imaginer sans un accompagnement fort de leurs familles en garnison. Celles-ci seront soumises à un déferlement de rumeurs, de fausses nouvelles, voire à un harcèlement de la part de média qui, faute de disposer de renseignements suffisants, viendront chercher auprès d'elles des témoignages de terrain leur permettant d'alimenter leur flux continu de débats. Protéger les familles, et dans

³³ Voir ma contribution à ce dossier sur *l'exercice du commandement et notre responsabilité du soldat* : <https://theatrum-belli.com/les-changements-affectant-nos-conditions-dengagement-nous-obligent-a-nous-interroger-sur-notre-exercice-du-commandement-et-notre-responsabilite-de-soldat/>

une certaine mesure pouvoir en maîtriser les réactions émotives, devient dès lors un impératif qui dépasse l'attention qui leur est portée aujourd'hui lors des opérations extérieures. Si la chaîne spécialisée de la condition militaire et le réseau associatif ont leur rôle à jouer, cela passe avant tout par la chaîne de commandement, depuis le niveau central où se déterminent les contenus, jusqu'à la garnison chargée du contact humain adapté à chaque situation. D'où l'intérêt de structurer à froid cette action, et de veiller à ce que, localement, les compétences soient entretenues et surtout maintenues lorsque l'engagement majeur drainera toutes les ressources vers le cœur de métier opérationnel.

Cependant, dans une armée professionnalisée dont la plupart des soldats sont de jeunes célibataires, la notion de famille va bien au-delà de leur garnison. Or dans le passé récent, ce sont ces familles éloignées et isolées, souvent sans lien avec le milieu des armées, qui ont été le plus fortement ébranlées par les incertitudes ou les aléas des engagements opérationnels. Vouloir les toucher directement de façon régulière s'avère impossible. Leur information pertinente s'insère alors dans celle destinée à l'opinion publique dans son ensemble. Il faut donc, pour terminer, se pencher sur le modèle de communication « *grand public* » qui devrait accompagner l'engagement de nos armées.

Face à une société sans préparation à une telle situation, confronté à des médias qui, aiguillonnés par la concurrence, mêlent rapidement information peu vérifiée et investigation intrusive, les responsables politiques et militaires ont tout intérêt à prendre l'initiative et la conserver.

L'exemple récent de la crise sanitaire montre à quel point, dans une situation « *hors du commun* », le poids des perceptions prend rapidement le dessus sur l'analyse raisonnée des événements, tandis que chacun vit cette situation avec ses croyances et convictions antérieures, sans vision du contexte du moment et de l'intérêt général.

Le fait que « *l'action, ce sont des hommes soumis aux circonstances*³⁴ » n'est plus compris, ni admis, et rapidement un échec même local ou temporaire est vite transformé en erreur, puis en faute, surtout s'il y a des vies humaines à la clé. La recherche à chaud des responsables ad hominem suit logiquement.

L'information en continu se nourrit de tout ce qui lui tombe sous la main, et même la fausse nouvelle devient une opportunité, opportunité d'ouvrir sur un démenti, sur un débat sur « *qui dit vrai ?* », avant le prochain rebond... Dans le contexte d'une crise internationale, les influenceurs extérieurs, pilotés par l'adversaire, viendront alimenter cette mécanique infernale³⁵.

³⁴ Pour paraphraser Charles DE GAULLE.

³⁵ Aujourd'hui, le monde économique est en première ligne face à ce phénomène. En 2019, les entreprises ont été l'objet de 45 millions de « *fake news* » (Le Monde, 3 juin 2020).

L'opinion publique devient une dimension du champ de bataille, une dimension stratégique mais surtout tactique, au jour le jour. C'est une réalité que les accidents industriels récents, et surtout la crise sanitaire viennent de nous rappeler. Les responsables politiques et militaires doivent donc concevoir et préparer cette manœuvre pour conserver « *les cœurs et les esprits* » de nos concitoyens pendant toute la durée de guerre, puisque c'est d'une guerre qu'il s'agira dans les perceptions de tous.

La communication politico-technique pendant la crise sanitaire fournit peut-être un modèle à méditer. Le point de situation quotidien du Directeur général de la santé, équivalent hiérarchique de nos plus hauts responsables militaires, a créé un lieu et un moment pour conduire cette manœuvre tactique de communication. Régulièrement renforcé par l'intervention directe des autorités politiques et illustré par celles d'opérationnels de terrain (les médecins en première ligne), il a permis de fournir des informations documentées et commentées, de contredire les fausses informations des dernières 24 heures, de délimiter les zones d'incertitudes, une façon de montrer qu'elles sont maîtrisées, de « *mettre de l'humain* » dans le récit journalier des « *opérations* ».

Je pense que ce modèle doit être envisagé pour la communication officielle en amont et pendant un engagement majeur de nos armées. Reste à franchir l'obstacle du choix de qui « *montera au pupitre* », du Quai d'Orsay, des Armées, du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)... Mais là encore la crise sanitaire a montré l'exemple du travail d'équipe. Reste également à ne pas faire du SECRET DÉFENSE le voile qui recouvrira toute la communication, au risque d'alimenter les flux de désinformation.

Au passage, qu'il s'agisse d'intervenir au profit des membres de la communauté militaire ou de conduire cette manœuvre de communication plus politique, le besoin de conforter les « *cœurs et les esprits* » souligne le caractère délétère du débat récurrent sur les moyens, jugés toujours excessifs, que les armées consacrent à leur communication interne et externe.

Pour une Nation multiculturelle, fortement connectée mais individualisée, et peu préparée à l'inconfort du risque non choisi, la désinformation constitue une agression systémique importante. Il ne faudrait pas qu'à un rythme viral, elle produise sur notre population l'effet que les bombardiers britanniques n'ont pas réussi à obtenir laborieusement sur « *les arrières* » allemands entre 1943 et 1945.





Menaces oubliées, savoir-faire négligés...

Revisitons le passé pour ne rien oublier de ce qui nous sera indispensable pour préparer l'avenir. C'est à cet exercice que s'attelle ici le GCA (2S) Alain BOUQUIN.

Il s'agit ici de passer en revue une série de « *domaines militaires* » qui se déclinaient en exigences pour les armées françaises à l'époque où elles se préparaient à affronter celles du Pacte de VARSOVIE au sein de l'OTAN, et qui paraissent être sortis du scope des préoccupations des forces, tournées depuis plusieurs décennies vers une logique expéditionnaire, en mode basse intensité ou hybride.

L'ordre de cette liste ne présente aucun caractère de priorisation. Pas plus qu'elle ne prétend définir un programme de remise à niveau, ni en termes capacitaires ni en matière d'entraînement. Elle constitue une simple énumération de sujets sur lesquels il semble important de poser la question du bon niveau de prise en compte.

Supériorité aérienne : les combats récents, y compris en ex-Yougoslavie ou dans le Golfe, ont été systématiquement menés sous une couverture aérienne hermétique, ayant quasiment fait disparaître la menace aérienne adverse. Face à un adversaire de même niveau, et confrontés à l'arrivée massive de drones peu coûteux, même chez des adversaires modestes, il faudra réapprendre la menace qui vient des airs et savoir mettre en œuvre une surveillance et une défense sol-air efficaces, à tous les niveaux : moyenne, basses et très basses altitudes. La prise en compte de la couverture sol-air dite « *d'accompagnement* » doit en particulier faire l'objet de travaux dédiés, à la fois en termes de capacités et d'organisation.

Environnement électromagnétique saturé ou brouillé : on apprenait jadis à commander avec des moyens radios dont les performances pouvaient être altérées de manière significative (brouillage, déni d'accès, spectre de fréquence saturé, intrusions, écoutes...) ; des mesures de discrétion, une certaine frugalité en termes de débit, le camouflage des messages, et une sûreté renforcée sont à remettre au goût du jour, ainsi que l'aptitude au mode dégradé.

Appuis-feux massifs et saturants : la menace Roquettes, Artillerie, Missiles (RAM) n'a évidemment jamais été absente lors des récents engagements opérationnels de nos forces ; mais elle était la plupart du temps sporadique et peu concentrée ; l'aptitude à subir des appuis-feux massifs nécessite d'être prise en compte de façon plus systématique : camouflage, dispersion, mobilité, agilité tactique, ouvrages de protection, contre-batterie...

Coordination des appuis : dans le même ordre d'idée, et concernant les feux amis, leur usage actuel relève pour l'essentiel d'appuis ponctuels au profit d'actions localisées ; dans un conflit de haute intensité, l'emploi des appuis-feux s'apparente davantage à une véritable « *manœuvre des feux* » dont il convient de retrouver la pratique et les compétences associées. La réduction du nombre de bouches à feu a évidemment accéléré la mutation.

Manœuvre des postes de commandement : les PC de la guerre froide, de corps d'armée, de divisions ou de brigades, « *basculaient* » de position sur un rythme très élevé afin de limiter leur vulnérabilité ; il en allait de même avec les bases logistiques. À l'inverse les opérations récentes s'appuient sur des PC statiques, pouvant rester au même emplacement plusieurs années durant. Cette manœuvre des PC nécessite une souplesse d'emploi, des savoir-faire et des dispositions particulières pour les SIC (systèmes d'information et de commandement ; on peut également se demander si elle ne doit pas être accompagnée d'une cure d'amaigrissement des PC...

L'évaluation des postes de commandement, c'est un corolaire du point précédent ; les PC des trois niveaux sont régulièrement évalués :

- Brigades : dans un centre d'entraînement dédié ;
- Divisions tous les deux ans ;
- Corps de réaction rapide / France (CRR/FR) tous les quatre ans par l'OTAN.

En revanche c'est l'ensemble de la chaîne de commandement terrestre qui mériterait d'être testée dans le cadre d'une campagne périodique d'exercices : le PC du CRR/FR en configuration corps d'armée, un des deux PC de divisions et deux ou trois PC de brigades ; cela n'est aujourd'hui pas réalisable par manque de moyens SIC...

Menace Nucléaire, radiologique, biologique/bactériologique et chimique (NRBC) : les forces soviétiques disposaient dans leurs stocks de munitions d'artillerie, d'un obus chimique sur trois ; le combat en zone contaminée était donc probable ; il était en tout cas envisagé et préparé avec soin ; des capacités de détection ou de décontamination accompagnaient les forces au plus près du contact ; les unités s'entraînaient à faire face à la menace NRBC. Cela ne semble plus être le cas aujourd'hui, alors que l'actualité prouve que tous les stocks et les compétences n'ont pas disparus...

Franchissements : le théâtre « *Centre Europe* » présentait un nombre important de « *coupures* », humides ou sèches, qu'il fallait savoir franchir pour exécuter tous types de mouvements, tactiques, opératifs ou logistiques, quelle que soit la situation et l'état de l'infrastructure routière et des ponts. Le cadre géographique de nos opérations des dernières années ne nous a plus confrontés à cet impératif. C'est la fonction d'appui à la mobilité (génie, circulation...), dans son ensemble, qui mérite un effort significatif de réadaptation aux conditions d'emploi en haute intensité.

Aménagement du terrain, obstacles et contre-mobilité : les seuls ouvrages couramment réalisés sont ceux destinés à protéger nos *Forward Operating Bases (FOBs)* ; tranchées, obstacles, merlons, emplacements de combats, que l'intensité des feux adverses rendait nécessaires, sont moins utilisés ; les capacités de minage automatisées ont été abandonnées. Si on doit retrouver des situations où la densité de feu redevient critique, il conviendra de savoir se protéger en utilisant au mieux le terrain et les capacités du génie à l'aménager ; face à un adversaire blindé très mobile, les obstacles et le minage doivent également être remis au goût du jour.

Grands exercices en terrain libre : ces exercices avaient de nombreuses vertus, dont celle, essentielle, de confronter les acteurs aux inévitables frictions que génère la manœuvre « *en grandeur réelle* » ; la simulation, les espaces

d'entraînement des grands camps répondent à une forme de rationalité qu'on ne saurait ignorer, mais ils ne remplacent pas le réalisme offert par le terrain libre.

Mouvements terrestres de grande ampleur la planification de l'OTAN du temps de la guerre froide prévoyait un engagement de la première armée française « *tous moyens réunis* » en tant qu'unité de réserve de l'Alliance, dans une zone menacée. Cela supposait le déploiement depuis la France et l'Allemagne d'un très important volume de forces, sur une portée de plusieurs centaines de kilomètres. L'expérience montre, à l'exemple de l'exercice MOINEAU HARDI de la Force d'action rapide (FAR) en 1987, que l'organisation requise pour ce genre de mouvement exige des savoir-faire et des procédures particulièrement robustes et bien maîtrisées.

Missions et procédés tactiques liés à la manœuvre des grandes unités blindées-mécanisées : les relèves, sur position ou par dépassement, le recueil, le franchissement offensif, la flanc-garde, l'éclairage dans la profondeur... sont autant de savoir-faire tactiques qui étaient entretenus dans la perspective de combats de grande ampleur avec des moyens lourds, menés par des types d'unités aujourd'hui disparues ou fortement réduites. Auraient-ils encore leur utilité dans un conflit majeur moderne ?

La formation morale et l'aguerrissement : la fréquence des passages des unités élémentaires dans les centres d'entraînement commando ou les espaces d'aguerrissement semble avoir diminué ; ce sont pourtant des lieux privilégiés pour permettre une formation morale exigeante, celle qui rend apte le soldat à faire face aux situations extrêmes que le guerrier doit affronter en haute intensité ; c'est là que l'on apprend à gérer sa propre peur face à la violence et que l'on forge la cohésion des troupes les plus solides.

Pertes massives : le système de santé de l'avant est aujourd'hui apte à des interventions chirurgicales très pointues, pour un nombre limité de blessés ; on évacue ensuite ces blessés presque toujours directement vers les hôpitaux de métropole. Ce soutien santé très « *riche* » ne pourra plus être mis en œuvre pour faire face à un afflux massif de pertes, ni dans un contexte où les lignes de communication seront menacées.

Fortes consommations : les quantités de munitions (obus, missiles et roquettes) tirées lors d'un engagement de haute intensité peuvent atteindre des chiffres très importants ; c'est dans cette logique que des stocks « *de guerre* » de munitions avaient été constitués, avant d'être progressivement consommés dans des opérations moins gourmandes. Il faudra les remettre à niveau sous peine de ne pas être capables de durer. Ce constat vaut sans doute pour d'autres ressources (carburant, piles, nourriture, habillement, pièces de rechange...) ainsi que sur les moyens d'emport.

Articulation avec la dissuasion nucléaire : un conflit de haute intensité doit probablement toujours se fixer un seuil au-delà duquel, les moyens conventionnels (dépassés, consommés ou trop peu efficaces) ne suffisent plus à endiguer l'ennemi. Les grands exercices du temps de la guerre froide envisageaient cet instant critique de la bascule vers le nucléaire, dont les mécanismes étaient bien rôdés. Plus généralement, il faut que l'armée de Terre redécouvre la culture de la dissuasion et comprenne les conditions d'emploi éventuel du feu nucléaire pour intégrer le « *fait nucléaire* » dans sa réflexion sur la haute intensité.

Ces exemples (dont la liste pourrait sans doute être complétée) constituent autant de domaines tactiques ou techniques qu'il convient de réinvestir dans la perspective d'un combat de haute intensité.

Le travail de réappropriation est à faire dans deux directions :

- celles de capacités dédiées, à acquérir ou à moderniser ;
- celles de savoir-faire, à réapprendre au cours de la formation, puis à entretenir à l'entraînement.





Notre système de PC actuel est-il adapté au combat de haute intensité ?

Trop lourds, trop statiques, coûteux en personnel... nos PC actuels ne sauraient répondre aux besoins d'un conflit de haute intensité. Le GCA (2S) Patrick ALABERGÈRE milite donc pour réforme rapide qu'il conviendra de valider par des entraînements fréquents.

Dans un contexte géopolitique de plus en plus incertain et dangereux, le retour des États-puissances, les vellétés expansionnistes de certains États comme la Chine, la Turquie ou la Russie rendent un conflit majeur de haute intensité possible, voire probable.

Ce combat de haute intensité est défini par l'état-major de l'armée de Terre comme « *un affrontement soutenu entre masses de manœuvre agressives, se contestant jusque dans la profondeur et dans différents milieux l'ensemble des*

champs de conflictualité (physique et immatériel) et dont l'objectif est de vaincre la puissance de l'adversaire. »

Bien conscient de la nécessité de se préparer à toutes les menaces, le général chef d'état-major de l'armée de Terre a mis la préparation à ce type de conflit au centre de ses préoccupations. Dans cette perspective, il est indispensable d'examiner nos structures opérationnelles de commandement, autrement dit notre système de Postes de commandement (PC), pour savoir si elles sont adaptées à ce type d'engagement.

Il m'apparaît que notre système de PC doit absolument évoluer pour s'adapter au retour de l'engagement de haute intensité. Il doit profiter des nouvelles capacités des Systèmes d'information et de commandement (SIC) irriguant le programme SCORPION, comme des nouvelles technologies pour se redéfinir dans un nouveau cadre doctrinal, avec une nouvelle organisation que nos exercices de préparation opérationnelle devront valider.

Un système de PC aujourd'hui inadapté aux caractéristiques du combat de haute intensité

J'ai toujours été frappé dans le cadre de mes diverses fonctions pendant plus de 10 ans au sein des Forces terrestres (FT) par la dérive inflationniste de la taille de nos structures de commandement. Leur fonctionnement nécessite toujours plus de ressources humaines, toujours plus de moyens informatiques à mettre en place, toujours plus de liaisons à établir, toujours plus d'AMPC³⁶ à installer et à alimenter en énergie. Ainsi nous implantons sur une surface très étendue, une énorme concentration de moyens SIC, nous regroupons de nombreux officiers d'état-major de haut niveau, en un même lieu, figé, connu de tous et facilement identifiable. Nous créons ainsi *de facto* un objectif de choix pour un ennemi (ENI) qui aura les moyens de contester notre supériorité dans la 3^e dimension ou dans l'espace cyber, comme ce sera malheureusement le cas dans un conflit de haute intensité.

La nature de nos derniers engagements explique en partie cette dérive car les systèmes de commandement dépendent étroitement du type d'opérations à mener. C'est pourquoi notre organisation actuelle reste marquée par trois décennies d'interventions extérieures face à des formes diverses d'insurrection, plus ou moins asymétriques, qui calibrent la menace à prendre en compte. Ainsi en Afghanistan comme au Sahel, nous ne sommes pas dans des guerres de mouvement, imposant des bascules de PC régulières, exigeant de se prémunir contre un ennemi susceptible de mener des attaques aériennes sur nos

³⁶ AMPC : Abri Mobile pour Poste de Commandement.

déploiements ou de neutraliser nos communications. Nos états-majors se sont habitués à se considérer à l'abri des tirs indirects, des raids aériens, de la guerre électronique qui constitueront pourtant les principales menaces dans un conflit de haute intensité.

S'agissant des effectifs, c'est le principe du toujours plus qui domine, la réponse à la complexification des opérations passant systématiquement par une augmentation des effectifs de nos états-majors. Dans ce cadre, les « *conseillers* » d'un commandant de division ou de composante se multiplient, toujours pour de bonnes raisons. Il s'agit notamment de répondre aux besoins d'expertise découlant de « *l'approche globale*³⁷ » qui confère au commandant de division ou de composante un champ d'action et de responsabilités de plus en plus étendu. Le commandement militaire est impliqué dans des actions de gouvernance et de développement qui modifient profondément la chaîne de commandement et ses structures, plaçant parfois les autorités militaires comme concurrentes d'acteurs civils dans certains domaines (aide au développement) et dans une zone d'action dont elles n'ont plus la plénitude de la gestion. Ainsi le CRR/FR³⁸, employé en structure LCC³⁹ avec des attributions de niveau opératif, nécessite un état-major de 890 personnes.

De plus, dans nos dernières configurations de PC les plus souvent utilisées se mêlent parfois les niveaux opératif et tactique, agrémentés avec un soupçon de niveau stratégique dans certains cas. Qui n'a jamais assisté à une interminable discussion d'état-major pour savoir si le PC qui allait se déployer était de type 23 ou 32⁴⁰ ? Tout cela génère une certaine confusion dans le partage des responsabilités et par conséquent des experts associés, en mettant à mal le principe de subsidiarité qui doit prévaloir entre les différents échelons de commandement.

Il faut ensuite armer les différentes cellules de l'état-major avec un effectif de plus en plus conséquent, pour traiter un volume d'informations en hausse constante et pour produire des ordres d'opérations de plus en plus longs et indigestes. L'application des standards américains lors de la production des ordres d'opérations en Afghanistan constitue un souvenir douloureux pour bon nombre de nos officiers. Nous sommes loin aujourd'hui de la simplicité de l'ordre d'opérations du général LECLERC pour s'emparer de PARIS ou STRASBOURG...

³⁷ Qui vise à la prévention ou au règlement durable et rapide d'une crise par la synergie des actions réalisées par les différents intervenants dans les domaines de la gouvernance de la sécurité et du développement économique et social, selon le glossaire interarmées de terminologie opérationnelle.

³⁸ Corps de Réaction Rapide-France.

³⁹ *Land Component Command*, commandement de composante terrestre.

⁴⁰ Niveau 1 : Corps d'Armée, niveau 2 : Division, niveau 3 : Brigade. D'où la notion incongrue de PC de niveau « 32 » pour un PC de niveau 2 (normalement Divisionnaire) armée par un EM de Brigade ou inversement, tout en pouvant avoir une capacité de niveau opératif et commandant un volume de forces ne correspondant ni à une brigade, ni à une division.

Dans nos pays occidentaux, cette inflation des effectifs découle aussi des besoins générés par les quatre principales caractéristiques de nos structures de commandement opérationnel : leur multinationalité, leur adaptation aux opérations de stabilisation qu'elles ont souvent (toujours) conduites, leur numérisation et l'application des normes OTAN. Mais c'est aussi le prix à payer pour pouvoir prétendre à la certification de nos états-majors de Niveau 1 comme le CRR/FR, selon les critères OTANniens pour entrer dans le cercle fermé des PC *HRF*⁴¹.

Le rapport de force assez équilibré pouvant exister dans un conflit de haute intensité, la menace répartie sur toute la profondeur du champ de bataille et sur tous les champs possibles d'affrontement exigent donc d'adapter les concepts de fonctionnement et de déploiement de nos structures opérationnelles de commandement. Leur survie en haute intensité nécessite de les rendre beaucoup moins vulnérables, plus « *manœuvrières* » et plus efficaces.

Une évolution indispensable qui doit capitaliser sur l'arrivée du système SCORPION et de nouvelles technologies, notamment en matière de survivabilité

Il s'agit tout simplement de préserver notre capacité à commander, vitale pour espérer la victoire quel que soit le type de conflit, en améliorant de façon substantielle la survivabilité de nos PC, en faisant sans doute évoluer notre chaîne de commandement, mais aussi notre manœuvre des PC.

S'agissant de la survivabilité des solutions technologiques ou non technologiques existent car les PC « *sédentaires* » sont incompatibles avec le combat en haute intensité, en raison de leur vulnérabilité et des délais prohibitifs d'installation qu'ils requièrent, s'agissant notamment de nos PC de niveau 1 par exemple. J'en veux pour preuve le déploiement du PC du CRR/FR en Pologne en 2017 lors d'un exercice de certification de l'OTAN qui a nécessité 250 wagons pour acheminer 2 600 tonnes de matériel. Pour l'installation de son QG en un PC unique, il a fallu aménager une surface plane de 100 000 m² pour recevoir 200 AMPC, 1 300 m² de tentes, relier 1 000 ordinateurs avec 9 kilomètres de câble et utiliser une puissance énergétique de 1 200 kW.

Cette évolution ne peut se conduire qu'en tenant compte des apports des SIC de SCORPION qui vont sans doute améliorer significativement la fluidité du commandement, le partage de l'information, la compréhension de la manœuvre

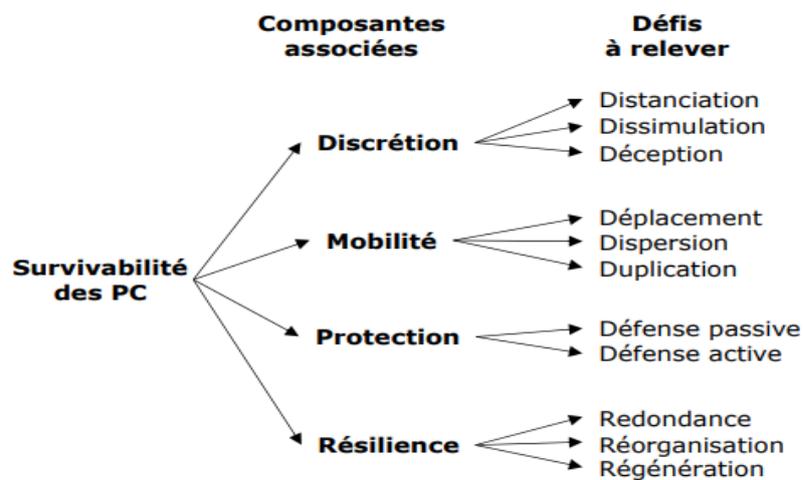
⁴¹ *HRF : High Readiness Forces.*

amie comme ennemie, faciliter la déconcentration des mesures de coordinations entre les unités.

Mais il s'agit aussi d'intégrer les bénéfices attendus par l'utilisation de l'Intelligence artificielle (IA) dans le traitement des données, de l'information et dans l'élaboration des outils d'aide à la décision au sein de nos structures de commandement. En veillant cependant à maintenir l'homme dans la boucle de décision, au niveau requis. L'exploitation longtemps ignorée des optimisations permises par la recherche opérationnelle dans les processus décisionnels mériterait sans doute d'être remises au goût du jour. Il apparaît assez clairement que, quelle que soit la configuration de PC privilégiée, la fonction déjà émergente du management de l'information prendra une place et une importance prépondérantes dans l'évolution à venir.

Nos énormes organisations sont devenues difficiles à armer dans une logique de juste suffisance des moyens et des effectifs. Aujourd'hui il est extrêmement difficile de monter un exercice réunissant simultanément les trois niveaux de commandement (Corps, Division, Brigade), d'autant plus que le rythme de nos projections consomme une grande partie de notre ressource humaine en officiers d'états-majors. Il est donc plus raisonnable de revoir à la baisse nos standards d'armement de nos PC. Sans en revenir aux 10 officiers qui armaient un PC de Division en 1914, il y a sans doute un juste milieu à trouver.

Enfin face aux nombreuses menaces découlant d'un conflit de haute intensité qui peuvent remettre en cause le fonctionnement de nos PC, leur survivabilité devient un enjeu majeur. Il faut donc poursuivre la réflexion en explorant les critères de survivabilité à l'aune des technologies nouvelles et innovantes. Dans son étude sur « *le commandement opérationnel face aux enjeux de la haute intensité* », l'IFRI⁴² a défini, dans le schéma ci-dessous, les principaux critères de survivabilité avec les défis à relever.



⁴² Institut Français des Relations Internationales.

Ces défis sont nombreux, parfois, antinomiques, voire incompatibles, il faudra donc comme souvent trouver et accepter un compromis entre le souhaitable et le possible. Mais aucune piste ne doit être négligée dans la réflexion que conduisent nos états-majors sur ce sujet.

Une organisation et un fonctionnement à redéfinir dans un cadre doctrinal, partagé en interarmées comme avec nos alliés, permettant de préparer de futurs engagements en haute intensité

En termes d'organisation, la vocation de nos PC reste inchangée. Il s'agit toujours de permettre la compréhension de la situation, d'éclairer la décision du chef en proposant des modes d'action pertinents et de conduire l'action en produisant des ordres et des comptes rendus. Pour autant, il faudra en profiter pour redonner de la subsidiarité et de l'autonomie de décision aux échelons subordonnés, SCORPION devrait le permettre. Mais surtout, l'entrisme pratiqué parfois par l'échelon supérieur dans la conduite des opérations du niveau N-1, voire N-2, ne pourra pas être de mise dans un conflit de haute intensité où les zones d'affrontement seront nombreuses, d'autant plus que la simultanéité des combats sur toute la profondeur de la zone d'action et le rythme élevé de la manœuvre ne le permettront pas.

Les travaux doctrinaux ou d'organisation de nos PC doivent prendre en compte le caractère obligatoirement interarmées de nos structures opérationnelles de commandement. Cette intégration interarmées sera un problème complexe à résoudre avec des SIC pas toujours interopérables, même si le futur Système d'information des armées (SIA) devrait améliorer la situation. Je suis convaincu qu'il faut également, dès le temps de paix, s'entraîner et travailler ensemble au sein des états-majors opérationnels pour être pleinement opérationnel le jour J. Or, malheureusement avec des effectifs comptés l'armée de l'Air ne s'est jamais vraiment investie dans l'armement de nos structures de PC HRF comme le CRR/FR. La politique du complément opérationnel arrivant la veille de l'exercice atteint vite ses limites. Pourtant, je doute que dans un conflit de haute intensité avec une supériorité aérienne partagée ou largement contestée toutes les opérations aériennes puissent être commandées depuis MONT-VERDUN dans la banlieue lyonnaise, l'actuel emplacement du CDAOA⁴³.

Il faudra également réfléchir à l'utilisation des Forces spéciales dans ce type d'engagement et comment mieux coordonner leur action avec celle des forces classiques car le partage de certains moyens, notamment les vecteurs de

⁴³ Commandement de la Défense Aérienne et des Opérations Aériennes.

la 3^e dimension, sera encore plus difficile à arbitrer que dans nos engagements asymétriques actuels.

Nous n'échapperons pas non plus à une réflexion sur la place de la multinationalité dans la construction d'une coalition devant faire face à un conflit de haute intensité. Le caractère multinational de nos futures coalitions sera toujours une constante mais il faudra trouver des partenaires motivés et surtout prêts à payer le prix du sang, qui sera sans doute très élevé dans ce type d'affrontement.

Un tel engagement suppose également que la société française, comme celle de nos alliés du moment, fassent preuve d'une résilience suffisante pour soutenir l'engagement de ses soldats, en acceptant notamment les pertes afférentes. En effet, « *une autre façon de décrire la haute intensité est de la caractériser par un taux d'attrition considérable* » dit le général chef d'état-major des armées lors d'un colloque du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC). Cela risque de limiter drastiquement les partenaires possibles et fiables...

Nos alliés potentiels seront beaucoup moins nombreux que ceux répertoriés sur les bancs de l'ONU, de l'UE ou de l'OTAN. Il faudra donc construire la coalition *ad hoc*, en espérant que l'interopérabilité des systèmes de combat sera possible car nous ne nous engagerons pas forcément avec ceux avec qui nous nous entraînons régulièrement.

Avec qui et dans le cadre de quelle alliance pourrons-nous mener un combat de haute intensité ?

La réflexion sur l'adaptation de nos structures de commandement opérationnel au conflit de haute intensité est bien lancée dans nos états-majors. Mais elle doit rapidement dégager les grandes options qui permettront l'écriture d'une doctrine et d'un mémento sur nos PC de niveau 1 à 3, car depuis des années, pour de bonnes raisons et de moins bonnes, c'est un domaine en jachère.

Je recommande d'ailleurs à tous ceux qui s'intéressent à cette problématique la lecture de l'excellente étude de l'IFRI sur « *le commandement opérationnel face aux enjeux de la haute intensité* », publiée par Serge Caplain en juin 2019⁴⁴.

Demain et plus encore lors d'engagement de haute intensité, la capacité à commander sera déterminante pour la victoire au combat où il faudra donner les bons ordres, au bon moment afin qu'ils parviennent en temps et en heure aux PC des unités subordonnées afin d'y être exploités.

⁴⁴ https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/caplain_la_fourmiliere_du_general_2019.pdf

La performance du commandement sera plus que jamais un facteur majeur de supériorité opérationnelle et elle dépendra d'abord de l'organisation et du fonctionnement de notre système de PC.



Le domaine munitionnaire au défi de la haute intensité

Quel est le stock nécessaire en munitions pour faire face à une résurgence d'un conflit de haute intensité et quels sont les moyens logistiques à consacrer à son transport ? Deux questions auxquelles se sont confrontés de nombreux chefs d'état-major. Le GBR (2S) Bernard AMRHEIN nous propose une approche originale pour tenter d'y répondre.

Depuis la fin de la guerre froide, les forces occidentales engagées en opérations extérieures (OPEX) n'ont qu'assez peu l'occasion de « faire le coup de feu ». Lorsque cela arrive, ces phases de combat, à l'intensité plus forte, durent relativement peu de temps. La question du ravitaillement en munitions (RAV MUN) ne se pose donc pas réellement, ou alors seulement de manière ponctuelle.

En revanche, dans le cadre d'opérations de haute intensité, comme l'évolution géopolitique du monde nous le fait craindre, le maintien de la chaîne logistique de bout en bout, c'est-à-dire depuis la Métropole jusqu'aux différentes Zones d'engagement (ZE), se posera d'une manière cruciale. La maîtrise de l'approvisionnement en munitions deviendra alors beaucoup plus difficile.

L'une des manières de répondre à cette problématique sera de monter en gamme de munitions afin de disposer d'une capacité générique pour faire « *but* » avec un seul projectile.

La haute intensité au défi de la logistique

Pendant la guerre froide, entre 1947 et 1991, les forces occidentales se sont progressivement rodées aux exercices logistiques de grande ampleur. Les dépôts de munitions de la *Bundeswehr* étaient positionnés au plus près du rideau de fer et les forces alliées stationnées en Allemagne n'avaient à parcourir qu'une distance relativement courte pour arriver dans leurs Zones de déploiement (ZD). De plus, le concept américain de montée en puissance *REFORGER*, prévoyait des ponts aériens et des convois maritimes massifs afin d'acheminer troupes, équipements et munitions pour prolonger cet effort « *au contact* » le plus longtemps possible, jusqu'à la bascule dans une autre dimension du conflit.

Pendant la longue phase de désarmement qui a suivi, ces mêmes armées occidentales ont démantelé des capacités naguère jugées vitales. Ainsi, outre la réduction en volume des unités de mêlée et d'appui, ont quasiment disparu des capacités entières d'aide à la mobilité, de contre-mobilité, de franchissement, ainsi que les moyens de transport logistique assurant spécifiquement les flux en munitions.

C'est pourquoi, même si le nécessaire est fait pour garantir une remontée en puissance des moyens de production et reconstituer les stocks indispensables pour mener un hypothétique conflit de haute intensité, le problème de l'acheminement des munitions alors disponibles demeurera entier, à moins de repositionner nos stocks au plus près de ZO et de ZE prédéterminées en liaison avec nos alliés. On en reviendrait alors aux errements antérieurs, à savoir la constitution de dépôts de munitions hors Métropole, accompagnés des moyens et des troupes logistiques adaptés. Comme on le subodore, la souplesse nécessaire à une certaine « *logique de corps expéditionnaire* » qui prévaut aujourd'hui en serait alors très limitée.

Contourner le problème

Les munitions actuellement en service sont non seulement comptées, mais aussi relativement volumineuses et lourdes. Les masses à déplacer représentent donc

un poids logistique très important. Si l'on en reste à un concept d'emploi hérité de la période précédente, il convient donc de reconstituer *ex nihilo* des unités de transport logistique ou de renforcer les unités existantes, qui resteront sous-employées par temps plus calme. Il est évident que ce ne peut être une solution envisageable par les états-majors. Il faut donc « *faire autrement.* »

L'une des solutions possibles serait de multiplier le nombre des Munitions guidées (MG) pour « *réduire l'empreinte logistique* » des forces engagées. Pour ce faire, il faudra certainement commander en plus grand nombre les missiles déjà en service, mais cela engendrera, automatiquement, un surcoût non négligeable inhérent à la nature même des technologies (missiles) employées. De plus, les missiles en question ne sont employés que dans des scénarios tactiques mettant en scène des unités de mêlée « *au contact* » qui, par leur déploiement, ne détecteront ponctuellement que peu d'objectifs à traiter et ne consommeront, par conséquent, qu'assez peu de munitions de ce type. Au résultat, c'est bien l'approvisionnement en munitions gros calibre (c'est-à-dire à partir de 20 mm) qui obérera le flux logistique RAV MUN.

À titre d'exemple, une section d'Artillerie à quatre pièces effectuant un tir d'efficacité consommera six coups/pièce, soit 24 projectiles pour traiter un Pôle⁴⁵. Pour peu que tout ou partie de cet objectif ne soit pas traité, il faudra renouveler le tir d'efficacité et la consommation allouée grimpera à 48 coups. Si l'on veut résolument réduire l'empreinte logistique des unités au contact, il faudra nécessairement se poser la question de la manière la plus adéquate (et, surtout, la plus économique) de traiter un objectif. Il faudra donc nécessairement se résoudre à limiter drastiquement le nombre de tirs « *surfaciques* » (tirs sur Pôle, tirs sur un rectangle, tirs d'arrêt...) en disposant, d'une manière justement proportionnée, de munitions plus précises, voire capables de faire « *but* » sur des objectifs « *unitaires* ».

L'armée de Terre ne dispose pas encore de ce type de munitions, hormis le Missile moyenne portée (MMP) en dotation au sein des armes de mêlée.

Terminologie et nouvelles réalités au plan tactique

Le terme « *munitions guidées* » recouvre en fait deux grands types de projectiles intégrant des modes de guidage très différents.

Un premier type de munitions balistiques (obus de 155 mm et projectile de mortier de 120 mm rayé) pourrait être équipé d'un *kit* de guidage remplaçant la

⁴⁵ Un Pôle se définit comme un objectif équivalant à une section d'Infanterie ou quatre véhicules répartis sur le terrain...

fusée. Or, ces kits intègrent généralement un module GPS⁴⁶ et ne permettent donc pas d'atteindre un objectif avec une précision inférieure à dix mètres. On est donc (très) loin du coup au but. En outre, ce tir sur coordonnées géographiques ressemblera beaucoup à un « *Tire et oublie* » ne tenant pas compte d'éventuels mouvements de l'ennemi pendant que la munition poursuit sa course sur trajectoire. Pour bien spécifier ces munitions, il est proposé de franciser leur appellation anglo-saxonne (*Precision Guided Munitions [PGM]*) en adoptant l'appellation générique Munitions à guidage de précision (MGP).

Ces mêmes munitions balistiques, tout comme les roquettes armant l'hélicoptère de combat TIGRE, peuvent être équipées d'un Semi-actif laser (SAL) permettant d'atteindre une tache laser (donc un objectif) avec une précision inférieure au mètre. L'avantage de ces Munitions à guidage terminal laser (MGT-L) réside donc dans leur capacité à faire mouche, y compris lorsque l'objectif se déplace de quelques mètres tandis que la munition est encore sur trajectoire ou qu'il est mobile depuis son acquisition. La munition considérée (obus, projectile de mortier, roquette...), bien qu'elle soit mise en œuvre exactement par le même armement que les Munitions non guidées (MNG), changera donc radicalement de nature. Au lieu d'évoluer dans le cadre d'un tir multiple avec un effet terminal aléatoire, chaque munition consommée pourra traiter un objectif singulier et bien individualisé. Il faudra donc s'habituer à traiter les pions essentiels (PC, véhicule du chef de section ou de peloton, lanceur spécialisé, radar...), dont la neutralisation désorganisera le dispositif adverse.

Implications sur le flux logistique

On aura bien compris que l'adoption des MGT-L changerait également l'emploi des armes les mettant en œuvre. Même si des concepts opérationnels très détaillés sont de nature à favoriser les échanges des industriels avec les experts militaires et la Direction générale de l'armement (DGA), il reviendra à l'utilisateur final de fixer les règles d'emploi et les procédures opérationnelles les plus à même de remplir les missions de tir avec les plus grandes chances d'effet terminal.

Néanmoins, on peut d'ores et déjà considérer que, grâce aux premières études menées pour définir l'impact de l'utilisation d'une Munition guidée de mortier de 120 mm (MGM_120) de Thales, cette empreinte logistique pourrait être réduite, selon la clé de répartition entre MGM et MNG choisie, d'un facteur six à douze, ce qui est absolument considérable. Ce qui signifie, qu'il ne faudrait plus qu'un camion de RAV MUN au lieu six ou douze en fonction du type de tirs effectués

⁴⁶ *Global Positioning System.*

(efficacité ou efficacité plus renouvellement d'efficacité). Ce qui vaut pour le 120 mm peut logiquement être transposé au calibre 155 mm...

Si l'on considère que les Artilleurs, tout comme les troupes appuyées, souhaiteront toujours pouvoir effectuer ou bénéficier de tirs surfaciques pour neutraliser un ennemi agissant en masse compacte, il n'est pas déraisonnable de penser que le poids logistique sera, au minimum, réduit d'un facteur six, ce qui change déjà totalement la donne pour la chaîne approvisionnements.

Moins de tirs à effectuer, cela signifiera donc moins de munitions à transporter, mais aussi une exposition moindre des lanceurs sur des positions rejointes au tout dernier moment et quittées dès la fin du tir.

Nouvelles capacités induites

Parmi les MGT-L, la Roquette guidée laser (RGL) se distingue par la diversification des emplois possibles. En effet, s'il s'agit bien d'une munition appelée à armer le TIGRE, les lanceurs équipant cet hélicoptère de combat peuvent être indifféremment montés sur d'autres types de plateformes, qu'elles soient :

- Aériennes (avions d'appui air-sol à hélice[s] ou à réaction, drones aériens, à voilure fixe ou tournante...);
- Maritimes (frégates, Embarcations de TRANsport rapide COMmando [ETRACO], etc.);
- Ou terrestres (véhicules pilotés ou robots)...

À cet égard, le Système de Roquettes guidées laser (SRGL) est en voie d'être adapté au Système de drones tactiques (SDT) *PATROLLER* de SAFRAN et fera certainement l'objet d'un Projet de science et technologie (PST) intitulé Roquettes sur véhicules (RSV).

Des lance-roquettes de plus ou moins grand volume pourraient être montés sur toutes sortes de véhicules affectées aux troupes de mêlée. Ainsi équipées, les forces au contact pourront effectuer du Tir direct (TD) afin de traiter, avec une précision sub-métrique, des objectifs (même mobiles) faiblement blindés. Il sera alors possible de détruire des pick-up, de neutraliser des VLTC⁴⁷ et d'endommager un VTT⁴⁸ d'un type proche du *BMP-3*⁴⁹.

⁴⁷ Véhicules Légers Tout Chemin.

⁴⁸ Véhicule Transport de Troupe.

⁴⁹ Le *BMP-3* est un véhicule de combat d'infanterie soviétique (*BMP* signifiant en russe *Boyevaya Mashina Pekhoty* - *Боевая Машина Пехоты*, littéralement « véhicule de combat de l'infanterie ») <https://fr.wikipedia.org/wiki/BMP-3>.

De plus, les avancées technologiques permettent d'entrevoir l'emploi des SRGL dans de nouveaux types de missions. En effet, outre le tir direct (donc à vue), ces munitions pourront être employées en Tir-au-delà de la vue directe (TAVD), voire en Lutte contre les aéronefs lents (LCAL) du type avions d'appui air-sol, hélicoptère de combat ou hélicoptère de manœuvre afin de multiplier les bulles de protection antiaérienne au sein des forces déployées. Enfin, équipées d'un module de formage des trajectoires, elles pourront naviguer à une hauteur sol inférieure à 300 mètres et ne pénétreront donc pas dans l'espace géré par l'armée de l'Air.

En résumé

Même si la perspective d'un conflit de grande ampleur débouchant sur des confrontations d'une extrême violence n'est pas souhaitable, il convient de se donner les moyens d'y répondre. Même une hypothétique sécurisation des approvisionnements en matières premières, ou la garantie d'une production à grande échelle des munitions et leur stockage en temps de Paix ou de crise ne permettront pas forcément de faire face à la menace dans des conditions optimales. Il est du devoir de l'Intendance de suivre ! Malheureusement, il n'est pas sûr que notre logistique y parvienne lors d'un futur conflit de haute intensité.

L'accroissement du nombre d'unités dédiées au transport des munitions de gros calibre n'étant plus d'actualité. Il faut donc trouver d'autres voies pour fournir les moyens nécessaires aux combattants engagés sur le terrain. L'une des pistes à explorer réside dans l'adoption d'un panel de Munitions à guidage terminal laser (MGT-L) capables de traiter, individuellement, des objectifs mobiles à Haute valeur ajoutée (*High-value target [HVT]*), dont la neutralisation réduira la capacité des forces adverses à manœuvrer et à réagir. Cette évolution permettrait de réduire drastiquement l'empreinte logistique des unités manœuvrant au contact, tout en assurant au combattant la disposition d'assez de munitions pour poursuivre ses missions de haute intensité.

Faire autrement, ce n'est pas, non plus, faire comme d'habitude, c'est-à-dire considérer le domaine munitionnaire comme une variable d'ajustement financier pour « *tenir les budgets* » ou satisfaire des besoins jugés prioritaires. Au lieu de vouloir simplement remonter en puissance, il semble capital de changer, dès maintenant de paradigme en acquérant une nouvelle génération de munitions afin que nos forces puissent s'exercer à leur maniement et en tirer des conclusions de nature à les améliorer de manière incrémentale. Le succès des armes de la France est à ce prix.



Le soutien médical d'un engagement de haute intensité

Une partie de la force morale du combattant dépend de l'assurance que lui apporte aujourd'hui le Service de santé de se voir rapidement pris en charge et évacué en cas de blessure. Quelles contraintes nouvelles apporterait un combat de haute intensité ? Le MGI (2s) Raymond WEY s'attache ici à identifier les attendus qu'impliqueraient, à doctrine de soutien respectée, une dégradation de l'environnement dans l'espace ou dans le temps de la chaîne des secours.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la France n'a cessé d'engager des forces sur des théâtres particulièrement hétérogènes et pour des missions fort éloignées de l'engagement traditionnel envisagé alors en Centre-Europe. Elle a adapté son outil de Défense à ce qui semblait au Politique le plus à même, avec des budgets contraints, de maintenir la place qu'elle occupe dans le concert des Nations.

Le Service de Santé des Armées (SSA) a donc dû assumer sa part d'efforts d'une transformation dictée par des scénarii d'emploi nouveaux et des contraintes

financières inédites. Il a donc adapté sa doctrine d'emploi aux formes d'engagement, aux missions qui lui sont confiées, et surtout à l'épidémiologie moderne des blessures de guerre. Malgré les aléas, le SSA a effectué cette mutation avec la volonté farouche d'intégrer à ses capacités les immenses avancées techniques et technologiques récentes qui ouvrent de nouveaux horizons à l'optimisation de la prise en charge des blessés. Sans oublier les exigences sociologiques, scientifiques et éthiques qui s'imposent sur le plan international dans la prise en charge des blessés de guerre.

Voici qu'aujourd'hui un nouveau champ de réflexion s'ouvre avec la résurgence devenue crédible de tensions interétatiques pouvant conduire à des domaines de conflictualité nouveaux, voire à un conflit de haute intensité. « *L'incertitude marque notre époque* », affirmait le général DE GAULLE... en rappelant récemment ces mots, le général, chef d'état-major de l'armée de terre souligne combien cette incertitude rend délicate et difficile une réflexion prospective sur les guerres de demain.

Par essence, la guerre est protéiforme. Pourtant quelle qu'en soit la nature, elle est, comme l'affirmait SUN TZU, le « *domaine de la vie et de la mort.* » La guerre tue. Chaque soldat le sait et aucun belligérant potentiel ne l'ignore lors de ses prises de risques. En France, pour l'heure, combattants et Nation acceptent cette éventualité suprême. Mais ce consentement présuppose une adhésion aux enjeux et une force morale qui impliquent que la mort au combat n'est pas toujours évitable, compte tenu des lésions subies par le blessé, celles-ci pouvant être au-delà de toute ressource de soins.

Actuellement, en garantissant le soutien en tout lieu à leurs camarades de combat, en maîtrisant les techniques médicales et chirurgicales de pointe, chaque personnel du SSA sait que tel est l'enjeu de son action. Il a été formé pour cela ; il dispose des moyens pour réussir ; il est intégré dans une chaîne militaire et médicale nationale ou parfois multinationale à l'efficacité éprouvée. L'ennemi qui fait de lui une cible de choix ne s'y trompe pas. Mais dans l'hypothèse de la résurgence d'un engagement de haute intensité que deviendrait cette efficacité, qui se base aussi sur une évidente centralité décisionnelle et sur un rapport de force favorable ?

Ce soutien ne sera plus celui du XX^e siècle

Calibrer au niveau stratégique et tactique les moyens indispensables au soutien médical d'un engagement de haute intensité ne saurait entrer dans nos propos. Une telle définition, comme celle des moyens à concevoir, implique, comme lors

de chaque réflexion de planification, d'en connaître, au minimum, un certain nombre de paramètres déterminants. Ainsi qu'en est-il du cadre espace-temps à considérer, du volume des forces à soutenir, des modes d'action envisagés, de la nature des agents vulnérants, conventionnels ou non, pouvant être employés par l'ennemi, du taux de perte admissible par le commandement...

L'organisation et les moyens du soutien médical d'un engagement de ce type — qui s'inscrirait, au plus raisonnable, à horizon du moyen terme — ne peut être que le résultat d'un travail d'état-major interarmées. Les spécialistes des techniques de logistique sanitaire du Service y constituent d'ailleurs l'interface indispensable entre nos experts des domaines techniques, aux premiers rangs desquels se situent les médecins des forces, les anesthésistes-réanimateurs, les chirurgiens, les psychiatres, et les officiers en charge de la conception des soutiens. Trop de variables sont à considérer pour imaginer les différentes situations potentielles, si ce n'est de choisir la pire : celle qui, tout en imposant un combat de haute intensité, n'impliquerait cependant pas une échéance nucléaire.

Pour autant, même un tel synopsis d'un combat infra-nucléaire ne serait en rien comparable aux hypothèses d'emploi qui prévalaient avant la fin des années 1980. Dès lors, il est tout à fait évident que les solutions à élaborer et à mettre en œuvre ne sauraient être une simple adaptation de ce que furent celles, tous moyens réunis, alors en vigueur. Elles se caractérisaient par l'échelonnement des moyens répartis en un ramassage lent et peu médicalisé, un triage « *répartiteur* », effectuant le choix entre une prise en charge chirurgicale pour les plus urgents des blessés ou l'évacuation des autres principalement par voie de surface. Il y avait là une forme de gestion des hospitalisations sur le théâtre des opérations.

Désormais, aucun retour en arrière n'est envisageable dans la mise en œuvre des principes adoptés aujourd'hui pour un soutien médical de qualité dû aux soldats. Ce serait d'ailleurs une régression et une fausse assurance.

Ces principes sont et devront rester le fondement de toute planification : secourir au plus vite sur les lieux du combat, sauver la vie, voire la fonction, par la mise en œuvre des gestes médicaux essentiels, soigner dans les conditions les plus efficaces possibles, incluant naturellement à ces soins les évacuations sanitaires sous contrôle médical.

Sauvetage au combat, médicalisation comme réanimation et *chirurgicalisation* de l'avant, voire de l'extrême-avant, le plus tôt après la blessure, parfois au plus près des combats, resteront les armes permettant de se battre contre les morts évitables.

Pourtant, dans l'hypothèse la plus difficile, une limite majeure risque d'apparaître : l'impossibilité, au moins transitoire, de bénéficier de la maîtrise aérienne et par voie de conséquence de la liberté de réaliser les évacuations

sanitaires intra-théâtre ou à longue distance, et en retour le ravitaillement sanitaire. Par ailleurs, lorsque la continuité territoriale existe, les évacuations par voie ferrée ont montré leurs limites au cours de l'épidémie de *SARS CoV 2* en raison de la nature même des vecteurs modernes. Reste la voie maritime qui conserverait probablement toute sa pertinence lorsqu'elle serait possible, si tant est que, comme la France, tout adversaire potentiel fasse le choix du respect du droit humanitaire international. Dans le cas contraire, que resterait-il de l'acceptabilité par une Nation occidentale de pertes conséquentes, confrontée à la volonté de s'imposer par les armes, coûte que coûte, d'une autre Nation, sans limite éthique ou au référentiel moral ou religieux étranger au nôtre ?

La question de l'éthique médicale ne se poserait-elle pas également entrant en conflit, au moins théoriquement, avec cette négation de l'éthique de la guerre : soins aux prisonniers, aux populations civiles, aux soldats adverses ? Éventuellement, la question du triage médico-chirurgical ne devrait-elle pas être réexaminée ?

Une nécessité nouvelle : la subsidiarité... « le terrain et le temps commandent »

À l'évidence, un engagement de haute intensité impliquera inéluctablement une alliance... L'interopérabilité déjà largement prônée dans de nombreux domaines deviendra alors une nécessité, voire même un impératif. En effet, gérer, en appliquant nos standards ou sous notre direction, des hospitalisations en bordure de théâtre avec des Nations partenaires ou alliées, permettrait de sauver des vies et de retrouver le temps indispensable avant de poursuivre les soins à nos blessés dans nos formations de l'infrastructure française. Le SSA français devra être encore plus « *collaboratif, voire intégrateur* » qu'aujourd'hui, en mesure de mutualiser ou de s'adapter aux capacités de partenaires éventuellement moins traditionnels qu'il nous est habituel.

En matière d'interopérabilité sanitaire, l'Europe a tout pour être exemplaire. S'il est un domaine où la mutualisation des moyens militaires, voire civils, et même leur intégration – qui s'est déjà parfois réalisée – devrait pouvoir s'effectuer sans réticence, c'est bien celui-ci ! À petite échelle, cela a été démontré également au cours de la pandémie de Covid-19 entre la France et l'Allemagne. L'exemple de collaboration multinationale médicale et chirurgicale le plus parlant est celui de l'engagement en Afghanistan, dont chacun mesure encore l'efficacité 10 ans après la période la plus meurtrière de ce conflit.

L'Europe ne doit pas rester une idée que l'on caresse ou une zone de marché préférentiel. Passer à la dimension supérieure est un enjeu d'une autre nature ! Une telle évolution ne se ferait pas uniquement par la seule volonté politique et par la participation épisodique à des entraînements communs – certes indispensables toutes deux – mais surtout en faisant appel chez les professionnels de santé à une totale adhésion à tout ce qui les relie, et certainement, à une formation de tous les intervenants, parfaitement homogène... Peut-on, face au danger potentiel, mais bien réel, rêver d'un corps de santé militaire européen, même partiel, éventuellement en n'y faisant participer que des Nations suffisamment pétries d'humanisme pour être les acteurs d'une telle expérience ?

Réduire la nécessaire subsidiarité à ce seul niveau stratégique serait une erreur, car elle devrait trouver sa juste place sur le théâtre entre les différents niveaux du soutien médical. En effet, le ralentissement du flux des évacuations doit faire envisager de permettre à un niveau N-1 d'accueillir en renfort temporaire des capacités mobiles du niveau N, humaines aussi bien que techniques, certes réduites au strict nécessaire. L'exemple serait celui d'équipes chirurgicales extrêmement mobiles et légères, capables d'aller loin à l'avant, porter un coup de poing chirurgical, éventuellement par la route, pour y opérer un blessé instable et le ramener vers une structure plus robuste avant son évacuation définitive. Ceci permettrait localement d'être en mesure d'assumer pendant un temps le plus limité possible des actes normalement assurés par le niveau supérieur. L'introduction dans l'organisation médicale opérationnelle d'une telle agilité, implique et donc présuppose que la chaîne de commandement « *santé* » opérationnelle ait été modelée à ce changement de paradigme et donc que la formation des chefs, comme les habitudes prises dans les structures du temps normal, les aient préparés à cet état d'esprit. Voilà qui impliquerait également, à la base, une proximité précisément entretenue avec les forces soutenues et leur commandement, gage d'une confiance réciproque indispensable.

Sauver la vie d'un soldat blessé au combat est un impératif cardinal. Il doit mobiliser des moyens techniques suffisants, même coûteux, et des personnels en nombre suffisant dans l'éventualité où la France se trouverait partie prenante d'un engagement de haute intensité. Ces personnels de santé doivent être formés et entraînés en permanence aux conditions extrêmes qui seront celles des situations, conventionnelles ou non, qu'ils rencontreront alors. Rien ne s'improvise dans ce domaine, même si, pour un personnel du Service de santé des armées, un conflit de haute intensité est déjà celui qui l'amène à toucher aux limites des moyens et du temps dont il dispose, limites qui sont celles du corps humain souvent, celles de la guerre elle-même parfois, le restreignant dans sa capacité d'assurer les soins de sa responsabilité. La récente pandémie a démontré à l'envi cette réalité.





Bundeswehr et haute intensité

La France n'est évidemment pas la seule à s'interroger sur cette problématique de l'éventuelle résurgence de la haute intensité.

Le GBR (2S) Olivier de BECDELIEVRE nous décrit ici l'état des réflexions conduites en Allemagne.

Après avoir, comme ses partenaires européens, et peut-être davantage qu'eux, engrangé les « dividendes de la paix », l'Allemagne n'exclut pas de devoir intervenir avec ses moyens militaires dans un affrontement incluant des combats de haute intensité.

Il s'agit pour la *Bundeswehr*, non pas de répondre à une hypothétique menace sur les intérêts vitaux du pays, mais de tenir son rang au sein de l'Alliance et de l'Union européenne, ce qui se traduit par une augmentation relative de ses moyens, le maintien à haut niveau de l'entraînement spécifique de ses unités blindées-mécanisées et la prise de responsabilités opérationnelles. Ainsi conforte-t-elle son statut d'acteur militaire majeur et, au-delà, son influence en Europe centrale et orientale.

La culture « blindée-mécanisée » de l'armée de terre allemande

L'armée de terre allemande compte, en termes de postes budgétaires, 64 000 militaires sur les 115 000 « *porteurs d'uniforme* » terrestres, répartis en trois divisions comptant 10 brigades, auxquelles s'ajoutent les forces spéciales (KSK⁵⁰). Son noyau dur est constitué des 1^{re} et 10^e divisions blindées, soit huit brigades blindées ou mécanisées.

En raison de la répartition des missions et des moyens entre l'armée de terre et la « *base interarmées des forces* » (SKB⁵¹), certains matériels en service, y compris des matériels majeurs, ne sont pas nécessairement en dotation dans les forces terrestres, ce qui rend les comparaisons délicates. C'est ainsi que l'armée de terre dispose de 176 chars *Leopard 2* sur un total de 244, 315 VCI *Marder* sur 382 et 684 VTT *Fuchs* sur 907.

Pour autant, on constate une réelle augmentation du parc disponible, prévue sur la période 2020-2023, soit par remise en service après revalorisation de matériel existant⁵², soit par révision à la hausse des cibles pour le matériel neuf ou en développement⁵³. Cette augmentation du matériel majeur répond pour une partie à la (re)création de nouvelles unités, dont deux bataillons de chars de bataille, mais également, dans un souci de cohérence opérationnelle, au remplacement des véhicules dérivés du *Leopard 1* par des engins sur châssis *Leopard 2*, mis au dernier standard.

Par ailleurs, la stricte séparation (imposée par la Loi fondamentale) des missions entre la « *défense* » et « *l'intérieur* », permet à la *Bundeswehr* « *d'échapper* », sauf cas extrême, aux missions de toutes sortes sur le territoire national et à ses unités de préserver leur instruction collective et leur entraînement. À cet effet, les unités de blindés-mécanisés disposent à Altmark d'un centre d'entraînement au combat considéré comme l'un des plus modernes d'Europe, dont la mise en œuvre, en particulier dans le domaine de la simulation, est confiée à un prestataire industriel⁵⁴. Ce centre fréquemment utilisé permet la manœuvre au niveau du bataillon et sert notamment aux stages d'entraînement des unités qui se succèdent en Lituanie.

⁵⁰ *Krisenspezialkräfte*.

⁵¹ *Streitkräftebasis*.

⁵² Le *Leopard 2* dont le nombre doit passer de 244 à 328.

⁵³ Le VCI *Puma*, successeur du *Marder*, prévu à 560 exemplaires ou le VTT *Boxer* à 404 exemplaires.

⁵⁴ Initialement *Rheinmetall*, depuis mars 2020, Saab.

La référence en matière de politique de défense est le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013, qui, faisant appel aux « *leçons de l'Histoire* », réaffirme les principes sur lesquels repose l'action de l'Allemagne dans le monde et les présuppositions qui sous-tendent sa politique de sécurité (LB §1.1) :

- l'identité allemande est indissociablement liée à celle de l'Europe, avec laquelle l'Allemagne poursuit l'objectif d'améliorer la condition humaine et de contribuer au bon ordre du monde ;
- puissance économique majeure, elle est tributaire de la qualité de ses relations et de la stabilité économique ;
- la Bundeswehr est, comme par le passé, conçue pour agir dans un cadre multilatéral ;
- l'Allemagne assume en toute connaissance les dépendances mutuelles en matière de sécurité et, avant tout, le partenariat étroit avec les États-Unis ;
- son rôle croissant dans la politique de sécurité internationale n'admet ni automatisme, ni contrainte qui iraient à l'encontre de ses valeurs et de ses intérêts.

L'enracinement au sein de l'Alliance, « *indispensable garant de la sécurité allemande, européenne et internationale* » et de l'UE, « *élément constitutif de l'identité allemande* » est réaffirmé, de même que la volonté de construire une relation de coopération avec la Russie pour parvenir à un partenariat stratégique entre OTAN et Russie, au-delà des difficultés du moment. La posture de dissuasion adoptée en 2016 dans le cadre des mesures de réassurance (*enhanced Forward Presence [eFP]*) concourt à cet objectif (LB, § 2.1).

C'est dans cette logique que l'Allemagne entend contribuer à la cohérence et à la liberté d'action de l'Alliance nord-atlantique et de l'Union européenne, considérant que la solidarité au sein de l'alliance « *participe de sa raison d'État* » (LB, § 3.2), en portant son effort notamment sur la sécurité des voies de communication et d'approvisionnement et sur la prévention précoce des conflits. L'objectif de la *Bundeswehr* est d'assurer les conditions qui permettront à la diplomatie allemande d'agir en faveur de solutions politiquement acceptables. À cet effet, elle doit disposer d'une capacité d'intervention sur l'ensemble du spectre, y compris la haute intensité (LB, § 4.1).

Tenir son rang dans la défense de l'Europe

Dans ce contexte, la *Bundeswehr* trouve naturellement à s'exprimer dans la défense de l'Europe orientale, domaine dans lequel elle détient un savoir-faire (théorique) acquis depuis les décennies de la guerre froide. Cette région correspond davantage à sa culture politique et militaire que les théâtres africains ou méditerranéens et est d'autant mieux acceptée par la population qu'elle représente également une sphère d'influence économique.

Ce n'est pas par hasard que l'Allemagne a introduit au sommet de l'OTAN de NEWPORT (Pays de Galles) en 2014 le concept de nation-cadre (*Frame Nation Concept [FNC]*), initialement conçu pour pallier, par un partage des tâches entre alliés, les lacunes issues de la stagnation ou de la contraction des budgets de défense. Le rôle de nation-cadre permet aux nations les plus développées, ou disposant de davantage de moyens, comme l'Allemagne, de prendre l'ascendant en matière de coordination et de planification de défense sur les partenaires moins puissants.

Le FNC a ses limites, n'est pas contraignant et préserve la liberté des partenaires de quitter le cadre défini, mais constitue néanmoins un facteur d'intégration des forces déployées au sein des groupements tactiques constitués.

C'est dans cette logique que l'Allemagne assure depuis 2017, au même titre que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada, le commandement en tant que nation-cadre de l'un⁵⁵ des bataillons de l'OTAN déployés au titre des mesures de réassurance (*eFP*). Le contingent allemand d'environ 500 militaires, constitué essentiellement d'un bataillon blindé ou mécanisé, est déployé avec son matériel de dotation pour des rotations de six mois. Exception à la règle, le 292^e Bataillon de Chasseurs (BFA) a assuré le commandement de la troisième rotation (janvier à juin 2018).

Les partenaires majeurs des Allemands sont les Néerlandais, qui ont participé systématiquement à toutes les rotations depuis août 2017 avec une compagnie mécanisée, ainsi que les Belges, Tchèques et Croates qui contribuent régulièrement, également avec une compagnie mécanisée.

⁵⁵ Stationné à RUKLA (Lituanie).

Un engagement politiquement bienvenu

Sans revenir sur les problèmes séculaires de cohabitation et d'affrontements entre Germains et Slaves dans cette partie de l'Europe, il est clair que l'Allemagne y exerce une influence qu'elle cherche naturellement à développer. Vu du côté allemand, il s'agit de gérer une relation avec la Russie qui n'est plus au beau fixe depuis les affaires de Crimée et du Donbass, mais demeure d'autant plus essentielle que l'Allemagne, en se privant progressivement d'énergie nucléaire, sera davantage tributaire des sources d'énergie extérieures et en particulier du gaz russe. Inversement, BERLIN est pour le Kremlin un interlocuteur davantage à sa pointure que ne le sont la Pologne et les États baltes.

Les relations avec la Pologne ont connu différents rebondissements au cours de ces dernières années, entre une réconciliation proclamée et une méfiance latente. Les pierres d'achoppement que sont les réparations contestées à la suite de la seconde guerre mondiale, le tracé de la frontière et les activités de l'Union des réfugiés demeurent sous-jacentes en dépit du discours officiel de réconciliation. Les désaccords politiques sont patents, surtout quand les conservateurs sont au pouvoir à VARSOVIE et adoptent, notamment sur les questions d'immigration et de contrôle des frontières, des positions s'écartant de l'orthodoxie de l'Union européenne. Pour autant, l'Allemagne reste le premier partenaire économique de la Pologne, les relations culturelles continuent à se développer tandis que, sur le plan militaire, le corps germano-polonais stationné à SZCZECIN contribue à l'intégration des forces armées des deux pays⁵⁶.

En résumé

Ainsi, notre voisin et partenaire allemand prend lui aussi en compte le « *retour* » de la haute intensité dans la problématique de défense des nations européennes. Il permet à la *Bundeswehr*, et en particulier à son armée de terre, de se positionner comme nation-cadre dans la mise en œuvre des mesures de réassurance en Europe orientale et à l'Allemagne de conforter son statut de *primus inter pares* dans une région demeurant, à divers égards, une zone d'influence privilégiée, sinon stratégique.

⁵⁶ Ce qui a d'ailleurs permis le remplacement d'une partie des équipements polonais d'origine soviétique par du matériel allemand.





En guise de conclusion

En résumé, revenons avec le GCA (2S) Alain BOUQUIN sur les considérations et interrogations abordées dans ce dossier. Quelques enjeux majeurs se dégagent ; ils constituent la trame d'une étude exhaustive à mener.

La notion de combat de haute intensité réapparaît régulièrement dans les analyses et le discours militaire actuels. L'éventualité de la résurgence d'un conflit majeur, ou de phases critiques lors d'un conflit de moindre ampleur, est mise en avant pour caractériser l'environnement international et le contexte stratégique du moment. Et donc pour en tirer des conséquences quant à notre modèle d'armée, nos capacités militaires, nos aptitudes opérationnelles...

On ne saurait nier que la possibilité d'une exacerbation de certaines tensions interétatiques, d'une montée aux extrêmes échappant aux décideurs, d'un engrenage diplomatico-militaire fatal, ou de l'émergence d'une puissance militaire agressive et désinhibée, ne puisse ramener dans notre paysage, et sur notre sol, le spectre de la grande guerre. Et d'ailleurs, y a-t-il jamais eu dans notre histoire une période au cours de laquelle cette menace ait totalement disparu ? On a pu le croire lors de l'écroulement du Pacte de VARSOVIE avec la disparition de la menace soviétique... mais il n'en était bien sûr rien !

Alors pourquoi ce brusque regain d'intérêt pour un type de conflit qui a malgré tout disparu de de notre vécu géostratégique européen depuis près de 75 ans ? Pourquoi, après avoir espéré tirer les dividendes de la paix depuis plusieurs décennies, décide-t-on de sortir du placard cet épouvantail ? Et d'abord, qu'est que cette haute intensité qu'on brandit à la fois comme la fin et le moyen, comme la menace de l'ennemi et l'ambition des amis ?

* * *

En premier lieu, il convient de **fixer le cadre du débat**. La formule « *haute intensité* » est sans doute mal adaptée... Elle ne parle vraiment qu'au militaire chargé de mettre la force en action ; il en comprend qu'il va se retrouver dans des situations opérationnelles complexes, caractérisées par la saturation, par de fortes pertes et par une moindre liberté d'action... Elle est nettement moins évocatrice pour le politique qui ordonne la mission et fixe des objectifs. Elle peut d'autre part avoir une définition locale ou étendue, ponctuelle ou durable... Bref, c'est une notion relative, qui cadre finalement mal à la réflexion attendue...

Ce qui est en cause beaucoup plus clairement, c'est le **retour d'une menace « existentielle »** pour notre communauté nationale. L'Indochine, l'Algérie, le Golfe, les Balkans, l'Afghanistan ou le Mali ont été des théâtres — toujours, souvent ou occasionnellement — de combats de très haute intensité, avec des pertes parfois lourdes. Cependant, jamais l'existence de la France en tant que Nation libre n'y a été menacée. La guerre froide est le seul cadre récent dans lequel la survie de notre pays aurait pu être mise en cause.

Une deuxième interrogation suit naturellement : la caractéristique principale d'une guerre au cours de laquelle il faudrait lutter pour sa survie, est qu'elle mettrait nécessairement en œuvre toutes **les forces vives de la Nation**, tous les ressorts de l'État, toutes les ressources humaines et matérielles du pays. Est-ce une forme de « **guerre totale** » à laquelle on veut ainsi faire référence ?

Le concept est connoté. Il nous replonge forcément dans les horreurs du dernier conflit mondial et dans l'usage « *total* » de la force et des armes tel qu'il a été accepté par les belligérants de l'époque... Est-ce bien là l'objet que notre réflexion souhaite aborder ?

Ce point appelle d'ailleurs une troisième question plus large : pour imaginer les conditions d'un conflit majeur du XXI^e siècle, **nos références historiques habituelles**, issues du siècle précédent et des conflits passés, restent-elles pertinentes ?

Comment peut-on **envisager ce que serait un conflit majeur resurgir** aujourd'hui, dans l'environnement international actuel, avec la technologie accessible, et impliquant les hommes et les femmes de notre temps et de nos sociétés ? Prendrait-il la forme d'un affrontement de grandes masses de forces ? Privilégierait-il au contraire des stratégies indirectes ? Qui en seraient les protagonistes principaux : Chine, Russie, États-Unis, OTAN ? Autres ? Les armes de destruction massives seraient-elles utilisées (ou menacées d'emploi) ? Une bascule vers les espaces urbains et maritimes serait-elle probable ?

C'est un véritable exercice de **prospective opérationnelle** auquel il faudrait se prêter, sur un périmètre élargi (cinq espaces : terre, mer, air, espace et cyber). L'enjeu fondamental de cet exercice serait d'identifier **les ruptures** :

- Qu'y aurait-il de nouveau, que nous n'avons encore jamais vécu dans aucune guerre ?
- Quelles formes de surprises ou de situations inédites doivent être anticipées ?
- Quelles technologies sont susceptibles de modifier les procédés tactiques ?
- Quels armements nouveaux vont bouleverser les équilibres ?

C'est aussi un exercice qu'il faut initier **sans attendre** ; car le temps sera forcément long entre la prise de conscience puis l'analyse de la menace d'une part, et la pleine capacité à la prendre en compte d'autre part. Ce facteur temps incite à regarder à un horizon suffisamment éloigné...

C'est enfin un exercice qui doit être conduit avec une vision large, interarmées, interdisciplinaire, dans l'esprit du plan prospectif à trente ans (PP 30), pour lequel l'analyse géostratégique et les ambitions opérationnelles devaient être confrontées aux innovations techniques avant d'en déduire des capacités.

Quatrième question : quelle est la réalité de cette menace ? Est-il possible de mesurer la probabilité de son occurrence ?

Cette question n'est pas anodine car la réponse apportée déterminera les niveaux d'effort qui seront à consentir. Il existe derrière cette question **un risque majeur de manipulation du débat** entre ceux qui veulent noircir le tableau pour forcer des décisions, et ceux qui voudront minimiser le danger pour limiter la dépense...

Le discours naval en est une bonne illustration : « *Les sous-marins russes sont de retour dans l'Atlantique Nord : au secours, c'est la résurgence de la guerre froide !* » S'agit-il d'un constat objectif ou d'un raccourci hâtif ? Est-ce que certains ne vont pas nous accuser de chercher à faire peur, pour instrumentaliser une perception négative afin de justifier, en vrac, un modèle complet, des effectifs, des technologies, des programmes... et, *in fine*, des crédits.

Ce risque est celui d'un manque de validité de l'analyse, et celui d'une mauvaise estimation de la réponse à apporter. Car la vraie bonne question est de savoir à quel niveau la résurgence présumée d'un conflit majeur doit être prise en compte. Elle appelle une réponse politique, ponctuée de vrais choix, en toute impartialité.

Ce risque est aussi celui de l'exacerbation de luttes fratricides entre porteurs des logiques contradictoires de besoins et de ressources : opérationnels, ingénieurs, industriels, financiers...

Dans **quel cadre militaire** convient-il de positionner l'étude ? Il semble évident que ce doit être celui de l'**OTAN**. Car quand on parle de menace existentielle, de conflit majeur, de gros effectifs et de grandes batailles, c'est ensemble au sein de l'Alliance que l'on doit y réfléchir avant de s'y préparer. Et surtout parce que c'est ensuite ensemble, face à un ennemi commun, que se joueront l'issue des combats à venir et le sort de la guerre. C'est le modèle des coalitions dont l'histoire militaire nous rappelle qu'elles sont sorties victorieuses des grands affrontements.

L'OTAN reste en effet aujourd'hui la seule structure militaire dotée des capacités permettant de mener une guerre de grande ampleur : moyens de commandement, procédures maîtrisées, appuis nombreux (renseignement, défense sol-air, coordination aérienne...), aptitude native à faire opérer ensemble des forces disparates, poids du grand allié américain...

En revanche, parce qu'on raisonne sur des cas extrêmes, des situations paroxysmiques, on en arrive très vite au constat **qu'aucune Nation européenne n'est plus en mesure de faire face seule**, ce qui n'est pas une surprise. Mais on s'aperçoit également que l'Union européenne en tant qu'entité politique n'est pas, elle non plus, apte à constituer le cadre militaire qui coordonnera les armées de ses membres dans un conflit généralisé.

L'Europe est en fait, en matière militaire, un « *outil de temps de paix* » : elle sait orienter l'innovation, générer et conduire des programmes en coopération, préserver une Base industrielle et technologique de défense (BITD), fournir des hommes et des équipements... Elle sait occasionnellement gérer des crises de bas niveau. Mais elle n'est pas la « *machine de guerre* » qui mènera des armées entières au combat !

Il convient toutefois de saluer toutes les initiatives en son sein visant à rehausser le niveau capacitaire et l'interopérabilité des armées de terre, tant au niveau doctrinal que matériel. À cet égard, l'initiative franco-belge portant sur la Capacité Motorisée (CAMO) est à mettre en avant.

Il reste que **le cas français** est « *à part* », du fait de la détention de l'arme nucléaire et de la définition particulière de ses intérêts « *vitaux* ». Ce qui justifie qu'une réflexion complémentaire, purement nationale, centrée sur la dissuasion soit également conduite.

Toute tentative d'analyse sur le retour d'un conflit majeur devra donc intégrer, schématiquement :

- un travail sur un volet conventionnel en coalition ;
- un autre sur un volet nucléaire dissuasif purement national.

Schizophrénique ?

Derrière le sujet des rôles respectifs de l'OTAN et de l'Europe, se dessine en filigrane **la question des échéances et des durées** : si on raisonne à un horizon 2030, l'OTAN est le seul recours. Au-delà, à plus long terme, et en fonction des évolutions et du rythme de la construction européenne, une autre piste pour une coalition est peut-être envisageable...

Ce facteur temps devra d'ailleurs être soigneusement pris en compte dans toute la réflexion :

- À quelle échéance a-t-on l'ambition de retrouver une pleine capacité « *conflit majeur de haute intensité* » ?
- Quelle est l'estimation de la durée raisonnable d'une remontée en puissance ?
- Est-il possible de construire une véritable planification financière, sur une durée d'au moins deux lois de programmation militaire, voire trois ?
- Et surtout, combien de temps pourra durer un tel conflit ? Peut-on raisonnablement envisager une guerre longue, du genre 14-18 ou 39-45, avec toutes les conséquences que cela implique sur les ressources ?

Une septième question moins évidente s'impose : celle de **la conscription**.

Historiquement, les grands conflits, ce sont ceux des Nations en armes. C'est une logique qui veut que chaque jeune Français contribue à la défense de sa patrie, si possible par les armes. Cette vision reste-t-elle pertinente dans la perspective d'un conflit majeur à venir ?

Quand la masse constituait la meilleure certitude de victoire, quand on avait des armes en nombre pour équiper des gros bataillons, la réponse était évidente. Ne sommes-nous pas désormais dans une situation où le prix des matériels militaires est tel, dans nos armées de haute technologie, qu'il y aura inéluctablement plus d'hommes à équiper que d'équipements à leur donner ?

Mais l'équation mathématique du rapport de force n'est pas le seul déterminant de cette question. Il faut aussi considérer l'aspect culturel, presque affectif des choses. Dans notre référentiel patriotique, est-il concevable de s'engager dans un conflit majeur sans y consacrer le meilleur de notre jeunesse ?

Dans tous les cas, l'examen de la haute intensité ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur la conscription et sur le service national...

Une dernière question est plus « **de société** » : elle est celle de **l'aptitude du Français** des années 2000 à refaire (victorieusement !) ce que ses grands-parents ont vécu dans les tranchées, sur le front, dans le maquis ou dans les rizières.

Les conditions de vie font que les soldats ne sont plus les mêmes :

- moindre rusticité, à niveau sportif à peu près équivalent ;
- féminisation des armées ;
- individualisme, mais générosité au moins égale dans l'engagement ;
- augmentation des addictions ;
- moindre sens du sacrifice, mais esprit d'équipe souvent très fort ;
- distance par rapport à la mort et à la souffrance extrême qui sont « *cachées* », avec des vulnérabilités psychiques nouvelles quand on y est confronté...

Or la haute intensité, c'est la nécessité d'être capable de revivre VERDUN ou DIEN-BIEN-PHU, sans craquer, sans paniquer, sans céder à la peur. La haute intensité c'est la résilience humaine individuelle et collective poussée à son maximum : rester en mesure de remplir sa mission quand tout alentour se désagrège et fait qu'on a envie de se résigner et d'abandonner.

Il pourrait être utile de réfléchir (encore !) à notre esprit guerrier et à la manière dont il doit s'adapter aux conditions extrêmes d'un conflit majeur.

* * *

Au fil de ces interrogations, on devine **l'ampleur de la réflexion** qui doit être menée, des défis qui nous attendent pour réfléchir à ce que serait une guerre mortelle, et la variété des sujets qui doivent être traités pour prétendre à une certaine exhaustivité.

On comprend aussi qu'il faut sortir de nos schémas habituels : nous sommes une génération qui a préparé l'avenir en pensant à l'habituel, à l'usuel ; qui savait anticiper le (quasi) normal ! **Il faut réapprendre à anticiper le pire !**

On pressent aussi le piège principal qui pourrait biaiser l'analyse : celui de raisonner la haute intensité et les caractéristiques d'un conflit majeur à venir au seul prisme de l'expérience et de l'histoire. **Ce n'est pas le retour de la guerre froide** qu'il faut traiter, c'est celui d'une guerre totalement nouvelle dont les schémas et les conditions seront autres.

Et enfin l'incertitude majeure qui demeurera, une fois ce travail d'analyse effectué, sera de savoir dans quelle mesure notre pays est capable de consentir l'effort nécessaire : en aura-t-il l'envie, l'ambition, la volonté, la possibilité, les ressources ? Il faudra pourtant bien finir par se convaincre que **se préparer au conflit majeur de demain, c'est nécessairement accepter des sacrifices aujourd'hui !**



LEXIQUE

Définitions / Sigles / Acronymes

Définitions

- Néant.

Sigles et acronymes

Pour rappel, un sigle se compose de plusieurs lettres, chacune se prononçant individuellement. En revanche, les sigles pouvant se prononcer comme un mot (OTAN, par exemple), sont des acronymes.

ANASE / ASEAN

Association des nations de l'Asie du Sud-Est
Association of Southeast Asian Nations

ASL

Armée Syrienne Libre

AMPC

Abri Mobile pour Poste de Commandement

ANL

Armée nationale libyenne (ANL)

ASMP-A

(Missile) Air-Sol Moyenne Portée Amélioré

BOA

Base Opérationnelle Avancée
Forward Operating Base (FOB)

BFA

Brigade Franco-Allemande

BITD

Base Industrielle et Technologique de Défense

BMP-3

Боевая Машина Пехоты
Véhicule de combat de l'infanterie (russe)

BP

Boîte postale

CA

Corps d'Armée

CDAOA

Commandement de la Défense Aérienne
et des Opérations Aériennes

CDEC

Centre de doctrine et d'enseignement
du commandement

CEMA

Chef d'État-Major des Armées

CEMAT

Chef d'État-Major de l'Armée de Terre

CIJ

Cour Internationale de Justice

CINCENT

Commander-in-Chief (Allied Forces) Central Europe
Commandant en chef (des Forces alliées) en Centre-Europe

CRR/FR

Corps de réaction rapide/France

CSNU

Conseil de Sécurité des Nations Unies

DB

Division Blindée

DGA

Direction Générale de l'Armement

LEXIQUE

Définitions / Sigles / Acronymes

DI	Division d'Infanterie (motorisée)
DP	Division Parachutiste
DVD	<i>Digital Versatile Disc</i> Disque numérique polyvalent
EAU	Émirats Arabes Unis
eFP	<i>enhanced Forward Presence</i>
EI	État Islamique
EMA	État-Major des Armées
ENI	Ennemi
ER	En Retraite
ETRACO	Embarcations de TRAnsport rapide COmmando
FATAC	Force Aérienne Tactique
FAR	Force d'Action Rapide
FOB	<i>Forward Operating Base</i> Base Opérationnelle Avancée (BOA)
FNC	Frame Nation Concept
FT	Forces Terrestres
G2S	Général en 2 ^e Section
GAN	Gouvernement d'Accord National
GBR	Général de Brigade
GCA2S	Général de Corps d'Armée en 2e Section
GDI	Général de Division
GME	Groupement Momentané d'Entreprises
GU	Grandes Unités
HEM	Hypothèse d'engagement majeur
HI	Haute Intensité
HRF	<i>High Readiness Force</i>
HVT	Haute valeur ajoutée
IA	Intelligence Artificielle
IFRI	Institut Français des Relations Internationales
KSK	<i>Kommando Spezialkräfte</i>
LCAL	Lutte contre les aéronefs lents (LCAL)
LPM	Loi de Programmation Militaire

LEXIQUE

Définitions / Sigles / Acronymes

MGM_120	Munition Guidée de Mortier de 120 mm
MGP	Munition à guidage de précision (appellation générique)
MGT-L	Munition à Guidage Terminal Laser
MNG	Munition Non Guidée
MOI	Maître d'œuvre industriel
NRBC	Nucléaire, radiologique, biologique/bactériologique et chimique
NTI3	Niveau Technique d'Intervention de 3 ^e niveau.
ONU	Organisation des Nations-Unies
OPEX	OPération EXtérieure
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord <i>North Atlantic Treaty Organisation (NATO)</i>
PAVA	PActe de VARSOVIE
PC	Poste de Commandement
PGM	<i>Precision Guided Munition</i>
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
PGO	Plan Général d'Organisation
PST	Projet de Science et Technologie
QG	Quartier Général
RAM	Roquettes, Artillerie, Missiles
RAV NUM	RAVitaillagement MUNitions
RETEX	RETour d'EXpérience
RH	Ressources Humaines
RO2	Réserve opérationnelle de 2 ^e niveau
RGL	Roquette Guidée Laser
RSV	Roquettes sur véhicule
SACEUR	<i>Supreme Allied Command(er) in EUROpe</i>
SAL	Semi-Actif Laser
SCORPION	Synergie du COntact Renforcée par la Polyvalence et l'InfovalorisatiON
SDT	Système de Drones Tactiques

LEXIQUE

Définitions / Sigles / Acronymes

SNU	Service National Universel
SGA/SPAC	Secrétariat Général pour l'Administration Service Parisien de soutien de l'Administration Centrale
SGDSN	Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale
SIA	Système d'Information des Armées
SIC	Système d'Information et de Commandement
SKB	<i>StreitKräfte Basis</i>
SOR	Situation Opérationnelle de référence
SRGL	Système de Roquettes Guidées Laser
SSA	Service de Santé des Armées
TAVD	Tir Au-Delà de la Vue Directe
TD	Tir Direct
UE	Union Européenne
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
VCI	Véhicule de Combat d'Infanterie
VLTC	Véhicules Légers Tout Chemin
VTT	Véhicule Transport de Troupe
ZD	Zone de Déploiement
ZE	Zone d'Engagement
ZEE	Zone économique exclusive
ZO	Zone d'Objectifs



03980-0
1/2011

ET3

Groupe de liaison G2S

1, place Joffre
BP 23
75700 PARIS SP 07



Retrouvez-nous sur le site THEATRUM-BELLI.COM
www.theatrum-belli.com/author/asso-g2s/

